

R38A1  
E881  
1997/98  
3  
QL  
P. gouv.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

*MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES*

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Réponse à la demande de renseignements particuliers  
de l'Opposition officielle adressée :

- au ministère des Relations internationales

**TABLE DES MATIÈRES**

**LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

	<b>PAGES</b>
1. Copie du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor .....	1.0
2. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor .....	2.0
3. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1996-1997.....	3.0
4. Ventilation détaillée des dépenses en 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998 pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec. Effectifs par catégorie, traitement annuel du délégué général, du délégué ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque délégation générale, délégation ou bureau .....	4.0
5. Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, en indiquant pour chacune :	5.0
a) le nom de la personne concernée;	
b) la date de l'entrée en fonction;	
c) les fonctions antérieures;	
d) les frais de représentation;	
e) les frais de déplacement, incluant la ventilation des dépenses encourues en taxi et en limousine;	
f) la durée de contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu;	
g) le titre de la fonction;	
h) la classification;	
i) le traitement annuel.	
6. Préciser la ligne d'autorité relative au travail de tous les contractuels et attachés commerciaux en poste dans les délégations du Québec à l'étranger par rapport au délégué général, au ministre des Relations internationales, au ministre d'État à l'économie et aux finances et à la ministre de l'Industrie, du Commerce et de la technologie et indiquer de quelle façon ces personnes rendent compte de leur travail (rapports verbaux, écrits).....	6.0
7. Liste de tous les membres du personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, en indiquant : .....	7.0
a) le nom de la personne concernée;	
b) la date de l'engagement;	
c) la date et la raison du départ;	
d) l'indemnité de départ versée ou consentie.	

8.	Liste des mutations de personnel depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, par directions géographiques du volet Affaires internationales, en précisant l'ancien et le nouveau poste .....	8.0
9.	Depuis la mise en place des équipements de vidéoconférence reliant le 525, boulevard René-Lévesque et le 380 St-Antoine à Montréal, indiquer les heures d'utilisation de cette salle à chaque semaine et déposer la liste de tous les utilisateurs de cette salle.....	9.0
10.	Raisons justifiant la location d'espaces auprès de la firme Pepper, Hamilton et Scheetz (1300, 19 <sup>th</sup> street) à Washington.....	10.0
11.	Liste des publications régulières et spéciales des délégations générales, délégations ou bureaux du Québec en indiquant le tirage, le mode de distribution et le nombre de copies distribuées avec copie des numéros parus depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996 .....	11.0
12.	Liste des mandats de distribution de documents gouvernementaux reçus par chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec, depuis septembre 1995 avec le titre de chaque document et le nombre de copies distribuées .....	12.0
13.	Copie de la correspondance échangée entre le ministre québécois des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral du Commerce international de même qu'entre le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral des Affaires étrangères depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996 .....	13.0
14.	Liste et objet de toutes les missions organisées à l'étranger depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, incluant la liste des participants et le bilan des activités .....	14.0
15.	Liste de tous les déplacements du ministre des Relations internationales à l'extérieur du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, motif pour chaque déplacement, liste des participants et le bilan des activités .....	15.0
16.	Nombre, objet et motif d'annulation de missions à l'étranger avec la liste prévue des participants .....	16.0
17.	Ventilation du nombre de bourses d'exemption de frais de scolarité et de bourses d'excellence octroyées par pays, en 1996-1997, et prévisions pour chaque pays en 1997-1998 .....	17.0
18.	Ventilation du nombre de réceptions officielles offertes par délégations générales, délégations ou bureaux du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1995 en précisant : ..... a) la date et le lieu; b) l'occasion; c) la liste des invités; d) le coût de chaque réception.	18.0
19.	Liste des frais d'amélioration foncière par délégations générales, délégations et bureaux de même que par résidences des délégués généraux, délégués ou chefs de bureau, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996, et prévisions pour 1997-1998 .....	19.0

20.	Préciser le port d'attache aux États-Unis de M. Marc Boucher, indiquer son lieu de résidence et les conditions de location de l'appartement qu'il occupe et préciser les raisons justifiant son affectation.....	20.0
21.	Copie du calendrier des activités du ministère pour 1996-1997 et activités prévues pour 1997-1998, et préciser les événements internationaux auxquels le ministre et le ministère participeront distinctement .....	21.0
22.	Liste des ententes internationales conclues en 1996-1997 .....	22.0
23.	Liste et dates des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui au gouvernement du Québec, ces personnes ont été ou seront reçues.....	23.0
24.	Détails du projet de la Centrale d'enseignement du Québec pour la mise en place de classes bilingues au Vietnam en collaboration avec l'AUPELF-UREF (calendrier de réalisations, nombre de classes, effectifs scolaires, nombre de professeurs, budget, objectifs, etc. ....	24.0
25.	Copie du plan d'action international découlant du plan stratégique du ministère des Relations internationales.....	25.0
26.	Mandats donnés et réalisés par le Fonds spécial de la gestion des immeubles à l'étranger (FoGIQE) en 1996-1997 et 1997-1998 .....	26.0
27.	Copies des ententes intervenues entre le ministère des Relations internationales et l'entreprise privée, le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements, ou avec des organismes relatives au partage des locaux et aux frais communs des attachés commerciaux hors Québec .....	27.0
28.	Copie du code d'éthique des attachés commerciaux du ministère des Relations internationales et du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme logés dans des espaces loués par le gouvernement du Québec à l'étranger.....	28.0
29.	Copie du sondage réalisé par madame Anne-Lise Trépanier en novembre 1995 suite à un contrat de services portant sur la réalisation d'un contrat de recherches entre le 10 octobre 1995 et le 31 mars 1996 .....	29.0
30.	Copie du plan informatique du ministère (siège) et du réseau .....	30.0
31.	Compte rendu des rencontres de briefing tenues à Québec en novembre 1996 réunissant les délégués du Québec à l'étranger avec les ministres et hauts fonctionnaires, ministère de l'Économie et des Finances, de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et du ministère des Relations internationales .....	31.0
32.	Rapport de l'étude réalisée par le ministère des Relations internationales avec les autres ministères sectoriels .....	32.0



33.	Copie du ou des plan(s) de développement des ressources humaines adopté(s) depuis le 29 janvier 1996 .....	33.0
34.	Liste des nominations d'attaché(e)s culturels en poste à l'étranger depuis le 29 janvier 1996.....	34.0
35.	Description du mandat conjoint ministère des Relations internationales et ministère de la Culture et des Communications portant sur les meilleures façons de représenter les intérêts culturels du Québec à l'étranger .....	35.0
36.	Copie de la politique établie pour le transfert des dossiers et des actifs suite à la fermeture des délégations du Québec à l'étranger .....	36.0
37.	Prévisions et mandats relatifs aux futurs délégué(e)s itinérants.....	37.0
38.	Dépenses engagées et prévisibles relatives à la fermeture des treize délégations du Québec à l'étranger (déplacement ou abolition de postes, rupture de baux, remise en état des lieux, etc) pour l'année 1996-1997 et 1997-1998. Économie projetée et réalisée en 1996-1997 .....	38.0
39.	Tableau descriptif des membres du personnel chargé de l'administration (siège et réseau) versus les trois autres directions du ministère.....	39.0

#### **Francophonie**

40.	Ventilation détaillée des budgets alloués pour 1996-1997 et 1997-1998 à l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse et à l'Agence Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse.....	40.0
41.	Ventilation, pour les cinq dernières années, des contributions financières du Québec à toutes les instances de la Francophonie.....	41.0
42.	Crédits engagés et services par le gouvernement du Québec à titre de rapporteur officiel du prochain sommet de la francophonie qui se tiendra à Hanoï en novembre 1997 (déplacements, rencontres, prêts de services, plans d'interprètes, mandats donnés au personnel, etc). Le ministre des Relations internationales entend-il laisser une marque visible de son passage à Hanoï, à l'instar du centre culturel de Cotonou ?	42.0
43.	Ventilation détaillée des dépenses de transfert effectuées dans le cadre du programme spécial de développement de l'ACCT en 1996-1997 (liste des projets, montant de la subvention pour chaque projet) .....	43.0
44.	Projets et sommes engagées par le ministère des Relations internationales visant à améliorer le contenu en français sur les autoroutes de l'information .....	44.0
45.	Sommes engagées et prévisions pour la tenue de la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes qui se tiendra à Montréal en juin 1997 .....	45.0

1. Copie du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor

**TITRE : COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR**

Cette information a été publiée aux renseignements supplémentaires du Livre des crédits 1997-1998.

2. **Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor**

## MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Prévion de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor

Cette information constitue une référence interne au Conseil du trésor.



3. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1996-1997

**TITRE :** Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 1996-1997

CONTRAT POUR L'ENTRETIEN DU CLIMATISEUR DE LA SALLE INFORMATIQUE DU MINISTÈRE, INCLUANT LE REMPLACEMENT DES FILTRES.

COÛT: 685,75\$

4. Ventilation détaillée des dépenses en 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998 pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec. Effectifs par catégorie, traitement annuel du délégué général, du délégué ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque délégation générale, délégation ou bureau

## Ministère des Relations internationales

**TITRE: Ventilation détaillée des dépenses 1996-1997  
et prévision pour 1997-1998 pour chaque délégation,  
délégation ou bureau du Québec**

LOCALISATION	DÉPENSES 1996-1997	PRÉVISIONS 1997-1998
	AU 97-03-19	AU 97-04-01
<b>ÉTATS-UNIS</b>		
Atlanta	239,4	129,8
Boston	655,9	414,0
Chicago	692,8	376,4
Los Angeles	619,3	238,1
New York / Washington	3 969,6	4 966,4
<b>Sous-total</b>	<b>6 177,0</b>	<b>6 124,7</b>
<b>AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES</b>		
Bogota	242,8	25,0
Caracas	232,3	
Port-au-Prince	23,0	
Santiago		40,0
Mexico	1 307,7	1 575,2
<b>Sous-total</b>	<b>1 805,8</b>	<b>1 640,2</b>
<b>EUROPE</b>		
Bruxelles	2 533,5	2 845,2
Düsseldorf	1 073,9	
Munich	61,2	265,0
Londres	2 752,8	2 637,6
Rome	1 014,3	91,0
Milan	75,0	75,0
Vienne	949,1	1 163,6
<b>Sous-total</b>	<b>6 459,8</b>	<b>7 077,4</b>
<b>FRANCE</b>		
Paris	9 644,8	10 664,3
<b>AFRIQUE MOYEN-ORIENT</b>		
Abidjan	154,9	285,7
Damas	500,1	449,6
Le Caire	65,1	
<b>Sous-total</b>	<b>720,1</b>	<b>735,3</b>
<b>ASIE</b>		
Hong Kong	2 392,8	1 685,8
Séoul	112,6	
Chine		130,0
Tokyo	2 475,6	3 048,5
Hô Chi Minh-Ville	88,7	58,2
Bangkok		18,0
Hanoï	24,7	113,0
Jakarta		24,0
Kuala Lumpur		18,0
Taïpei		185,0
<b>Sous-total</b>	<b>5 094,4</b>	<b>5 280,5</b>
<b>Réseau Québec</b>	<b>1 065,4</b>	<b>3 847,1</b>
<b>Prêts, Placements et Avances</b>	<b>312,5</b>	<b>312,5</b>
<b>TOTAL RÉSEAU</b>	<b>33 279,8</b>	<b>35 682,0</b>

PROGRAMME 01		EFFECTIFS PAR CATEGORIE POUR CHAQUE DELEGATION													
ÉLÉMENT 02		Postes de fonctionnaires à l'étranger.							Recrutés locaux et ETC occasionnels						
		H.C.	C.	P.	T.	S.	TOTAL	Att.	T.	S.	O.	TOTAL	H.C.	C.	P.+Att.
TOTAL		6,	15,	28,			49,	49,	33,	75,		157,	6,	15,	77,
ALLOUÉS AUX UNITÉS		6,	15,	28,			49,	49,	33,	75,		157,	6,	15,	77,
Réseau États-Unis		1,	2,	4,			7,	17,	5,	11,		33,	1,	2,	21,
Atlanta	9011							1,				1,			1,
Boston	9031							4,				4,			4,
Chicago	9051							3,				3,			3,
Los Angeles	9111							2,				2,			2,
New-York / Washington	9131	1,	2,	4,			7,	7,	5,	11,		23,	1,	2,	11,
Réseau Europe		2,	3,	6,			11,	14,	7,	16,		37,	2,	3,	20,
Bruxelles	9171	1,	1,	3,			5,	5,	4,	6,		15,	1,	1,	8,
Dusseldorf	9231							1,				1,			1,
Londres	9311	1,	1,	1,			3,	7,	2,	5,		14,	1,	1,	8,
Italie	9371							1,				1,			1,
Vienne	9451		1,	1,			2,		1,	4,		5,		1,	1,
Munich	9481			1,			1,			1,		1,			1,
Réseau Asie - Pacifique		1,	2,	3,			6,	7,	2,	10,		19,	1,	2,	10,
Hong Kong	9531		1,	1,			2,		2,	5,		7,		1,	1,
Hanoi	9551			1,			1,								1,
Ho Chi Minh (Francophonie)	9611			1,			1,								1,
Tokyo	9631	1,	1,				2,	7,		5,		12,	1,	1,	7,
Réseau Afrique, Moyen-Orient			1,	1,			2,		1,	3,		4,		1,	1,
Abidjan	9651		1,				1,			1,		1,		1,	1,
Damas	9711			1,			1,		1,	2,		3,			1,
Réseau Amérique latine et Antilles		1,	3,	3,			4,	3,	4,	7,		14,	1,		6,
Mexico	9851	1,		3,			4,	3,	4,	7,		14,	1,		6,
Réseau France		1,	7,	11,			19,	8,	14,	28,		50,	1,	7,	19,
Paris	9911	1,	7,	11,			19,	8,	14,	28,		50,	1,	7,	19,
AUTRES OCCASIONNELS (RI.)															
Non alloués (réseau)	3111														



**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**TITRE :    Traitement annuel des délégués généraux, délégués et cadres supérieurs dans les représentations du Québec à l'étranger actuellement à l'emploi**

<b>Représentation</b>	<b>Nom et fonction</b>	<b>Salaire</b>
Abidjan	René, Leduc, Représentant du Québec	70 396 \$
Bruxelles	Denis De Belleval, Délégué général	85 727 \$
	Jacques R. Gagnon, Directeur des services économiques	64 567 \$
Damas	Jean Chouinard, Directeur du service immigration	58 102 \$
Hong Kong	Gerry, Power, Directeur du service immigration	65 142 \$
Londres	Richard Guay, Délégué général	88 994 \$
	Marc Ferland, Conseiller économique	74 283 \$
Mexico	Patrice Lafleur, Délégué général	78 720 \$
New York	Kevin Drummond, Délégué général	79 866 \$
	Paul Clermont, Directeur des services économiques	70 396 \$
	Marc T. Boucher, Conseiller aux affaires nationales	70 396 \$
Paris	Marcel Masse, Délégué général	84 186 \$
	Jean Duquette, Directeur des services économiques	86 734 \$
	Roger Thériault, Directeur du service immigration	86 734 \$
	Bernard De Jaham, Responsable O.M.I.	77 733 \$
	Bertrand Juneau, Directeur de l'administration	77 733 \$
	Michel Lucier, Délégué aux affaires francophones et multilatérales	86 734 \$
	Rita Poulin, Directrice des relations scientifiques, technologiques et sociales	69 445 \$
	Jean Fortin, Premier conseiller aux affaires bilatérales	65 142 \$
	Michel Brisson, Directeur des exportations et investissements	70 396 \$
Tokyo	Jean Dorion, Délégué général	92 130 \$
Vienne	Jacques Jodoin, Directeur du service immigration	65 142 \$

5. Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, en indiquant pour chacune :

- a) le nom de la personne concernée;
- b) la date de l'entrée en fonction;
- c) les fonctions antérieures;
- d) les frais de représentation;
- e) les frais de déplacement, incluant la ventilation des dépenses encourues en taxi et en limousine;
- f) la durée de contrat ou de l'engagement, s'il y a lieu;
- g) le titre de la fonction;
- h) la classification;
- i) le traitement annuel.

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE: Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996										
Endroit	Nom	Date entrée fonction	Portions antérieures	Frais de représentation (en K \$)	Frais de déplacement (en K \$)	Durée de contrat	Titre	Classification	Traitement annuel	
Atlanta	Fortin, Louise	1997-01-13			572 \$		Agente commerciale	599-08	66 559 \$	
Boston	Alepian, Vahe	1996-08-01		413 \$	4 996 \$	1 an	Agente commercial		77 513 \$	
	Daniloff, Victoria Leigh	1996-08-01		1 236 \$	3 281 \$	1 an	Agente bio-alimentaire		71 556 \$	
	McNamara, Susan	1996-10-01			1 291 \$	10 mois	Agente commerciale		71 556 \$	
	Coffey-Dietrich, Joan	1996-11-18					Agente aux affaires publiques (temps partiel)	599-07	35 778 \$	
Bruxelles	Martella, Andrée	1996-11-12					Agente de soutien adm./immigration	500-17	45 834 \$	
	Houdet, Chantal	1996-12-11					Attachée aux affaires européennes	599-11	78 544 \$	
	Rompré, Alain	1996-08-19	Conseiller à la francophonie	2 953 \$	4 668 \$		Conseiller en coopération	133-18	58 102 \$	
	De Belleval, Denis	1996-09-02		8 634 \$	12 456 \$	1 an	Délégué général		85 727 \$	
Chicago	Orlowek, Charles	1996-08-01		1 323 \$	3452 \$	1 an	Agent commercial		77 570 \$	
	Kalinowski, Keith	1996-08-01		389 \$	4 164 \$	1 an	Agente commerciale		73 591 \$	
	Kimball, Joan M.	1996-08-01		706 \$	1453 \$	1 an	Agente bio-alimentaire		73 591 \$	
Damas	Chouinard, Jean	1996-09-02	MRCI	316 \$			Directeur serv. immigration	133-18	58 102 \$	
Hanoï	Leblanc, Daniel	1996-05-01	Conseiller/Asie-Pacifique			2 ans	Conseiller (prêt à la Caisse de dépôt du Québec)	133-18	58 102 \$	
Hong Kong	Chan, Paul Wai Pak	1996-10-01					Agent soutien adm/immigration	500-09	33 692 \$	
	Chan, Suk-Mei	1996-09-06					Agent soutien adm/immigration	500-06	30 567 \$	
	Lazimi, Tova	1996-09-02			5 928 \$		Conseillère en immigration	133-18	58 102 \$	
	Shek, Nicole	1996-10-01					Technicienne en immigration	564-10	77 084 \$	
Ho Chi Minh	Lessard, Claude	1996-08-01	Conseiller/Francophonie			1 an	Conseiller (prêt à l'ACCT)	133-18	58 102 \$	
Rome	Renosto, Daniela	1996-08-01		719 \$	2 776 \$		Agente aux affaires publiques et culturelles	599-13	57 142 \$	
Source: DRH		FICHER: RPS			Page: 1 de: 3		Date: 1997-02-27			

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE: Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996									
Endroit	Nom	Date entrée fonction	Fonctions antérieures	Frais de représentations (en K \$)	Frais de déplacement (en K \$)	Durée de contrat	Titre	Classification	Traitement annuel
Londres	Ferland, Marc	1996-09-02	MICST	965 \$	3 136 \$		Conseiller économique	630-03	74 283 \$
	Brisson, Geneviève	1997-01-06					Réceptionniste	511-06	31 318 \$
	Khan, Yasmin	1997-01-06					Secrétaire du délégué général	564-06	47 188 \$
	Palmer, Abigail	1996-10-15					Agente commerciale	500-04	33 110 \$
	Shepherd, Rebecca	1996-06-18					Attachée aux affaires publiques	599-06	67 659 \$
	Stonebanks, Janes	1996-03-03		2 120 \$	6 360 \$		Attachée économique	599-09	77 144 \$
Los Angeles	Carney, Jérôme Alton	1996-08-01		650 \$	3 889 \$	1 an	Agent commercial		64 246 \$
	Isom, Mélissa A.	1996-08-01		921 \$	5 440 \$	1 an	Agente commerciale		74 612 \$
Mexico	Landry, Jacques	1996-09-15	MRCI		8 197 \$		Chef service immigration	133-18	58 102 \$
	Villiers, Charles	1996-08-12	MICST	1 506 \$	4 555 \$		Conseiller économique	133-18	58 102 \$
	Laflleur, Patrice	1996-12-02	Cons. aux aff. publiques et coop..	3 222 \$	2 802 \$		Délégué général	619-00	78 720 \$
Munich	Vyncke, Herman	1997-01-13	MICST				Représentant du Québec à Munich	133-18	58 102 \$
New York	Dorr, John	1996-10-21		1 849 \$	1 356 \$		Agent en investissement	599-10	77 339 \$
	Boucher, Marc T.	1996-07-01	Dir. Bureau Atlanta	5 113 \$	4 549 \$		Conseiller aux affaires nationales	630-04	70 396 \$
	Huneke, Jonathan	1996-09-16	Attaché en inv./économique	33 \$	1 846 \$		Attaché aux comm. et aff. publiques	599-07	71 390 \$
	Pelland, Jovette	1996-08-29	Tech. aux communications				Technicienne en administration	564-16	53 336 \$
	Provencher, Anne	1996-08-29	Tech. adm./New York				Technicienne aux communications	564-08	47 864 \$
Paris	Pratte, André	1997-02-17	MICST				Conseiller export. Et investissements	102-18	58 102 \$
	Bélanger, Robert	1996-12-09	Technicien DGII				Responsable de la bureautique	564-10	51 312 \$
Source: DRH		FICHER: RP5		Page: 2 de: 3		Date: 1997-02-27			

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE: Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque délégation générale; délégation ou bureau du Québec depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1996										
Endroit	Nom	Date entrée fonction	Fonctions antérieures	Frais de représentation (en K \$)	Frais de déplacement (en K \$)	Durée de contrat	Titre	Classification	Traitement annuel	
Paris	Chabot, Martine	1996-10-28					Réceptionniste-standardiste	500-16	43 102 \$	
	Larose, Nicole	1996-10-28					Réceptionniste-standardiste	500-16	43 102 \$	
	Normand, Jean-François	1996-09-01	Cons. rel. sc. tech. et soc.	1 702 \$	1 962 \$		Attaché aux rel. scient., tech. et soc.	599-11	81 900 \$	
	Pagé, Martin	1996-10-14					Adjoint responsable compt. paie et budget	564-07	49 319 \$	
	Tessier, Sylvie	1997-01-27					Secrétaire direction / exportations et investissements	521-05	42 269 \$	
	Thomassin, Geneviève	1996-10-21	Tech. adm. Bruxelles				Tech. en administration : avantages	564-09	50 648 \$	
	De Jaham, Bernard	1996-08-19	MRCI	437 \$	17 992 \$		Responsable O.M.I.	630-03	77 733 \$	
	Lavigne, Rachel	1996-05-01	MRCI				Conseillère en immigration	133-18	58 102 \$	
	Ouellet, Renée	1996-08-19	Culture et communications	3174 \$	4 736 \$		Conseiller aux affaires culturelles	105-18	65 142 \$	
	Barbeau, Danielle	1996-04-01					Préposée accueil/tourisme	500-04	36 159 \$	
	Isal, Nathalie	1996-12-11					Technicienne à l'immigration	564-10	51 312 \$	
	Fortin, Jean	1996-09-30	Conseiller / pol. et rel. féd-prov.				Premier conseiller aux aff. bilatérales	133-18	65 142 \$	
	Kénani-Gaouaoui, Nadia	1996-05-06	Ag. soutien immigration				Agent soutien/économique	500-10	40 126 \$	
	Poulin, Rita	1996-11-01	Cons. aff. cultur. New York	211 \$	765 \$		Dir. des rel. sc. tech. et soc.	133-18	69 445 \$	
	Légaré, Anne	1996-10-07				3 ans	Secrétaire gén. C.C.I.F.Q. (payée par l'UQUAM))		80 653 \$	
Tokyo	Beardsell, David	1997-01-16	Conseiller dir. gén. Asie-Pacifique	1 509 \$	1 857 \$		Directeur des services économiques	133-18	65 142 \$	
	Watanabe, Yoko	1996-04-01	Agente de soutien Tourisme				Agente de soutien et rec./adm.	500-23	86 840 \$	
	Amano, Kimi	1996-12-05	Secrétaire délégué gén. Tokyo	572 \$			Attachée aux affaires cult., publiques et comm.	599-01	100 396 \$	
Source: DRH		FICHIER: RP5			Page: 3 de: 3		Date: 1997-02-27			



6. Préciser la ligne d'autorité relative au travail de tous les contractuels et attachés commerciaux en poste dans les délégations du Québec à l'étranger par rapport au délégué général, au ministre des Relations internationales, au ministre d'État à l'économie et aux finances et à la ministre de l'Industrie, du Commerce et de la technologie et indiquer de quelle façon ces personnes rendent compte de leur travail (rapports verbaux, écrits)

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE:** Préciser la ligne d'autorité relative au travail de tous les contractuels et attachés commerciaux en poste dans les Délégations du Québec à l'étranger par rapport au Délégué général, au Ministre des Relations internationales, au Ministre d'État à l'économie et aux finances et à la Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et indiquer de quelle façon ces personnes rendent compte de leur travail (rapports verbaux, écrits).

Le ministère des Relations internationales est responsable de l'embauche, de l'affectation et de la gestion de toutes les personnes à l'emploi des délégations générales, bureaux et antennes composant le réseau de représentation du Québec.

Les contractuels et attachés commerciaux en poste dans les Délégations générales du Québec à l'étranger ont pour supérieur immédiat, en règle générale, le directeur ou conseiller économique qui est un employé du ministère des Relations internationales. La sélection de ces employés est faite conjointement par le MICST et le MRI. Ils ont pour supérieur hiérarchique le délégué général qui relève de la Sous-ministre des Relations internationales.

Dans la gestion quotidienne des dossiers qui leur sont confiés, ces contractuels et attachés commerciaux maintiennent des liens fonctionnels et traitent directement avec le MICST. Ils doivent obligatoirement tenir informé, sur une base continue, le chef de pupitre concerné au MRI.

7. Liste de tous les membres du personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, en indiquant :

- a) le nom de la personne concernée;
- b) la date de l'engagement;
- c) la date et la raison du départ;
- d) l'indemnité de départ versée ou consentie.

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Atlanta	Boucher, Marc T. (R)	94-07-11	96-07-01	Fermeture	
	Cabana, Régent (RL)	89-07-01	96-04-30	Fermeture	17 091 \$
	Lemay, France (RL)	89-04-05	96-05-31	Fermeture	15 804 \$
	Phan-Tétreault, Huguette (RL)	79-10-01	96-04-30	Fermeture	11 605 \$
	Towers, Marsha Carol (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	17 540 \$
Bogota	Bérard, Jean (R)	94-10-03	96-06-03	Fermeture	Ø
	Aroca, Beatriz (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	8 123 \$
	Galan, Maria Christina (RL)	89-07-01	96-04-30	Fermeture	35 791 \$
	Gomez, Clemencia (RL)	85-03-18	96-04-30	Fermeture	35 102 \$
	Groussin, Hélène (RL)	87-11-09	96-05-31	Fermeture	13 269 \$
Boston	Marulanda, Hugo Fernando (RL)	86-04-01	96-04-30	Fermeture	12 963 \$
	Apelian, Vahe (RL)	88-02-15	96-04-30	Fermeture	1 805 \$
	Bartlett Gretchen, Mary (RL)	93-02-01	96-04-30	Fermeture	10 376 \$
	Coffey-Dietrich, Joan (RL)	88-02-17	96-04-30	Fermeture	16 400 \$
				Fermeture	

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec**

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Boston (suite)	Daniloff, Victoria Leigh (RL)	92-06-08	96-04-30	Fermeture	1 789 \$
	Dyer, Laura A. (RL)	93-01-04	96-04-30	Fermeture	8 965 \$
	Henry-Godlewski, Suze (RL)	95-04-03	96-04-30	Fermeture	8 825 \$
	Landry, Louise (RL)	91-09-03	96-04-30	Fermeture	8 825 \$
	Marinier, Chantal (RL)	86-12-01	96-05-31	Fermeture	14 510 \$
	McNamara, Suzan (RL)	95-09-11	96-04-30	Fermeture	17 889 \$
	Salvignol-Paulson, Delphine (RL)	93-02-25	96-04-30	Fermeture	8 446 \$
	Zamiska, -Doré, Donna (RL)	92-09-28	96-04-30	Fermeture	11 653 \$
	Leblanc, Guy (R)	94-08-01	96-04-30	Fermeture	Ø
	Legaré, Anne (C)	95-09-01	96-05-31	Fermeture	Ø
	Lévesque, Denis (C)	95-03-01	96-04-30	Fermeture	5 812 \$
	Latulippe, Gérard (C)	94-03-01	96-09-30	Fin du mandat	Ø
	Robitaille, Michel (R)	92-08-03	96-08-01	Fin du mandat	Ø
Bruxelles					

SOURCE : DRH

QUESTION : RP7

PAGE 2 DE 12

DATE : 1997-02-24



MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Bruxelles (suite)	Naval, Marianne (RL)	92-01-13	96-04-30	Réduction d'effectifs	8 841 \$
	Benoit, Jean-Paul (R)	93-07-12	96-07-11	Réduction d'effectifs	
	De Porter D'Indoye, Naval (RL)	90-11-01	96-04-01	Réduction d'effectifs	60 643 \$
Caracas	Alonzon, Beatriz R. (RL)	79-11-15	96-04-30	Fermeture	56 840 \$
	Carnal de Morales, Paulette (RL)	91-10-14	96-04-30	Fermeture	9 233 \$
	Marcano, Maria (RL)	82-01-01	96-04-30	Fermeture	41 334 \$
	Pardo, Maria Eugenia (RL)	90-05-02	96-04-30	Fermeture	33 386 \$
	Rodrigue, Jean-Guy (C)	95-02-01	96-08-01	Fermeture	6 599 \$
Chicago	Bourgeault, Robert L. (RL)	95-02-23	96-04-30	Fermeture	11 316 \$
	Dallaire, Danielle (RL)	95-10-02	96-04-30	Fermeture	10 932 \$
	Glauberman, Rachel (RL)	95-12-11	96-04-30	Fermeture	10 973 \$
	Haberman, Lise (RL)	81-11-02	96-04-30	Fermeture	16 906 \$
	Kalinoski, Keith (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	18 398 \$
	Kimball, Joan M. (RL)	95-08-14	96-04-30	Fermeture	17 403 \$

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Chicago (suite)	Orlowek, Charles (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	19 393 \$
	Perras, Claude (RL)	94-07-18	96-04-30	Fermeture	10 332 \$
	Tune, Christine (RL)	87-12-02	96-04-30	Fermeture	9 810 \$
	Roy, Michel (R)	94-06-06	96-06-03	Fermeture	Ø
Dusseldorf	Felteau, Jean-Guy (R)	91-07-18	96-04-22	Fermeture	Ø
	Blondeau, Jean-Marc (R)	95-07-10	96-05-31	Fermeture	Ø
	Bélanger, Pierre G. (R)	93-09-01	96-04-30	Fermeture	Ø
	Backerling, Pia (RL)	94-01-01	96-04-30	Fermeture	Ø
	Betzholz, Eva (RL)	89-08-01	96-04-30	Fermeture	13 656 \$
	Dechesne, Dominique (RL)	76-07-01	96-04-30	Fermeture	18 173 \$
	Heiler, Albrecht (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	19 443 \$
	Jungman, Claude (RL)	75-07-07	96-04-30	Fermeture	30 932 \$
	Kleiner, Manfred (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	21 031 \$
	Klockner, Martina (RL)	90-08-06	96-04-30	Fermeture	3 932 \$
				Fermeture	27 267 \$

**SOURCE :** DRH

**QUESTION :** RP7

**PAGE 4 DE 12**

**DATE :** 1997-02-24

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Dusseldorf (suite)	Konig, Aneli (RL)	93-01-01	96-04-30	Fermeture	13 656 \$
	Kruch, Agnes (RL)	90-06-11	96-04-30	Fermeture	17 733 \$
	Reimers, Petra (RL)	90-06-20	96-04-30	Fermeture	29 100 \$
	Roffhack, Ingeborg (RL)	94-02-28	96-04-30	Fermeture	14 169 \$
	Vincke, Herman (R)	95-08-21	96-04-30	Fermeture	Ø
	Wolff-Leroux, Brigitte (RL)	90-06-18	96-04-30	Fermeture	16 350 \$
	Bonifacio, Dominique (R)	92-08-03	96-04-30	Fermeture(sauf immigration)	Ø
	Goyer, Jean (R)	92-08-03	96-04-30	Fermeture(sauf immigration)	Ø
	Chan, Paul Wai Pak (RL)	90-08-01	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	13 151 \$
	Chan, Suk-Mei (RL)	95-05-16	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	5 305 \$
Hong Kong	Chan Wai Ling, Alman (RL)	93-07-05	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	10 284 \$
	Chow, Magdalen (RL)	94-07-01	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	6 861 \$
	Chung, Noël (RL)	91-05-01	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	13 707 \$

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Hong Kong (suite)	Kwan, Chuen (RL)	95-01-09	96-04-30	Fermeture(sauf immigration)	4 943 \$
	Kwok, Florence Fung Ha (RL)	91-06-03	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	15 381 \$
	Lai, Josephine (RL)	95-10-16	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	7 902 \$
	Li, Mable (RL)	91-04-02	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	23 498 \$
	Sham Yick Wai, Danny (RL)	94-01-03	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	22 794 \$
	Shek, Nicole (RL)	86-03-03	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	45 963 \$
	Wong, Angela Sze Man (RL)	93-05-18	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	7 121 \$
	Wong, Pik Ching Anny (RL)	94-11-07	96-04-30	Fermeture (sauf immigration)	8 163 \$
	Horner, Murielle (RL)	79-08-01	96-09-06	Démission	13 530 \$
	Côté, Camille (R)	93-07-05	96-08-23	Fin de mandat	Ø
	Beardsell, David (R)	95-08-16	96-05-01	Fermeture (sauf immigration)	Ø
	Vallée, Jacques (R)	95-03-13	96-05-31	Fermeture	Ø
	Annoni, Milena (RL)	79-04-01	96-04-30	Fermeture	48 739 \$
Italie	Bilodeau, Hélène (RL)	90-07-03	96-05-31	Fermeture	27 461 \$

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec**

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Italie (suite)	Decorti, Caterina (RL)	90-06-01	96-04-31	Fermeture	13 427 \$
	Hirsch, Suzanne (RL)	80-01-07	96-04-30	Fermeture	45 205 \$
	Marchesi, Fernanda (RL)	79-02-12	96-04-30	Fermeture	49 280 \$
	Meunier, Claudine (RL)	86-11-10	96-04-30	Fermeture	32 643 \$
	Mietti, Paola (RL)	93-01-11	96-04-30	Fermeture	9 476 \$
	Penna, Marie-Noëlle (RL)	79-07-09	96-04-30	Fermeture	48 698 \$
	Piselli, Massimo (RL)	91-01-14	96-04-30	Fermeture	12 101 \$
	Renosto, Daniela (RL)	94-01-11	96-04-30	Fermeture	7 324 \$
	Stucchi, Regina (RL)	89-04-01	96-04-30	Fermeture	29 755 \$
	Vitiello, Maria-Luisa (RL)	83-08-22	96-04-30	Fermeture	33 621 \$
	Brouillet, Richard (R)	96-01-15	96-04-30	Fermeture	ø
	Collin, Marcel (R)	92-07-27	96-07-01	Fermeture	ø
	Carrier, Andrée (R)	92-09-15	96-05-01	Fermeture	ø
	El Semin, Manal Sherif (RL)	92-12-01	96-04-30	Fermeture	3 187 \$
Le Caire					

SOURCE : DRH

QUESTION : RP7

PAGE 7 DE 12

DATE : 1997-02-24

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Le Caire (suite)	Farag, Adel Mary (RL)	93-09-05	96-04-30	Fermeture	2 228 \$
	Maalouf, Mona (RL)	92-12-01	96-04-30	Fermeture	4 563 \$
	Petro Paschalis, Caroline (RL)	92-11-02	96-04-30	Fermeture	2 771 \$
Londres	Lemay, Catherine (RL)	91-01-07	96-05-31	Réduction d'effectifs	8 101 \$
	Wiggall, Joséphine (RL)	90-09-05	96-05-31	Réduction d'effectifs	15 640 \$
	Huxtable, Weston G (RL)	89-04-01	96-08-22	Congédiement	14 131 \$
	Bourassa, Gilles (RL)	91-11-04	96-12-10	Démission	3 139 \$
	Bronnert, Vanessa (RL)	92-09-15	96-09-06	Démission	2 707 \$
	Delaynay, Michelle (RL)	86-10-27	96-07-26	Démission	9 101 \$
Los Angeles	Kenny, Ann (RL)	92-10-12	96-04-26	Démission	5 736 \$
	Mac Donald, Iain (RL)	89-04-01	96-05-22	Démission	21 197 \$
	Baum, Richard (RL)	89-07-01	96-04-30	Fermeture	20 209 \$
	Carney, Jérôme Alton (RL)	89-01-01	96-04-30	Fermeture	16 062 \$
	Côté, Micheline (RL)	88-02-15	96-04-30	Fermeture	12 506 \$

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Los Angeles (suite)	Cotnoir, Pauline (RL)	80-05-01	96-04-30	Fermeture	13 936 \$
	Gordon, Fair (RL)	95-06-01	96-04-30	Fermeture	19 690 \$
	Isom, Melissa A (RL).	93-03-31	96-04-30	Fermeture	18 654 \$
	Li, Suzy L. S. (RL)	92-05-22	96-04-30	Fermeture	9 785 \$
	Naquin, Martine V (RL).	95-08-04	96-04-30	Fermeture	9 274 \$
	Samson, Paule (RL)	90-01-22	96-04-30	Fermeture	11 391 \$
	Carignan, Luc (R)	91-07-01	96-04-30	Fermeture	Ø
Mexique	Duclos, Louis (C)	95-06-19	96-06-26	Fermeture	Ø
	Bussièrès, Michelle (R)	95-01-23	96-08-12	Nouvelle nomination	Ø
	Lague, Nicole (RL)	91-08-12	96-04-03	Transformation du poste occupé et et refus par l'employée du nouveau poste proposé.	7 154 \$
	Turcotte, Marc-André (R)	93-02-01	96-06-30	Fin du mandat	
New York	Larche, Marcel David (R)	92-11	96-06-03	Fin du mandat	
	Poulin, Rita (R)	95-08-07	96-11-01	Nouvelle affectation	



MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec					
Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
New York (suite)	Benchetrit, Geneviève (RL)	94-11-09	96-05-31	Réduction d'effectifs	12 823 \$
	Dickinson, Christiane (RL)	89-04-01	96-05-31	Réduction d'effectifs	26 767 \$
	Gildersleeve, Michael (RL)	94-04-18	96-05-31	Réduction d'effectifs	10 033 \$
	Horton, Roberta (RL)	93-03-15	96-05-31	Réduction d'effectifs	18 906 \$
	Lavallée, Anne-Marie (RL)	93-11-01	96-04-30	Réduction d'effectifs	17 352 \$
	Marte, Alberto (RL)	92-04-16	96-05-31	Réduction d'effectifs	15 390 \$
	Richardson, Anette (RL)	95-07-17	96-08-28	Démission	839 \$
	Zampa, Michel (RL)	95-07-17	96-05-03	Démission	Ø
	Bouffard, Jean (R)	92-06-05	96-06-30	Réduction d'effectifs	Ø
	Poirier, Gilles (R)	93-07-07	96-05-01	Réduction d'effectifs	Ø
Paris	Marleau, René (C)	95-09-01	96-06-15	Fin du mandat	Ø
	Brunet, Michel (R)	94-11-21	96-08-01	Nouvelle affectation	Ø
	Laferrière, Andrée (RL) (R)	95-05-22	97-01-27	Démission comme recrutée locale	1 561 \$
	Latulippe, Lucie (R)	93-05-28	96-10-15	Nouvelle affectation	Ø

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Paris (suite)	Morin, Guylaine (R)	93-08-01	96-09-01	Réduction d'effectifs	∅
	Barbeau, Danielle (RL)	96-04-01	96-04-30	Réduction d'effectifs	6 027 \$
	Bougie, Jocelyne (RL)	92-10-01	96-04-30	Réduction d'effectifs	6 440 \$
	Kull, Kristelle (RL)	90-11-12	96-05-31	Réduction d'effectifs	8 634 \$
	Laham-Deneufbourg, Béatrice (RL)	90-10-01	96-05-31	Réduction d'effectifs	23 263 \$
	Personnaz, Bernard (RL)	89-04-01	96-05-31	Réduction d'effectifs	22 513 \$
	Isidoro, Maria (RL)	89-09-15	96-10-24	Congédiement	8 517 \$
	Talbot, Roselyne (RL)	86-08-04	96-11-04	Congédiement	5 726 \$
	Grégoire-Gagnon, Magalie (RL)	70-07-01	96-11-28	Retraite	13 825 \$
	Létourneau, Guy (R)	92-08-17	96-09-30	Retraite	Prime versée par le CT
	Brouillette, Manon (RL)	95-06-19	96-10-25	Démission	1 233 \$
	Nguyen Huu, Toan (RL)	92-10-01	96-10-04	Démission	4 218 \$
	Béliveau, Michel (R)	94-07-18	96-07-01	Réduction d'effectifs	∅
	Le Moyne, Yvan (R)	91-12-01	96-07-01	Réduction d'effectifs	∅

SOURCE : DRH

QUESTION : RP7

PAGE 11 DE 12

DATE : 1997-02-24

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste de tous les membres de personnel ayant quitté leurs fonctions pour chaque délégation générale, délégation, bureau du Québec

Délégation	Nom	Date de l'engagement	Date de départ	Raison du départ	Indemnité de départ
Paris (suite)	Petit, Pierrette (R)	92-05-04	96-08-16	Fin du mandat	Ø
	Réhel, Carole (RL)	88-02-01	96-05-31	Réduction d'effectifs	16 511 \$
	Larose, Nicole (RL)	93-02-01	96-06-30	Réduction d'effectifs	7 184 \$
	Venne, Stéphane ( C )	95-04-01	96-08-01	Contrat résilié	6 967 \$
	Roy, Claude-H ( C )	94-12-01	96-08-15	Contrat résilié	Ø
Port-au-Prince	Napoléon, Flavy (RL)	76-10-01	96-04-30	Fermeture	6 891 \$
	Roy-Grant, Françoise (RL)	85-01-23	96-04-30	Fermeture	5 286 \$
	Jang, Ji-Young (RL)	91-09-16	96-04-30	Fermeture	23 798 \$
	Yoo, H. Choong Yeol (RL)	91-10-01	96-04-30	Fermeture	53 478 \$
Tokyo	Gougeon, Yves (R)	95-02-16	96-04-22	Fermeture	Ø
	Coljon, Jean-Pierre (R)	96-01-08	96-06-24	Mutation au MICST	Ø
	Iwabuchi, Seiichi (RL)	89-04-01	96-04-01	Fermeture secteur Tourisme	171 284 \$
	Yoshino, Chicako (RL)	91-10-01	96-04-01	Fermeture secteur Tourisme	25 667 \$
Vienne	Sauvé, Raymond (R)	93-08-30	96-05-01	Réduction d'effectifs	Ø

8. Liste des mutations de personnel depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, par directions géographiques du volet Affaires internationales, en précisant l'ancien et le nouveau poste

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : Liste des mutations de personnel depuis le 1996-04-01 par direction géographique			
Noim	Date de mutation	Ancien poste (unité ou ministère)	Nouveau poste (unité ou ministère)
Fortin, Louise-Esther	96-05-06	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	Direction Amérique latine et Antilles
L'Anglais, Denis	96-10-23	Conseil du trésor	Direction Amérique latine et Antilles
Breton, Lucie	96-11-25	Ministère de la Culture et des Communications	Direction générale Asie Pacifique
Judith, Maurice	96-11-25	Direction générale Asie-Pacifique	Ministère de la Culture et des Communications
Dunn, Peter	96-06-03	Conseil exécutif	Direction générale Etats-Unis
Plamondon, Mario	96-12-06	Direction générale Etats-Unis	Conseil exécutif
Muzzi, Patrick	97-02-10	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	Direction générale Etats-Unis
Beaulieu, Marc-André	96-06-20	Direction Europe du Nord-Ouest	Secrétariat à la Métropole
	96-10-21	Secrétariat à la métropole	Direction générale Europe
Chouinard, Hélène	96-06-17	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	Direction générale Europe
Marcil, Raymond	96-08-08	Direction générale Europe	Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

9. Depuis la mise en place des équipements de vidéo conférence reliant le 525, boulevard René-Lévesque et le 380 St-Antoine à Montréal, indiquer les heures d'utilisation de cette salle à chaque semaine et déposer la liste de tous les utilisateurs de cette salle.

# MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Depuis la mise en place des équipements de vidéo conférence reliant le 525, boulevard René-Lévesque et le 380 St-Antoine à Montréal, indiquer les heures d'utilisation de cette salle à chaque semaine et déposer la liste de tous les utilisateurs de cette salle

La tenue, tous les 2 jours ouvrables, d'une vidéoconférence de deux heures entre Québec et Montréal, évitant l'aller-retour de 3 personnes entre ces 2 villes, permet de récupérer en 27 mois en économies de frais de déplacement le coût d'acquisition et d'utilisation des équipements de vidéoconférence installés dans les locaux de Québec et de Montréal du MRI.

Les statistiques ci-dessous, établies de septembre 1996 au 15 avril 1997, démontrent la raisonnable de l'investissement réalisé en regard des besoins observés :

Utilisateurs	Nbre	Remarques
MICST (incluant le BPE)	14	
Direction générale France	10	(incluant 5 liens avec Paris)
Cabinet du Ministre	7	(incluant 2 liens avec Hull)
Direction Amérique latine	5	
Francophonie	3	
Direction des ressources humaines	3	
Secrétariat à l'adoption internationale	2	
Direction des négociations internationales	2	
Ministre des Relations avec les citoyens	2	
Comité de coordination pour l'implantation de la nouvelle politique familiale	2	
Bureau du sous-ministre	2	
Protocole	1	
Direction Asie-Pacifique	1	
AQWBJ-OFQJ	1	
Direction des politiques	1	
Ministère de la Santé et des Services sociaux	1	
Ministère de l'Éducation	1	(lien avec Paris)
Ministère des Transports	1	
Direction générale des États-Unis	2	(2 liens avec le Maine)
SAIC	1	
Comité interministériel sur l'adoption internationale	1	
Conférence de presse M <sup>me</sup> Louise Beaudoin - M. Jean-Louis Roy et M. Don Boudrias	1	(lien Québec-Paris-Ottawa)
	64	ou 8,5 par mois



10. Raisons justifiant la location d'espace auprès de la firme Pepper, Hamilton et Scheetz (1300, 19<sup>th</sup> street) à Washington

## MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Location d'espace auprès de la firme Pepper, Hamilton et Scheetz, Washington

Le ministère des Relations internationales occupait, depuis 1982, des locaux situés au 1 300, 19<sup>th</sup> Street, N.W., Washington DC.

La firme Pepper Hamilton et Scheetz est locataire de l'ensemble de l'immeuble en vertu d'un bail ayant débuté le 17 juillet 1978. Depuis cette date, la firme sous-loue les espaces excédentaires à ses besoins à différentes sociétés. Une de ces sous-location a été effectuée en faveur de la firme d'avocats Rosenman & Colin.

De avril 1982 à décembre 94, le Ministère a sous-loué une partie des espaces excédentaires de Rosenman & Colin. C'est suite à la réception d'un avis de résiliation du contrat de sous-location, le 13 septembre 1994, que le ministère a entrepris de trouver un nouveau local.

Pour des motifs purement économiques, le ministère a retenu un espace vacant au 4<sup>ième</sup> étage du même édifice. Comme tous les espaces de l'immeuble, celui-ci était détenu par Pepper Hamilton & Scheetz en vertu du contrat de location de 1978.

Ce bail a été résilié le 31 janvier 1997 et le ministère occupe, depuis le 21 janvier 1997, des locaux situés au 1101, 17<sup>th</sup> Street, N.W. Washington DC.

11. Liste des publications régulières et spéciales des délégations générales, délégations ou bureaux du Québec en indiquant le tirage, le mode de distribution et le nombre de copies distribuées avec copie des numéros parus depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE : LISTE DES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DES DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES ET DES BUREAUX DU QUÉBEC EN 1996-1997				
DELEGATION	TITRE DES PUBLICATIONS	FRÉQUENCE	TIRAGE	DISTRIBUTION
Bruxelles	Lettre du Québec	4 fois l'an	2 000 exemplaires	Par courrier auprès des interlocuteurs des milieux économiques, politiques, académiques, culturels et des médias
Londres	Québec Matters	6 fois l'an	2 000 exemplaires	Par courrier auprès des interlocuteurs des milieux économiques, politiques, académiques, culturels et des médias
Londres	Québec Culture Matters	2 fois l'an	5 000 exemplaires	Par courrier auprès des interlocuteurs des milieux économiques, politiques, académiques, culturels et des médias
Munich	Lettre du Québec	3 fois l'an	1 500 exemplaires	À l'intention des clientèles du ministère en Allemagne
New York	Québec Update	Mensuel	1500 exemplaires	Partenaires privilégiés de la DGQNY dans les domaines du commerce, des finances, des arts, des médias et des universités
Paris	Lettre du Québec	10 fois l'an	7 000 exemplaires	Par courrier auprès des interlocuteurs des milieux économiques, politiques, académiques, culturels et des médias
Paris	La Maison du Québec à Saint-Malo (Dépliant)	annuelle	5 000 exemplaires	Visiteurs de la Maison du Québec à St-Malo
Tokyo	Nouvelles du Québec	4 fois l'an	1 500 exemplaires	1 000 envois: contacts de la DGQT, secteurs économiques, industriels, commerciaux, finances, culturels, de l'éducation... 500 à la disposition des visiteurs à la DGQT, missions québécoises en visite des sociétés japonaises, distribution lors des événements, expositions diverses

12. Liste des mandats de distribution de documents gouvernementaux reçus par chaque délégation générale, délégation ou bureau du Québec, depuis septembre 1995 avec le titre de chaque document et le nombre de copies distribuées

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**TITRE : LISTE DES MANDATS DE DISTRIBUTION DE DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX REÇUS PAR LES DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES EN 1996-1997**

DÉLÉGATION	TITRE	NOMBRE DE COPIES DISTRIBUÉES	MANDAT (Ministère ou organisme)
Bruxelles	Invest Québec	50	MICST
Londres	Invest Québec	200	MICST
Mexico	Invest Québec	100	MICST
New York	Budget annuel	50	Ministère des finances Note: Distribution rapide et personnalisée aux institutions financières de New York au moment du dépôt à l'assemblée nationale
New York	Forces	100	Société d'édition de la revue Forces
New York	Invest Québec	500	MICST
Paris	Invest Québec	200	MICST
Tokyo	Invest Québec	75	MICST

13. Copie de la correspondance échangée entre le ministre québécois des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral du Commerce international de même qu'entre le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral des Affaires étrangères depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996



MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Copie de la correspondance échangée entre le ministre québécois des affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral du Commerce international de même qu'entre le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministre fédéral des Affaires étrangères depuis le 1er avril 1996

Ces sujets font l'objet de négociations continues avec le gouvernement fédéral et d'autres partenaires publics et privés. Ils sont donc visés par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

14. Liste et objet de toutes les missions organisées à l'étranger depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, incluant la liste des participants et le bilan des activités

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Liste et objet de toutes les missions organisées à l'étranger depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, incluant la liste des participants et le bilan des activités

Cette réponse apparaît à la question 3 des renseignements généraux.

15. Liste de tous les déplacements du ministre des Relations internationales à l'extérieur du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, motif pour chaque déplacement, liste des participants et le bilan des activités

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Liste de tous les déplacements du ministre des Relations internationales à l'extérieur du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, motif pour chaque déplacement, liste des participants et le bilan des activités

Cette réponse apparaît à la question 3 des renseignements généraux.

16. Nombre, objet et motif d'annulation de missions à l'étranger avec la liste prévue des participants

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Nombre, objet et motif d'annulation de missions à l'étranger avec la liste prévue des participants

Aucune mission annulée.



17. Ventilation du nombre de bourses d'exemption de frais de scolarité et de bourses d'excellence octroyées par pays, en 1996-1997, et prévisions pour chaque pays en 1997-1998

## MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Ventilation du nombre de bourses d'exemption de frais de scolarité et de bourses d'excellence octroyées par pays, en 1996-1997, et prévisions pour chaque pays en 1997-1998.**

Au cours des dernières années, le gouvernement a consenti d'importants efforts pour accueillir, former et perfectionner au Québec de nombreux étudiants étrangers provenant tant de pays industrialisés que de pays en développement.

La politique québécoise d'accueil des étudiants étrangers témoigne de la volonté qu'a le gouvernement de resserrer les liens entre le Québec et certains pays d'intérêt prioritaire. En effet les étudiants étrangers, de retour dans leur pays d'origine, peuvent contribuer à mieux faire connaître le Québec dans leur pays et partant à développer de nouvelles relations avec le Québec. Sans compter que, durant leur séjour, ils peuvent également apporter leur concours tant au développement de la recherche québécoise qu'à l'ouverture du Québec sur le monde.

Cette politique témoigne également de la solidarité du Québec à l'égard de ses partenaires de la Francophonie. En effet, les étudiants originant de pays membres de la Francophonie sont les principaux bénéficiaires des mesures d'exemption de frais majorés de scolarité.

À l'automne 1995, on comptait 10 450 étudiants étrangers inscrits dans les différents établissements d'enseignement supérieur du Québec. De ce nombre, un peu plus de la moitié bénéficiait d'une exemption. Dans un cas sur deux, les étudiants exemptés originaient de pays signataires d'une entente à cet effet, lesquels sont, pour la plupart, membres de la Francophonie.

Le ministère compte renouveler ces ententes au cours de la prochaine année et maintenir les efforts consentis pour favoriser l'accueil au Québec d'étudiants étrangers. Les ministères des Relations internationales et de l'Éducation travaillent ensemble actuellement à revoir les orientations et critères du programme concernant l'exemption des frais de scolarité.

Les tableaux ci-joints sont communs à ceux fournis par le ministère de l'Éducation en réponse à la question no 133 qui lui a été adressée.

Effectif étudiant exempté, par pays, selon les catégories d'exemption, trimestre d'automne 1995

Pays	Catégorie d'exemption *									Total exemptés	Total effectif
	16	18	19	22	23	25	26	27	28		
AFGHANISTAN	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2	2
AFRIQUE DU SUD	0	1	0	0	0	0	0	0	2	3	6
ALBANIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
ALGERIE	0	0	0	60	1	3	9	0	3	76	108
ANDORRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ANGOLA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
ANGUILLA	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
ANTIGUA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
APATRIDE	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	7
ARABIE SAOUDITE	0	1	0	0	0	1	0	1	0	3	11
ARGENTINE	0	4	0	9	0	2	0	1	6	22	38
ARMENIE	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1
AUSTRALIE	0	2	0	0	0	3	0	0	1	6	39
AUTRICHE	0	0	0	0	0	2	0	0	1	3	22
BAHAMAS	1	0	0	0	0	2	0	0	0	3	14
BAHREIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
BANGLADESH	0	1	0	0	0	1	4	1	1	8	35
BARBADE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	25
BELGIQUE	5	2	0	2	2	2	0	2	8	23	83
BELIZE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
BENIN	1	3	0	31	2	1	0	0	6	44	89
BERMUDES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
BOLIVIE	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5	5
BOSNIE-HERZEGOVINE	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1
BOTSWANA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
BRESIL	0	5	0	38	5	17	0	5	17	87	175
BULGARIE	0	0	0	0	0	1	0	1	0	2	12
BURKINA-FASO	0	3	0	27	1	1	0	0	1	33	77
BURUNDI	1	1	0	19	0	4	21	0	1	47	65
CAMEROUN	2	2	1	90	0	16	3	0	12	126	235
CHILI	0	1	0	3	0	1	0	0	4	9	40
CHINE	0	3	1	54	5	16	0	3	62	144	293
CHYPRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8
COLOMBIE	1	1	0	36	12	6	0	0	0	56	89
COMORES	0	0	0	6	0	0	0	0	0	6	9
CONGO	0	3	0	10	0	1	2	0	2	18	37
COREE DU SUD	0	1	0	21	1	6	0	0	3	32	102
COREE NORD	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	4
COSTA RICA	0	0	0	10	0	0	0	0	0	10	14
COTE D'IVOIRE	0	2	0	142	1	4	0	0	3	152	258
CROATIE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
CUBA	0	1	0	0	0	1	5	0	2	9	13
DANEMARK	0	0	0	1	3	0	0	0	1	5	22
DJIBOUTI	0	0	0	3	0	1	0	0	0	4	7
DOMINIQUE	0	0	0	2	0	0	0	0	1	3	4
EGYPTE	0	2	0	0	0	0	0	0	4	6	36
EMIRATS ARABES UNIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
EQUATEUR	0	2	0	6	0	2	0	0	1	11	19
ESPAGNE	0	0	0	0	1	8	0	1	5	15	48

\* Codes d'exemption :  
16 : Étranger exempté à titre exceptionnel;  
18 : Agent diplomatique;  
19 : Organisation internationale;  
22 : Entente internationale;  
23 : Bourcier MEQ, MAIICC, FRSQ.  
25 : Langue et littérature française et québécoise;  
26 : Réfugié;  
27 : Conjoint d'une personne ayant un permis de travail temporaire;  
28 : Quota d'exemption MEQ.

Effectif étudiant exempté, par pays, selon les catégories d'exemption, trimestre d'automne 1995

Pays	Catégorie d'exemption *									Total exemptés	Total effectif
	16	18	19	22	23	25	26	27	28		
ETATS-UNIS	1	6	1	11	8	115	0	12	33	187	1 023 <sup>5</sup>
ETHIOPIE	0	1	2	0	0	4	2	0	0	9	28
FIDJI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
FINLANDE	0	0	0	0	0	4	0	1	2	7	17
FRANCE	0	6	0	1 544	89	5	0	0	0	1 644	2 178
GABON	1	3	0	72	0	6	0	0	0	82	156
GAMBIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
GEORGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
GHANA	0	1	0	3	0	1	4	0	3	12	42
GRECE	0	3	0	0	0	5	0	0	3	11	63
GRENADE	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
GUADELOUPE	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	2
GUATEMALA	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	3
GUINEE	0	1	0	39	1	2	2	0	9	54	97
GUYANE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
GUYANE FRANCAISE	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1
HAITI	0	4	0	14	0	1	9	0	2	30	79
HONDURAS	0	1	0	4	0	4	0	0	0	9	10
HONG-KONG	0	0	0	0	0	4	0	0	2	6	81
HONGRIE	0	1	0	0	0	0	0	0	2	3	10
ILES CAIMANES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ILES VIERGES BRITANNIQUES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
INDE	0	4	2	2	0	1	1	4	20	34	141
INDONESIE	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	56
IRAN	0	0	0	20	1	6	15	1	27	70	310
IRAQ	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2	4
IRLANDE	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	6
ISLANDE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7
ISRAEL	0	1	0	1	0	0	3	1	0	6	16
ITALIE	0	2	0	0	0	4	0	0	8	14	47
JAMAIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
JAPON	0	1	0	0	0	30	0	1	7	39	227
JORDANIE	0	1	0	2	0	0	0	0	4	7	38
KAMPUCHEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
KENYA	0	2	0	6	0	1	0	0	0	9	46
KIRGHIZISTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
KOWEIT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
LAOS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
LETONIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
LIBAN	0	1	0	23	0	0	11	0	5	40	72
LIBERIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
LIBYE	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	39
LITUANIE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
LUXEMBOURG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
MADAGASCAR	0	3	0	10	0	2	0	0	0	15	33
MALAISIE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	76
MALAWI	0	1	0	0	0	0	0	0	1	2	5
MALDIVES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1

\* Codes d'exemption :

16 : Étranger exempté à titre exceptionnel;

18 : Agent diplomatique;

19 : Organisation internationale;

22 : Entente internationale;

23 : Boursier MEQ, MAIICC, FRSQ.

25 : Langue et littérature française et québécoise;

26 : Réfugié;

27 : Conjoint d'une personne ayant un permis de travail temporaire;

28 : Quota d'exemption MEQ.

Source : RECU

MEQ-DES-DAUU-SA, mars 1997

Effectif étudiant exempté, par pays, selon les catégories d'exemption, trimestre d'automne 1995

MALI	1	0	0	28	0	0	0	0	0	29	73
MAROC	2	4	0	109	2	29	0	1	61	208	589
MARTINIQUE	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2	9
MAURICE	0	0	0	7	0	2	0	0	1	10	52
MAURITANIE	0	1	0	11	0	1	1	0	0	14	22
MEXIQUE	0	3	0	37	18	33	2	1	13	107	209
MOLDOVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
MONACO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
MYANMAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
NICARAGUA	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	5
NIGER	0	1	0	15	0	1	0	0	1	18	41
NIGERIA	0	3	0	1	0	0	2	0	1	7	22
NORVEGE	0	1	1	0	0	1	0	0	0	3	20
NOUVELLE-CALEDONIE	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2	2
NOUVELLE-ZELANDE	0	1	0	1	0	2	0	0	0	4	11
OUGANDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
OUZBEKISTAN	0	5	0	0	0	0	2	2	3	12	34
PAKISTAN	0	1	0	0	0	0	1	0	7	9	95
PANAMA	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	3
PARAGUAY	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	2
PAYS INCONNU	0	0	0	2	0	6	8	0	2	18	53
PAYS-BAS	0	1	0	0	6	4	0	1	1	13	42
PEROU	0	4	0	5	0	3	5	0	3	20	31
PHILIPPINES	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	28
POLOGNE	0	4	0	0	2	5	0	1	4	16	32
PORTO RICO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
PORTUGAL	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2	17
QATAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1	0	0	8	0	0	0	0	0	9	19
REPUBLIQUE DOMINICAINE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAG	0	3	0	10	4	17	0	1	7	42	135
REPUBLIQUE TCHEQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4	9
ROUMANIE	2	1	0	2	0	6	7	0	9	27	41
ROYAUME-UNI	0	1	0	1	9	26	0	1	9	47	190
RUSSIE, FEDERATION DE	0	3	1	1	0	4	3	0	1	13	15
RWANDA	0	2	0	10	0	2	22	0	4	40	49
SAHARA OCCIDENTAL	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1
SAINT-VINCENT-ET-GRENADIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SAINTE-LUCIE	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	6
SAO TOME-ET-PRINCIPE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
SENEGAL	5	6	0	133	4	14	1	0	14	177	293
SEYCHELLES	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1
SIERRA LEONE	0	1	0	0	0	2	0	0	0	3	6
SINGAPOUR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23
SLOVENIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
SOMALIE	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6	7
SOUDAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
SRI LANKA	0	0	0	0	0	0	5	0	0	5	15
ST. KITTS ET NEVIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4

\* Codes d'exemption :

- 16 : Étranger exempté à titre exceptionnel;
- 18 : Agent diplomatique;
- 19 : Organisation internationale;
- 22 : Entente internationale;
- 23 : Boursier MEQ, MAIICC, FRSQ.
- 25 : Langue et littérature française et québécoise;
- 26 : Réfugié;
- 27 : Conjoint d'une personne ayant un permis de travail temporaire;
- 28 : Quota d'exemption MEQ.

Source : RECU

MEQ-DES-DAUU-SA, mars 1997

Effectif étudiant exempté, par pays, selon les catégories d'exemption, trimestre d'automne 1995

SUEDE	0	0	0	3	10	6	0	0	1	20	76
SUISSE	0	3	0	4	0	6	0	3	7	23	74
SWAZILAND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
SYRIE	0	2	0	0	0	0	0	0	1	3	9
TAIWAN	0	1	0	0	0	2	0	0	1	4	64
TANZANIE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	22
TCHAD	0	0	0	3	0	0	2	0	0	5	45
TCHECOSLOVAQUIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
THAILANDE	0	0	0	0	1	2	0	0	0	3	27
TOGO	0	0	0	29	0	0	5	0	1	35	53
TRINITE-ET-TOBAGO	0	0	0	0	0	2	0	0	2	4	23
TUNISIE	0	3	0	162	2	9	8	0	16	200	375
TURKMENISTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	4
TURQUIE	0	1	0	0	0	1	2	0	2	6	32
U.R.S.S. (VOIR 580 A 594)	0	1	0	1	0	1	1	0	0	4	6
UKRAINE	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	3
URUGUAY	0	1	0	2	0	0	0	2	0	5	6
VENEZUELA	0	2	0	46	2	17	6	0	6	79	120
VIET NAM	0	0	0	3	2	3	0	0	7	15	37
YUGOSLAVIE	0	0	0	1	0	0	3	0	4	8	14
ZAIRE (ANC. CONGO BELGE)	3	1	0	36	2	3	30	0	6	81	136
ZAMBIE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	8
ZIMBABWE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	11
ZONE DU CANAL DE PANAMA	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	3
(vide)	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Total	27	147	9	3 008	197	517	220	50	492	4 667	10 450

\* Codes d'exemption :

- 16 : Étranger exempté à titre exceptionnel;
- 18 : Agent diplomatique;
- 19 : Organisation internationale;
- 22 : Entente internationale;
- 23 : Boursier MEQ, MAIICC, FRSQ.
- 25 : Langue et littérature française et québécoise;
- 26 : Réfugié;
- 27 : Conjoint d'une personne ayant un permis de travail temporaire;
- 28 : Quota d'exemption MEQ.

Source : RECU

MEQ-DES-DAUU-SA, mars 1997

PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE BOURSES D'EXCELLENCE  
Répartition par université, secteurs et niveaux de formation  
1995-1996

UNIVERSITÉ	SECTEUR	AFRIQUE			AMÉRIQUE DU NORD			AMÉRIQUE LATINE			ASIE			EUROPE			AUPÉL/AJREF		TOTAL
		Adm.	Dist.	Recherche	Adm.	Dist.	Recherche	Adm.	Dist.	Recherche	Adm.	Dist.	Recherche	Dist.	Recherche	Adm.	Post. doctor.	Recherche	
Concordia	Sciences													1	1				1
École Polytechnique	Sciences		1						1			1		2	2				7
ENAP	Sc. Administratives									1									1
HEC	Sc. Administratives										1		1						1
IAF	Sciences		1							1									2
INRS (Québec)	Sciences					1										1		1	2
INRS (Montréal)	Sciences								1				1						1
INRS (Rimouski)	Sciences													1	1				1
McGill	Sciences				3	2	5												5
	Santé													1	1				1
Télé-Université	Sciences								1										1
Université Laval	Éducation													1	1				1
	Lettres											1	1						1
	Sc. Humaines				1		1		1										2
	Droit																1	1	1
	Sciences	2	2			7	7		4	3		1	1	1	4	5	1	1	26

UNIVERSITÉ	SECTEUR	AFRIQUE			AMÉRIQUE DU NORD			AMÉRIQUE LATINE			ASIE			EUROPE			AUPÈS/AUREP		TOTAL	
		Maîtr.	Doct.	Scieur total	Maîtr.	Doct.	Post-doct.	Scieur total	Maîtr.	Doct.	Post-doct.	Scieur total	Maîtr.	Doct.	Post-doct.	Scieur total	Post-doct.	Scieur total		
Université de Montréal	Sc. Humaines								1				1						1	
	Droit																		1	
	Santé						1												1	
	Sciences														2				2	
Université de Sherbrooke	Sc. Administratives																		13	
	Santé								2										2	
																			1	
	Lettres													1					1	
UQAM	Sciences																		5	
	Sc. Administratives																		3	
	Sciences	1																	3	
UQAR	Sc. Administratives																		1	
	Sciences																		6	
UQTR	Sc. Administratives																		1	
TOTAL		3	7	10	6	11	1	18	13	10	1	24	7	8	15	3	19	22	6	98



18. Ventilation du nombre de réceptions officielles offertes par délégations générales, délégations ou bureaux du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995 en précisant :
- a) la date et le lieu;
  - b) l'occasion;
  - c) la liste des invités;
  - d) le coût de chaque réception.

# MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Ventilation du nombre de réceptions officielles offertes par délégations générales, délégations ou bureaux du Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995

1996-1997\*  
\$CAN

## NEW YORK

-	Réceptions	à la résidence	22 262
-		au bureau	5 233
-		Fête Nationale	8 947
-		Autres	(voir bureau)
			<b>36 442</b>

## PARIS

-	Réceptions	à la résidence	81 764
-		au bureau	37 270
-		Fête Nationale	9 497
-		Autres	2 056
			<b>130 587</b>

## TOKYO

-	Réceptions	à la résidence	4 325
-		au bureau	5 900
-		Fête Nationale	10 511
-		Autres	4 771
			<b>25 507</b>

## MEXICO

-	Réceptions	à la résidence	9 681
-		au bureau	832
-		Fête Nationale	6 659
-		Autres	2 169
			<b>19 341</b>

## LONDRES

-	Réceptions	à la résidence	21 529
-		au bureau	10 963
-		Fête Nationale	8 705
-		Autres	14 297
			<b>55 494</b>

## BRUXELLES

-	Réceptions	à la résidence	30 956
-		au bureau	277
-		Fête Nationale	8 776
-		Autres	7 745
			<b>47 754</b>

\* Selon l'état de suivi budgétaire au 97-02-28 pour l'année 1996-1997 et le taux de change de référence 1996-1997 et 1995-1996 (94-95).

19. Liste des frais d'amélioration foncière par délégations générales, délégations et bureaux de même que par résidences des délégués généraux, délégués ou chefs de bureau, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996, et prévisions pour 1997-1998

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**TITRE : LISTE DES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES**

VILLE	EXERCICE FINANCIER 96-97	PROGRAMMATION 97-98
HONG KONG	Aménagement des bureaux de l'immigration dans les locaux de l'Ambassade Canadienne. Fournisseur: Ambassade canadienne Coût : 121 600,00 \$	
WASHINGTON	Aménagement des nouveaux bureaux Fournisseur: Charles E. Smith construction Coût : 14 570,00 \$US payé par le MRI et 64 314,00 \$US payé par le propriétaire de l'immeuble.	
LONDRES		Aménagement des locaux de la délégation générale du Québec à Londres suite à la signature d'un nouveau bail. Coût prévu des travaux = 1 200 000,00 \$can .

20. Préciser le port d'attache aux États-Unis de M. Marc Boucher, indiquer son lieu de résidence et les conditions de location de l'appartement qu'il occupe et préciser les raisons justifiant son affectation

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Préciser le port d'attache aux Etats-Unis de M. Marc Boucher, indiquer son lieu de résidence et les conditions de location de l'appartement qu'il occupe et préciser les raisons justifiant son affectation.

Le port d'attache aux Etats-Unis de M. Marc T. Boucher est New York. M. Boucher agit à titre de conseiller aux affaires nationales aux Etats-Unis et son mandat l'appelle à se déplacer fréquemment à Washington (3 à 4 jours/semaine). Le Ministère a donc convenu de louer un appartement à Washington pour M. Boucher au coût annuel de 36 000 \$ US. Rappelons que le mandat du Conseiller aux affaires nationales est de suivre et d'analyser l'évolution de la situation politique et législative des Etats-Unis en regard des intérêts du Québec.

21. Copie du calendrier des activités du ministère pour 1996-1997 et activités prévues pour 1997-1998, et préciser les événements internationaux auxquels le ministre et le ministère participeront distinctement

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Copie du calendrier des activités du MRI pour 1996-1997 et activités prévues pour 1997-1998, et préciser les événements internationaux auxquels le ministre et le ministère participeront distinctement.**

Les activités du Ministère comprennent des missions à l'étranger et des activités protocolaires au Québec déjà présentées respectivement aux questions RG3 et RP23.

Elles comprennent aussi la participation gouvernementale :

- à des événements internationaux au Québec ;
- à des événements de la francophonie ;
- aux commissions mixtes.

**1996-1997**

<b>Nom de l'événement (date)</b>	<b>Lieu de l'événement</b>	<b>Nom des participants</b>
Sommet des Nations Unies sur les établissements humains, à Istanbul (Turquie) (30 mai au 16 juin 1996)	Turquie	Dr Camille Laurin, député de Bourget, MAM, SHQ, M. Jean A. René, MRI.
Congrès mondial de l'Union mondiale de la nature (13 au 23 octobre 1996)	Montréal	M. Sylvain Simard, ministre des Relations internationales, M. David Cliche, ministre de l'Environnement et de la Faune, M <sup>me</sup> Madeleine Couture, MRI.
Forum mondial de l'Union mondiale des aveugles (31 août au 2 septembre 1996)	Montréal	M. Jean Campeau, député de Crémazie
Congrès mondial de l'Union pour le développement durable et les grands travaux (9 au 11 octobre 1996)	Montréal	Mme Marie Huot, sous-ministre adjointe, MRI et M <sup>me</sup> Madeleine Couture.
Conseil d'administration de la Fédération internationale sur le vieillissement (24 au 30 juillet 1996)	Hong Kong	M. David Payne, adjoint parlementaire du Premier Ministre et M <sup>me</sup> Madeleine Couture.
Conférence ministérielle extraordinaire CONFESJES (Avril 1996)	Cotonou	Alain Rompré
Rencontre CIJF (Avril 1996)	Cotonou	Alain Rompré
Réunion des ministres (CONFEMEN) (Avril 1996)	Liège	Claude Lessard
Mission du ministre Sylvain Simard au Vietnam (Hanoi) (Septembre 1996)	Vietnam	Sylvain Simard Paul-André Boisclair
Réunion du Bureau de la CONFEMER (Septembre 1996)	Lac Deïage	Benoît Leblanc
22 <sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) (Septembre 1996)	Paris	Michel Lucier Michelle Rivard Diane Charland



**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**TITRE :** Copie du calendrier des activités du MRI pour 1996-1997 et activités prévues pour 1997-1998, et préciser les événements internationaux auxquels le ministre et le ministère participeront distinctement.

1997-1998		
Nom de l'événement (date)	Lieu de l'événement	Nom des participants
Floralies internationales de Québec	Québec	
Colloque international sur la protection de la vie privée et des renseignements personnels		
Colloque international des écoles et institutions d'administration publique		
Congrès forestier mondial de la FAO/OAA	Antalya (Turquie)	
Forum université et patrimoine (UNESCO)		
Première rencontre des Parties sur la lutte contre la désertification		
Sommet mondial de l'Alimentation (FAO/OAA) (13 au 17 novembre 1997)	Rome	
1 <sup>re</sup> Conférence ministérielle sur les inforoutes (Mai 1997)	Montréal	
3 <sup>e</sup> Jeux de la Francophonie (sportif et culturel) (Août 1997)	Madagascar	
27 <sup>e</sup> Conseil permanent de la Francophonie (Septembre 1997)	Paris	
Réunion ministérielle TV5 (Octobre 1997)	Paris	
Forum FFA (Octobre 1997)	Vietnam	
CONFEMER (Octobre 1997)	Hanoi	
28 <sup>e</sup> Conseil permanent de la Francophonie (Novembre 1997)	Hanoi	
9 <sup>e</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie (Novembre 1997)	Hanoi	
7 <sup>e</sup> Sommet de Hanoi (Novembre 1997)	Hanoi (Vietnam)	
Bureau de la FONFEJES (Février 1998)	Niger	

22. Liste des ententes internationales conclues en 1996-1997

**TITRE : Liste des ententes internationales conclues en 1996-1997**

- Déclaration de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sport, signée le 11 juin 1996.
  - Déclaration d'orientation franco-québécoise relative aux autoroutes de l'information et aux technologies connexes, signée le 11 juin 1996.
- Protocole de mise en œuvre de la «Déclaration d'orientation franco-québécoise relative aux autoroutes de l'information et aux technologies connexes».
- Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique et technologique entre le gouvernement de l'État du New Jersey et le gouvernement du Québec, signée le 19 juin 1996.
  - Relevé de décisions des entretiens de monsieur Lucien Bouchard, premier ministre du Québec et de monsieur Alain Juppé, premier ministre de la République française, signé le 11 juin 1996.
  - Convention entre la Bibliothèque nationale du Québec et la Bibliothèque de la Catalogne, signée le 10 juillet 1996.
  - Entente de coopération en matière linguistique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement autonome de la Catalogne, signée le 10 juillet 1996.
  - Entente de coopération entre le gouvernement autonome de la Catalogne et le gouvernement du Québec, signée le 10 juillet 1996.
  - Entente visant le renforcement de la coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et la Commission de la science et de la technologie de Shanghai, signée le 2 septembre 1996.
  - Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Minas Gerais (Brésil), signé le 4 septembre 1996.
  - Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le Bureau d'État des experts étrangers de la République populaire de Chine, signée le 11 octobre 1996.
  - Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et la République des Philippines, signée le 22 octobre 1996.
  - Avenant à l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République d'Autriche, signé le 11 novembre 1996.
  - Entente de coopération entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Québec en matière d'environnement, signée le 13 décembre 1996.
  - Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française dans le domaine du tourisme, signée le 30 janvier 1997.
  - Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et le Chili, signée le 21 février 1997.
  - Entente en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française, signée le 25 mars 1997.

# MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Copie du calendrier des activités du MRI pour 1996-1997 et activités prévues pour 1997-1998, et préciser les événements internationaux auxquels le ministre et le ministère participeront distinctement.**

Colloque international sur la recherche féministe dans la Francophonie organisé par la Chaire d'étude sur la condition féminine de l'Université Laval (Septembre 1996)	Québec	Sylvain Simard
Congrès du Richelieu international (Octobre 1996)	Québec	Sylvain Simard
Réunion des ministres responsables de TV5, précédée le 16 par une réunion des fonctionnaires (Octobre 1996)	Montebello	Diane Charland Bernard Margotton
23 <sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) (Novembre 1996)	Paris	Michel Lucier Michelle Rivard Diane Charland
Rencontre des ambassadeurs francophones africains en poste au Canada (Novembre 1996)	Hull	Sylvain Simard Paul-André Boisclair
24 <sup>e</sup> session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) (Décembre 1996)	Paris	Diane Charland Paul-André Boisclair Bernard Margotton
Conférence ministérielle de la francophonie (CMF) (Rencontres annuelles) (Décembre 1996)	Marrakech (Maroc)	Sylvain Simard Diane Charland Paul-André Boisclair Bernard Margotton
Réunion de la CONFEJES (Janvier 1997)	Yaoundé (Cameroun)	Lise Julien
55 <sup>e</sup> Session de la Commission permanente de coopération Franco-Québécoise (11 et 12 décembre 1996)	Québec	Co-présidé par M <sup>me</sup> M. Bussièrès, s-m. MRI (pour le Québec) et par M. P. Brochand, dir. gén. des Rel. cult., scient. et techn. au ministère des Affaires étrangères (pour la France). Participation du Consul général de la France, d'organismes et de ministères concernés.
XII <sup>e</sup> Session du Comité permanent Wallonie/Québec (17 au 20 février 1997) et Commission mixte permanente Québec / Communauté française de Belgique (CFB) (19 au 21 février 1997)	Québec	Co-présidé par M. D. Gervais, sous-ministre adjoint, MRI et M. Y. De Greef, inspecteur général ai aux Relations internationales (région Wallone) et avec M. R. Dehaybe, commissaire général aux Relations internationales (CFB). Participation de divers organismes et ministères.

23. Liste et dates des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui, au gouvernement du Québec, ces personnes ont été ou seront reçues

**TITRE :** Liste des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui au Gouvernement du Québec ces personnes ont été ou seront reçues.



**LISTE ET DATES DES MISSIONS OU VISITES OFFICIELLES  
DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS**

**EFFECTUÉES**

**AU QUÉBEC**

**du 1<sup>er</sup> avril 1996**

**au**

**31 mars 1997**

**TITRE :** Liste des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui au Gouvernement du Québec ces personnes ont été ou seront reçues.

RP-23: Liste des visites des dignitaires étrangers du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 mars 1997

AVRIL 2 et 3 1996	Visite du secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité sociale de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Hervé GAYMARD	(Québec)
	Ministre de la Santé et Services sociaux - dîner le 2 Participation déjeuner Consul gén. le 3	

AVRIL 14 au 17 1996	Visite d'une délégation de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées du SÉNAT FRANÇAIS	(Québec)
---------------------------	---	----------

AVRIL 17 et 18 1996	Visite du secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude PAYE	(Montréal)
---------------------------	---	------------

AVRIL 25 1996	Visite de prise de poste du haut-commissaire pour le MALAWI, S.E.M. Bright M. MSAKA	(Québec)
	Ministre MRI - rencontre le 25 à 16:00	

AVRIL 25 1996	Visite du gouverneur du MAINE, M. Angus S. KING dans le cadre de Co-entreprises Québec-Maine 1996	(Québec)
	PM - rencontre 15:15 bureau Ass. Nat. (à confirmer) VPM- inauguration co-entr., Hilton, 8:45-9:30 Ministre MRI - part. déj-causerie gouv. King, Hilton Ministre dél. aux Mines, Terres et Forêts - part. déj.-causerie, gouv. King, Hilton	

AVRIL 26 1996	Visite de courtoisie du consul général de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, M. Fritz von ROTTENBURG	(Montréal)
	Ministre MRI - rencontre à 9:45	

AVRIL 26 1996	Visite de courtoisie de l'ambassadeur du ROYAUME DE BELGIQUE, S.E.M. Christian FELLENS	(Montréal)
	Ministre MRI - rencontre à 11:15	

MAI 2 1996	Visite de courtoisie du consul général des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, M. Stephen R. Kelly	(Québec)
	Ministre MRI - rencontre 9:30	



MAI  
3 et 4  
1996

Visite du président de la RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL, S.E.M. Abdou DIOUF

PM  
Ministre MRI

MAI  
6  
1996

Inauguration du Secrétariat de la Convention des NATIONS UNIES pour la (Montréal)  
diversité biologique

PM

Ministre Env. et Faune - Ministre d'État à la Métropole  
Ministre MRI - 9:45 à 12:00 (Biosphère)

MAI  
6 et 7  
1996

Courtoisies d'arrivée et de départ pour madame Léa RABIN, veuve de (Montréal)  
l'ex-Premier ministre d'ISRAËL, monsieur Yitzhak Rabin

MAI  
8  
1996

Courtoisies d'arrivée et de départ pour le ministre des Affaires étrangères (Montréal)  
d'Israël, monsieur Ehud BARAK

MAI  
9  
1996

Visite de la consule générale du COSTA RICA, Mme Patricia (Québec)  
GUDINO-FERNANDEZ

Ministre MRI - rencontre à 9:30

MAI  
12 au 14  
1996

Visite privée du Premier ministre de la SASKATCHEWAN, M. Row (Montréal)  
ROMANOW

MAI  
13 au 18  
1996

Visite du ministre du Budget, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Montréal et Québec)  
de la RÉGION WALLONNE, M. Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE

Ministre MRI - petit déj. le 16 à 7:30 Château Frontenac  
Ministre dél. à l'Adm. pub. - déj. le 16 à 12:00 Parlementaire  
Ministre Emploi - petit déj. le 17 8:30 Hôtel Westin

MAI  
13 et 14  
1996

Visite du ministre du Commerce intérieur de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE (Montréal)  
DE CHINE, M. CHEN Bangzhu

Ministre dél. Industrie et Commerce, déj. le 14

23.7

MAI  
22 au 24  
1996

Rencontre du Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA) de la Banque Mondiale impliquant la participation de 30 ministres étrangers des Mines (Montréal)

Ministre MRI - réception le 21 18:00, Bonaventure Hilton  
Ministre dél. aux Mines, Terres et Forêts

MAI  
23  
1996

Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTTE, S.E.M. Mahmoud FARGHAL

Ministre MRI, déj. 12:00

MAI  
23  
1996

Visite de l'ambassadrice de la RÉPUBLIQUE DU MALI, S.E. Mme Manassa Danioko DIAKITÉ

Ministre MRI - entretien 10:30

MAI  
23  
1996

Réunion du Conseil d'administration de l'AUPELF-UREF et inauguration du CIFED (Montréal)

Ministre MRI, dîner

MAI  
24  
1996

Rencontre mensuelle des chefs de postes consulaires de carrière et honoraires de Montréal avec la participation du ministre des Relations internationales, M. SYLVAIN SIMARD (Montréal)

Ministre MRI - Déjeuner conférence 12:00 (club Mount Stephen)

MAI  
28  
1996

Visite de prise de poste du haut-commissaire pour la NOUVELLE-ZÉLANDE, S.E.M. Maurice McTIGUE

Ministre MRI - entretien 10:30

JUIN  
4 et 5  
1996

Visite de l'assistante du Ministre des Affaires étrangères de la République du VIET-NAM, Mme Ton Nu Thi NINH (Québec)

Ministre MRI

JUIN  
10 et 11  
1996

Visite du Premier ministre de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Alain JUPPÉ (Chicoutimi, Québec et Montréal)

PM  
VPM  
Ministre MRI  
Ministre Culture et Communications  
Ministre dél. Industrie et Commerce

JUIN  
13 au 16  
1996

9e Congrès de l'Association internationale des politiques de santé (Montréal)

Ministre Santé et Services sociaux

JUIN  
14 et 15  
1996

Visite privée du directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), M. Jacques DIOUF (Québec)

JUIN  
21 au 25  
1996

Visite du gouverneur de la Province de Liège (Région Wallonne), M. Paul BOLLAND (Montréal)

JUIN  
25  
1996

Visite du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, des Postes et des Télécommunications et responsable du dossier des autoroutes de l'information de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. François FILLON, dans le cadre d'INET 96 (Québec et Montréal)

Ministre Culture et Communications  
Ministre MRI

JUIN  
25 au 28  
1996

INET 96 (Montréal)

Ministre Culture et Communications

JUIN  
1996  
à préciser

Visite d'adieux du consul général de ROUMANIE, M. Romulus P. BENA (Québec)

Ministre MRI

JUIN  
1996  
à préciser

Visite de courtoisie du consul général de GRÈCE, M. Nikolaos VAMVOUNAKIS (Montréal)

Ministre MRI

JUILLET  
6 au 9  
1996

Visite du président de la Généralité de Catalogne (ESPAGNE), M. Jordi PUJOL i SOLEY (Montréal et Québec)

PM

AOÛT  
9 au 15  
1996

Courtoisie d'arrivée et de départ pour le Prince héritier du LAOS, S.A.R. Tia Sourivong SAVANG (Montréal)

AOÛT  
20  
1996

Visite d'adieux du consul général de FRANCE à Québec, monsieur Dominique DE COMBLES DE NAYVES (Québec)

Ministre MRI - Dîner 19:30 (Domaine Cataraqui)

AOÛT  
22  
1996

Visite du président du Sénat M. Edgar LEBLANC et du président de la Chambre de la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, monsieur Fritz Robert ST-PAUL (Québec)

Ministre MRI - Entretien 15:00

SEPTEMBRE  
1 au 5  
1996

Mission ministérielle du SÉNÉGAL (Montréal, Québec)

PM (à confirmer)  
Ministre des Ressources nat., Ministre dél. aux Mines, aux Terres et aux Forêts, Ministre de l'Agri. des Pêch. et de l'Alim., Ministre dél. au Revenu,

SEPTEMBRE  
4 au 7  
1996

Visite du vice-ministre-président de la BAVIÈRE, M. Hans ZEHETMAIR (Québec)

PM

Min. Env. Faune  
Min. dél. Ind. Commerce

SEPTEMBRE  
9 au 15  
1996

DEMO '96 - Exposition et colloque international de l'industrie forestière (Québec)

Ministre Ressources nat.

SEPTEMBRE  
9 et 10  
1996

Visite de travail du directeur de l'IFRI, monsieur Thierry DE MONTBRIAL (Québec)

SEPTEMBRE  
10 et 11  
1996

Visite du Gouverneur de la Pennsylvanie, monsieur Thomas RIDGE et du Secrétaire à l'Environnement, monsieur James SEIF (Montréal)

PM- Entretien à 10:30 (10 sept.) avec le Gouverneur

Ministre de l'Envir. et de la Faune - Entretien avec le Secr. à l'Envir. à 11:30

SEPTEMBRE  
10 et 11  
1996

Visite de travail d'une délégation de la Commission pour la santé et les services sociaux de la Région de VENETO (ITALIE) (Montréal)

SEPTEMBRE  
12  
1996

Visite du ministre délégué au Commerce du ROYAUME-UNI DE GRANDE  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, monsieur Anthony NELSON (Montréal)

Ministre dél. Industrie et Commerce - Entretien 9:00

SEPTEMBRE  
16  
1996

Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du  
VENEZUELA, S.E.M. Felix ROSSI-GUERRERO (Québec)

SEPTEMBRE  
16 et 17  
1996

Visite d'une délégation de parlementaires belges (Montréal, Québec)

VPM

SEPTEMBRE  
18 et 19  
1996

Visite de prise de poste du haut-commissaire pour le BANGLADESH,  
S.E.M. Mufleh R. OSMANY (Québec)

Ministre MRI

SEPTEMBRE  
19 et 20  
1996

Visite d'une délégation de recteurs d'universités de l'AUTRICHE (Montréal)

Ministre de l'Éducation

SEPTEMBRE  
24 au 26  
1996

Participation du ministre de l'Énergie du MEXIQUE, monsieur J. Reyes  
HEROLES au Forum de l'Industrie du gaz naturel (Montréal)

Ministre des Ressources nat.

SEPTEMBRE  
26 et 27  
1996

Visite de prise de poste de l'ambassadeur du ROYAUME DE SUÈDE,  
S.E.M. Jan STAHL (Québec)

Ministre MRI

SEPTEMBRE  
30 au 2 oct.  
1996

Visite de courtoisie de l'ambassadeur de MALTE, S.E.M. Albert Borg  
OLIVIER DE PUGET (Québec, Montréal)

Ministre MRI

OCTOBRE  
1 au 10  
1996

Visite de travail du ministre de l'Action sociale, du logement et de la santé  
de la RÉGION WALLONNE, monsieur Willy TAMINIAUX (Québec, Montréal)

OCTOBRE  
1 et 2  
1996

Visite de courtoisie de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ITALIENNE,  
S.E.M. Andrea NEGROTTO CAMBIASO

Ministre MRI

93.11

OCTOBRE  
1 et 2  
1996

Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République de FINLANDE,  
S.E.M. Veijo SAMPOVAARA

Ministre MRI

OCTOBRE  
3  
1996

Visite de la consule générale du Canada à Los Angeles, madame Kim  
CAMPBELL

(Québec)

OCTOBRE  
3 et 4  
1996

Visite du Gouverneur de l'État du San Luis Potosi des ÉTATS-UNIS  
MEXICAINS, S.E.M. Horacio SANCHEZ UNZUETA

(Montréal)

OCTOBRE  
4 au 7  
1996

Visite de l'ex-premier ministre de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M.  
Raymond BARRE, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier

(Montréal)

PM  
Ministre MRI

OCTOBRE  
7  
1996

Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du CONGO,  
S.E.M. Dieudonné ANTOINE-GANGA

(Montréal)

Ministre MRI

OCTOBRE  
7  
1996

Visite du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la coopération, du  
Royaume du MAROC, M. Taib FASSI-FIHRI

(Montréal)

Ministre MRI

OCTOBRE  
7  
1996

Visite du nouvel ambassadeur du CANADA à Paris, M. Jacques ROY

(Québec)

OCTOBRE  
7 au 9  
1996

Visite du Premier Ministre de la République de CÔTE D'IVOIRE, S.E.M.  
Daniel KABLAN DUNCAN

(Montréal)

PM  
VPM  
Ministre MRI, Ministre MICT

OCTOBRE  
8  
1996

Visite du directeur Amérique du Nord des Relations extérieures de CUBA,  
M. C.F. DE CASSIOS

(Québec)

Ministre MRI

OCTOBRE  
8  
1996

Ordre national du mérite français (Salle du Conseil législatif)

(Québec)

OCTOBRE 11 1996	Participation du ministre des Relations internationales, monsieur Sylvain SIMARD, à un déjeuner rencontre des membres du Corps consulaire latino-américain de Montréal et des consuls généraux d'Espagne et du Portugal Ministre MRI	(Montréal)
OCTOBRE 11 et 12 1996	Visite du secrétaire d'État aux communautés portugaises, Dr Jose LELLO  Ministre des Rel. avec les citoyens	(Montréal)
OCTOBRE 12 1996	Participation du ministre des Relations internationales, monsieur Sylvain SIMARD, à l'ouverture du Congrès du Richelieu international  Ministre MRI - Hôtel le Concorde 9:00	(Québec)
OCTOBRE 12 au 16 1996	Visite du chef du Parti Rassemblement et Culture de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE, M. Said SADI	(Montréal et Québec)
OCTOBRE 13 au 23 1996	Congrès mondial de la Conservation  Ministre Envir. et Faune	(Montréal)
OCTOBRE 15, 16 et 17 1996	Visite de prise de poste de l'ambassadeur du JAPON, S.E.M. Takashi TAJIMA  VPM Ministre MRI, MAPAQ	(Québec)
OCTOBRE 17 1996	Visite de courtoisie de l'ambassadeur du BURKINA FASO, S.E.M. Mouhoussine NACRO  Ministre MRI	(Québec)
OCTOBRE 17 1996	Visite de prise de poste de la consule générale de la République de l'INDONÉSIE à Toronto, Mme Titiek SYUONO  Ministre MRI	(Québec)
OCTOBRE 17 1996	Visite de courtoisie de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE DU CHILI, S.E.M. Roberto DIAZ  Ministre MRI	(Québec)

23.13

OCTOBRE 22 1996 Signature d'entente entre le QUÉBEC et la RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES (Québec)  
Ministre MRI

OCTOBRE 23 1996 Visite de prise de poste du Consul général de la République du CHILI, M. Alejandro CARVAJAL (Québec)  
VPM  
Ministre MRI

OCTOBRE 24 1996 Visite de courtoisie auprès du ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE, S.E.M. Abdesselam BEDRANE (Québec)  
Ministre MRI  
Ministre dél. Revenu

NOVEMBRE 1 au 7 1996 Visite du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports de la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, M. Jacques-Édouard ALEXIS (Québec, Montréal)  
Ministre MRI (entretien 15:00)  
Ministre Educ. (petit déjeuner)

NOVEMBRE 3 au 7 1996 Visite de la Ministre des Affaires sociales et de la Promotion de la féminité et de l'enfance de la République de Guinée, Mme Sarane DARABA KABA (Québec, Drummondville, Montréal)  
Ministre d'État à la Solid.

NOVEMBRE 4 au 6 1996 Visite de la Secrétaire d'État à l'Alphabétisation de la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, madame A. CHANCY (Québec, Montréal)  
Ministre MRI (entretien 15:00 hres)

NOVEMBRE 6 au 8 1996 Visite de parlementaires finlandais (Québec, Montréal)  
Ministre MRI

NOVEMBRE 7 1996 Visite de prise de poste de l'ambassadeur du VIÊT-NAM, S.E. Mme DINH Thi Minh Huyen (Québec)  
Ministre MRI



NOVEMBRE 11 au 14 1996	Visite du ministre-président de la RÉGION WALLONNE, M. Robert COLLIGNON  PM VPM Ministre MRI Ministre MICT	(Québec, Montréal)
NOVEMBRE 13 1996	Visite de prise de poste du consul général de la Confédération SUISSE, monsieur Albert MEHR  Ministre MRI	(Québec)
NOVEMBRE 13 et 14 1996	Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la Principauté d'ANDORRE, S.E.M. Juli MINOVES-TRIQUÉLL  Ministre MRI Min. Éducation	(Québec)
NOVEMBRE 14 1996	Visite privée de la princesse Anouray KHAMMAO du LAOS	(Québec)
NOVEMBRE 15 au 18 1996	Escale du R.H.M. "Le Malabar" de la marine nationale française	(Gaspé)
NOVEMBRE 18 au 20 1996	Courtoisies d'arrivée et de départ pour le ministre de la RÉPUBLIQUE DE GRÈCE responsable de la Macédoine et de la Thrace, M. P. PETSALNIKOS	(Montréal)
NOVEMBRE 19 et 20 1996	Visite du Premier ministre des BAHAMAS, M. Hubert INGRAHAM	(Montréal)
NOVEMBRE 25 au 27 1996	Visite de prise de poste du Haut-Commissaire de MALAISIE, S.E.M. Haji MOHAMED  Ministre MRI	(Québec)
NOVEMBRE 26 1996	Rencontre du Ministre des Relations internationales, M. Sylvain SIMARD avec les ambassadeurs des pays d'AFRIQUE FRANCOPHONE  Ministre MRI - petit déj. 8:30 (Hôtel Holiday Inn-Plaza La Chaudière)	(Hull)

23.15

NOVEMBRE 28 1996 Visite de prise de poste du consul général de la République de COLOMBIE, M. Eufrazio MORALES (Québec)  
Ministre MRI - rencontre à 9:00 hres

NOVEMBRE 29 1996 Visite du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), S.E.M. Federico MAYOR (Montréal)  
Ministre MRI - rencontre 15:30  
(Hôtel Westin Mont-Royal)

DÉCEMBRE 2 1996 Visite de prise de poste du consul général du PÉROU, M. Raul RIVERA Maravi (Québec)  
Ministre MRI - rencontre à 15:30  
(Ass. nationale)

DÉCEMBRE 2 1996 Visite de prise de poste du consul général du PAKISTAN, monsieur Muhammad ASHRAF (Québec)  
Ministre MRI - rencontre à 16:15  
(Ass. nationale)

DÉCEMBRE 2 1996 Visite de prise de poste du délégué de la Communauté française de Belgique et chargé des Relations internationales de la RÉGION WALLONNE, M. Philippe NAYER (Québec)  
Ministre MRI - rencontre à 11:15  
(Ass. nationale)

DÉCEMBRE 3 1996 Visite de prise de poste de l'ambassadeur de la République du Pérou, S.E.M. Hernan COUTURIER Mariategui (Québec)  
Ministre MRI - rencontre

DÉCEMBRE 4 1996 Visite de prise de poste du consul général de CUBA, M. Gabriel TIEL Capote (Québec)  
Ministre MRI - rencontre 9:00  
(Bureau de Québec)  
Ministre MAPAQ

DÉCEMBRE 5 1996 Cérémonie d'inauguration du nouveau siège de l'OACI (Montréal)  
PM  
Ministre MRI  
Min. d'État Métropole  
Min. Transports

23.16

DÉCEMBRE  
5 et 6  
1996

Visite de la Ministre de l'Éducation de la Principauté d'ANDORRE, Mme  
MAS RIBO

(Québec et Montréal)

Ministre MRI  
Min. Éducation

DÉCEMBRE  
6  
1996

Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE, M. Dominique BOCHÉ

(Québec)

Ministre MRI - rencontre

DÉCEMBRE  
10 et 11  
1996

Réunion de la Commission permanente francophone québécoise

(Québec)

DÉCEMBRE  
11  
1996

Visite du ministre de la Planification du développement et des Affaires  
gouvernementales de la province de Gauteng de la RÉPUBLIQUE  
D'AFRIQUE DU SUD, M. Sicelo SHICEKA

(Québec)

DÉCEMBRE  
16  
1996

Petit-déjeuner rencontre du Premier ministre avec des dirigeants  
d'entreprises l'accompagnant en Asie en janvier prochain

(Montréal)

PM - 8:00 hres  
Westin Mont-Royal

DÉCEMBRE  
19 au 21  
1996

Visite du Gouverneur du SHAANXI (Chine), M. CHENG Andong

(Montréal et Québec)

PM - rencontre le 19 à 17:00 hres (Québec)

Min. Ress. nat. - Dîner 19 déc. à 19:00 hres (Québec)  
Min. dél. Ind. et Comm. - Dîner 20 déc. à 19:00 hres (Montréal)

JANVIER  
14  
1997

Visite de prise de poste du consul général de la République de COLOMBIE,  
M. Eufracio MORALES (suite et fin)

(Montréal)

VPM- rencontre 14:00 hres

JANVIER  
17  
1997

Visite de courtoisie du consul général de GRÈCE, M. Nikolaos  
VAMVOUNAKIS

(Montréal)

Ministre MRI - rencontre à 9:00 hres

**JANVIER**  
21  
1997

Visite de prise de poste du consul général du JAPON, M. Tadanori INOMATA (Québec)

VPM  
Ministre MRI - rencontre à 14:30  
Min. dél. Ind. et Commerce

**JANVIER**  
22 et 23  
1997

Visite de prise de poste de l'ambassadeur de l'ÉTAT D'ISRAËL, S.E.M. David SULTAN (Québec)

VPM  
Ministre MRI  
Min. dél. Ind. et Commerce

**FÉVRIER**  
3  
1997

Visite officielle de l'ambassadeur du JAPON, S.E.M. Takashi TAJIMA (Québec)  
auprès du Premier ministre, monsieur Lucien Bouchard

PM - rencontre à 11:15

**FÉVRIER**  
3  
1997

Visite d'adieu de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, S.E.M. Alfred SEIFER-GAILLARDIN, auprès du Premier ministre, M. Lucien BOUCHARD (Montréal)

PM - rencontre à 10:30

**FÉVRIER**  
4 et 5  
1997

Visite officielle de l'ambassadeur de la TUNISIE, S.E.M. Habib LAZREG (Québec)

Ministre MRI  
Min. Ress. nat.

**FÉVRIER**  
7 et 8  
1997

Visite du Secrétaire général du CONSEIL DE L'EUROPE, M. Daniel TARSCHYS (Montréal et Québec)

Min. MRI - déjeuner le 8 (Québec)  
Min. Rel. avec citoyens - déjeuner le 7 (Montréal)

**FÉVRIER**  
11  
1997

Visite officielle de l'ambassadeur de la République islamique d'IRAN, S.E.M. Seyed Mohamad Hossein ADELI (Québec)

Ministre MRI - rencontre à 14:30

**FÉVRIER**  
13 et 14  
1997  
reportée

Visite de la Ministre des Affaires sociales de BELGIQUE, Mme Magda M. DE GALAN (Québec)

Min. Santé et Services sociaux

FÉVRIER 15 1997	Participation de membres du Corps consulaires aux activités du Carnaval de Québec	(Québec)
-----------------------	---	----------

FÉVRIER 18 au 20 1997	Poursuite des rencontres prévues dans le cadre de la visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Dominique BOCHÉ  Min. Aff. municipales Min. Dél. Terres, Forêts Min. Justice	(Québec)
-----------------------------	---	----------

FÉVRIER 19 1997	Signature d'entente (procès verbal) avec la WALLONIE	(Québec)
-----------------------	--	----------

FÉVRIER 21 1997	Signature d'entente en matière de sécurité sociale avec la RÉPUBLIQUE DU CHILI  Ministre MRI - 13:00 hres	(Montréal)
-----------------------	---	------------

FÉVRIER 21 1997	Signature d'entente (procès-verbal) avec la COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE	(Québec)
-----------------------	--	----------

MARS 4 1997	Rencontre du haut-commissaire du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, S.E.M. Anthony M. GOODENOUGH et du premier ministre, M. Lucien BOUCHARD	(Montréal)
-------------------	---	------------

MARS 4 1997	Dîner en l'honneur de 2e Vice-président de la State Power Grid developement (CHINE)	(Montréal)
-------------------	---	------------

MARS 5 1997	Visite à la prison de Bordeaux du consul de la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, M. Lionel L. LAVIOLETTE	(Montréal)
-------------------	--	------------

MARS 11 et 12 1997	Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, S.E.M. John-Alexandre THOMOGLU  Ministre MRI - 9:30 hres (12) Min. dél. Ind. et Commerce - 15:15 (12) Min. Rel. avec les citoyens - 16:00 (12)	(Québec)
--------------------------	--	----------

MARS 12 1997	Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, M. Dobromir DZIEWULAK  Ministre MRI - 16:45	(Québec)
MARS 12-13 1997	Visite de prise de poste du consul général de ROUMANIE, M. Gheorghe BALTAC  Ministre MRI - 17:00 hres	(Québec)
MARS 13 1997	Visite de prise de poste du consul général de la RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, M. Eduardo José Salcher Fernandes DE OLIVEIRA  Ministre MRI - 16:00 hres	(Québec)
MARS 16 au 22 1997	Semaine de la Francophonie en présence des Ambassadeurs des pays membres de la FRANCOPHONIE	(Québec)
MARS 18 1997	Remise de l'Ordre national du Québec à l'ambassadeur de France, M. Jacques LEPRETTE  PM	(Québec)
MARS 18 - 19 1997	Rencontre avec les Ambassadeurs et Consuls des pays et gouvernements membres de la Francophonie  PM- Dîner Min. MRI - Rencontre Min. Culture et Comm. Min. Éducation	(Québec)
MARS 18-19 1997	Visite du ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, M. Hamed ATTAS	(Québec)
MARS 19 1997	Visite du gouverneur du Minas Gerais (BRÉSIL), M. Eduardo Brandao DE AZEREDO  VPM - Entretien à 16:30 hres Ministre MRI 15:30 hres	(Québec)
MARS 20 1997	Journée internationale de la Francophonie en présence des Ambassadeurs des pays membres de la FRANCOPHONIE	(Québec)

23.20

---

MARS 21 et 22 1997	Visite du Ministre de l'Éducation nationale de la RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE, M. Slimane CHEIKH	(Québec)
--------------------------	---	----------

---

MARS 22 au 27 1997	Visite de la présidente de la COMMISSION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES DU PARLEMENT EUROPÉEN, Mme Luciana CASTELLINA	(Québec)
--------------------------	--	----------

---

MARS 26-27 1997	Visite officielle du haut-commissaire du ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, S.E.M. Anthony M. GOODENOUGH	(Québec)
	Ministre MRI - Déj. 12:30 Min. Culture et Com - entretien à 10:30 Min. Éducation - 11:30 Min. dél. à l'Administration	

---

MARS 27 1997	Visite officielle de l'ambassadeur du ROYAUME D'ESPAGNE, S.E.M. Fernando M. VALENZUELA	(Québec)
	Ministre MRI - 11:30 hres Min. Éducation - entretien à 8:30 Min. dél. Industrie et Commerce	

**TITRE :** Liste des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui au Gouvernement du Québec ces personnes ont été ou seront reçues.



**LISTE ET DATES DES MISSIONS OU VISITES OFFICIELLES  
DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS**

**PRÉVUES**

**AU QUÉBEC**

**du 1<sup>er</sup> avril 1997**

**au**

**31 mars 1998**



**TITRE :** Liste des missions ou visites officielles de dignitaires étrangers effectuées au Québec en 1996-1997 et celles prévues pour 1997-1998, indiquer également par qui au Gouvernement du Québec ces personnes ont été ou seront reçues.

**Liste des visites des dignitaires étrangers prévues au Québec en 1997-1998: activités**

Liste des visites prévues des dignitaires étrangers du 1<sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998: cette liste est constituée à partir d'information bien fragmentaires. Elle comporte des projets de visites qui ne se réaliseront peut-être pas et omet des projets de visites inconnues qui elles se réaliseront.

AVRIL 6 au 11 1997	Visite de la ministre déléguée aux Affaires de la Femme et de la Famille de la TUNISIE, madame Néziha ZARROUK  Min. Emploi et Solidarité - petit déj. 8:30 hres Min. Rel. avec citoyens Min. Éducation	(Québec et Montréal)
AVRIL 6 au 8 1997	Visite du ministre de la Culture de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Philippe DOUSTE-BLAZY  Min. Culture et Comm. - Dîner 20:45 (6) réception (7)	(Québec et Montréal)
AVRIL 7 1997	Visite d'adieux du consul général de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, M. Tae-Kyo YANG	(Québec)
AVRIL 10 au 12 1997	Visite du Ministre de l'Environnement du ROYAUME DU MAROC, M. Bouamar ALAMI	(Montréal)
AVRIL 13 et 14 1997	Visite au Québec du Premier ministre de la RÉPUBLIQUE LIBANAISE, M. Rafiq AL-HARIRI  VPM Ministre MRI	(Montréal)
AVRIL 15 1997	Visite d'adieux de l'ambassadeur du ROYAUME DE BELGIQUE, S.E.M. Christian FELLENS	(Québec)
AVRIL 17 1997	Visite officielle de l'ambassadeur de ROUMANIE, S.E.M. Tudorel POSTOLACHE	(Québec)
AVRIL 23 1997	Visite du président du BRÉSIL, monsieur Fernando Henrique CARDOSO  PM VPM Ministre MRI	(Québec)
AVRIL 24 1997	Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE, S.E.M. Abdel Majid KAMIL  Ministre MRI	(Québec)

2326

AVRIL  
29  
1997

Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, S.E.M. Loïc HENNEKINNE (Québec)

Ministre MRI

MAI  
1  
1997

Visite officielle du haut-commissaire de la RÉPUBLIQUE DU KENYA, S.E.M. Hassan Bagha (Québec)

Ministre MRI

MAI  
4 et 5  
1997

ASEAN Montréal (Montréal)

MAI  
9 au 11  
1997

Réunion des ministres du Commerce des pays membres de l'APEC (Montréal)

MAI  
11 au 20  
1997

Réunion des hauts-fonctionnaires des pays membres de l'APEC (SOM-11) (Québec)

MAI  
15  
1997

Visite de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL, S.E.M. Carlos Augusto Rego Santos NEVES (Québec)

MAI  
15  
1997

Visite du chargé d'affaires des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, M. Thomas G. WESTON (Québec)

MAI  
19 au 21  
1997

Conférence des ministres francophones responsables des inforoutes (Montréal)

MAI  
22  
1997

Visite du président de l'Assemblée nationale de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. Philippe SÉGUIN à l'occasion du "Parlement écolier" (Québec)

MAI  
1997  
à préciser

Visite du Gouverneur de Merida (Vénézuëla) (Québec)

JUIN 26 au 29 1997	Organisation latino-américaine de l'Énergie (OLADE)	(Montréal)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE TURQUE, S.E.M. Omer ERSUN  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR, S.E.M. Alfredo CRESPO Cordero  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle du haut-commissaire de la GUYANE, S.E.M. B.H. BENN  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite de courtoisie du haut-commissaire pour le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, S.E.M. Frank MURRAY  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle de l'ambassadeur de l'UNION DE MYANMAR, S.E.M. Kyaw WIN  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle de l'ambassadeur d'UKRAINE, S.E.M. Volodymyr FURKALO  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle du haut-commissaire de la RÉPUBLIQUE DE MAURICE, S.E.M. Chitmansing JESSERAMSING  Ministre MRI	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite de prise de poste du consul de la RÉPUBLIQUE TUNISIENNE, M. Abdelaziz GHODBANE	(Québec)
JUIN 1997 à préciser	Visite officielle de l'ambassadeur de la RÉPUBLIQUE DU BÉNIN, S.E.M. Léopold DAVID-GNAHOUI  Ministre MRI	(Québec)

SEPTEMBRE 18 au 22 1997	Conférence des parlementaires des Amériques (COPA)	(Québec)
JANVIER 1998 à préciser	Réunion du Conseil pontifical de la Culture	(Québec)

23.29

24. Détails du projet de la Centrale d'enseignement du Québec pour la mise en place de classes bilingues au Vietnam en collaboration avec l'AUPELF-UREF (calendrier de réalisation, nombre de classes, effectifs scolaires, nombre de professeurs, budget, objectifs, etc.)

**TITRE : Détails du projet de la Centrale d'enseignement du Québec pour la mise en place de classes bilingues au Vietnam en collaboration avec l'AUPELF-UREF**

À l'instar de la France et de la Communauté française de Belgique (CFB), le gouvernement du Québec apporte sa contribution à la réalisation du programme des classes bilingues au Vietnam. Ce programme a été mis sur pied suite à un protocole d'entente entre l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF) et le ministre vietnamien de l'Éducation nationale.

L'objectif de ce programme consiste à apprendre aux enfants à parler, à lire, écrire et compter à la fois dans la langue maternelle et en français. Ainsi, dès la première année de l'ordre d'enseignement primaire, dix heures d'enseignement par semaine sont consacrées à l'enseignement du français tandis que les mathématiques sont enseignées en français. Lors du niveau secondaire, les dix heures d'enseignement du français sont maintenues et diverses disciplines scientifiques profitent d'un enseignement en français (ex.: mathématiques, physique, chimie, biologie).

Il y a actuellement au Vietnam 381 classes bilingues (du primaire à la 10<sup>ième</sup> année) regroupant plus de 11 000 élèves répartis dans 69 établissements de 18 villes et de 17 provinces vietnamiennes.

Au cours de la dernière année scolaire, 1996-1997, le Québec, par le biais de son mandataire la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), a mis à disposition quatre enseignants pour ce programme. Les enseignants qui participent à ce programme ne sont pas rémunérés. Ils sont recrutés par le CEQ parmi des enseignants disponibles (ex.: retraités, enseignants à traitement différé, etc.).

La contribution financière du gouvernement du Québec à la CEQ a été de 75 000 \$ en 1995-1996 et 49 500 \$ en 1996-1997 (types de frais couverts pour les enseignants: vaccination, transports internationaux, transports locaux, hébergement, séjour...). L'AUPELF-UREF pour sa part apporte une contribution équivalente à celle du Québec pour chaque enseignant.

Par ailleurs, l'AUPELF-UREF a désigné deux experts extérieurs afin de procéder à l'évaluation de ce programme et celle-ci sera éventuellement disponible pour les pays et gouvernements de la francophonie.

À l'aube du Sommet des chefs d'États et de gouvernements de la francophonie internationale qui se tiendra au Vietnam en novembre 1997, ce programme démontre l'intérêt du Vietnam pour la francophonie.

25. Copie du plan d'action international découlant du plan stratégique du ministère des Relations internationales



**TITRE : Copie du plan d'action international découlant du plan stratégique du ministère des Relations internationales**

Le Ministère prévoit compléter au cours des prochains mois le plan d'action triennal du gouvernement.

26. Mandats donnés et réalisés par le Fonds spécial de la gestion des immeubles à l'étranger (FoGIQE) en 1996-1997 et 1997-1998

**TITRE : Mandats réalisés par le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger**

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FoGIQE) a pour objet de gérer et de financer les biens et services de nature mobilière et immobilière fournis aux représentations du Québec à l'étranger.

Outre la gestion des dépenses courantes telles le loyer, les dépenses d'exploitation, l'acquisition de mobilier, etc. le FoGIQE a réalisé les mandats suivants:

**1996-1997**

- . Coordonner la fermeture de 13 représentations à l'étranger, volet immobilier. (Résiliation des contrats de location, négociation des indemnités de fermeture, disposition du mobilier).
- . Étude de marché et négociation des conditions de renouvellement du contrat de location des espaces à bureaux de la délégation générale du Québec à Londres.
- . Élaboration des devis de rénovation des locaux de la délégation générale du Québec à Londres. Les travaux, évalués à 1 200 000\$, ont débuté en novembre 96 et se termineront en mai 97.
- . Relocalisation du bureau du Tourisme du Québec à Washington (Étude de marché, négociation du nouveau contrat de location, concept d'aménagement, construction des aménagements et coordination du déménagement).
- . Suite à la fermeture de la délégation générale du Québec à Hong Kong, déménagement des services de l'immigration du Québec à l'intérieur des locaux du Commissariat du Canada à Hong Kong.
- . Renouvellement du véhicule de la délégation générale du Québec à Mexico.
- . Renouvellement du contrat de location des bureaux de la délégation générale du Québec à Mexico.
- . Standardisation du câblage informatique et téléphonique dans les représentations de Mexico, Londres et Washington.

**1997-1998**

- . Location et aménagement de l'appartement du délégué général du Québec aux affaires multilatérales à New York.
- . Dans le cadre du renouvellement du contrat de location des locaux des services de l'immigration du Québec à Paris, procéder aux études de marché dans le but de négocier les conditions financières du renouvellement du contrat sur la rue Boétie ou recommander la relocalisation des bureaux dans des locaux permettant de réaliser des économies de loyer.
- . Acquisition des bureaux de la délégation générale du Québec à Mexico.
- . Sous-location des espaces excédentaires à New York
- . Dans le cadre du renouvellement du contrat de location des locaux de la délégation générale du Québec à Bruxelles, procéder aux études de marché et à la négociation des conditions de renouvellement du contrat de location.
- . Standardisation du câblage informatique et téléphonique dans les représentations de Bruxelles et Tokyo.
- . Renouvellement du contrat de location de la résidence officielle de la délégation générale du Québec à Mexico.

27. Copies des ententes intervenues entre le ministère des Relations internationales et l'entreprise privée, le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements, ou avec des organismes relatives au partage des locaux et aux frais communs des attachés commerciaux hors Québec

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Copies des ententes intervenues entre le ministère des Relations internationales et l'entreprise privée, le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements, ou avec des organismes relatives au partage des locaux et aux frais communs des attachés commerciaux hors Québec

L'entente avec la Banque nationale du Canada pour permettre aux agents commerciaux du gouvernement du Québec d'opérer aux États-Unis (Atlanta, Boston, Chicago, Los Angeles) a déjà été rendue publique.

28. Copie du code d'éthique des attachés commerciaux du ministère des Relations internationales et du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme logés dans des espaces loués par le gouvernement du Québec à l'étranger

**TITRE :** Copie du code d'éthique des attachés commerciaux du ministère des Relations internationales et du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme logés dans des espaces loués par le gouvernement du Québec à l'étranger.

Les articles suivants sont inclus au contrat des attachés commerciaux qui sont logés dans des espaces loués par le gouvernement du Québec à l'étranger.

Article 5.2

Exclusivité de services et conflit d'intérêts

Le CONTRACTANT accorde aux MINISTRES l'exclusivité de ses services professionnels.

Le CONTRACTANT ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de ses fonctions. Il doit de plus, porter à l'attention de son supérieur, toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts.

Article 5.3

Discretion professionnelle

Le CONTRACTANT s'engage à exécuter ses fonctions avec toute la discrétion professionnelle requise; il s'engage notamment à ne divulguer aucune information à caractère confidentiel à une personne autre que son supérieur immédiat.

Article 7.1

Propriété et droits d'auteur

Les travaux réalisés par le CONTRACTANT en vertu du présent contrat, y compris les accessoires, tels les rapports de recherche et autres, deviendront la propriété entière et exclusive des MINISTRES qui pourront en disposer à son gré.

Le CONTRACTANT cède et transporte aux MINISTRES, qui acceptent, tous les droits d'auteur qui peuvent lui échoir sur tous les travaux réalisés en vertu du présent contrat.

Cette session de droits d'auteur est consentie sans limite de territoire, ni de temps et sans limite de quelque nature que ce soit.

Toute considération pour la cession de droits d'auteur consentie en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération.

Le CONTRACTANT garantit les MINISTRES qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat et notamment de consentir la cession de droits d'auteur prévue au présent article et garantit les MINISTRES contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

Le CONTRACTANT s'engage à indemniser et libérer les MINISTRES de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

29. Copie du sondage réalisé par madame Anne-Lise Trépanier en novembre 1995 suite à un contrat de services portant sur la réalisation d'un contrat de recherches entre le 10 octobre 1995 et le 31 mars 1996



**TITRE :** Copie du sondage réalisé par madame Anne-Lise Trépanier en novembre 1995 suite à un contrat de services portant sur la réalisation d'un contrat de recherches entre le 10 octobre 1995 et le 31 mars 1996

Le contrat conclu avec madame Anne-Lise Trépanier ne concerne pas un sondage.

30. Copie du plan informatique du ministère (siège) et du réseau

**TITRE : LE PLAN INFORMATIQUE DU MINISTÈRE EST ESSENTIELLEMENT  
CONSTITUÉ DE L'IMPLANTATION DU BUREAU INFORMATISÉ  
QUI SE RÉSUME COMME SUIT :**

***Les objectifs et résultats attendus***

- Fournir des outils de travail plus performants et plus faciles d'utilisation.
- Permettre au personnel d'avoir accès à des banques d'informations notamment par l'entremise d'Internet.
- Mettre sur pied un réseau de télécommunication intégré et uniforme pour permettre la mise en œuvre d'un véritable intranet ministériel.
- Permettre éventuellement des transactions électroniques avec nos partenaires.
- Réduire les coûts de courrier électronique notamment.

***Les moyens***

- Interface graphique Windows.
- Suite de logiciels Microsoft.
- Installation ou amélioration du réseau Novell.
- Installation d'Internet en réseau.
- Nouveau logiciel de courrier électronique.
- Formation et support de tout le personnel sur l'utilisation des appareils et logiciels.

***Les coûts***

- Au Québec : 1,1 M\$ dont 40 000 \$ en formation.
- À l'étranger : 1,8 M\$ dont 135 000 \$ en formation (à venir).
- Total : 2,9 M\$ et 175 000 \$ en formation.

31. Compte rendu des rencontres de briefing tenues à Québec en novembre 1996 réunissant les délégués du Québec à l'étranger avec les ministres et hauts fonctionnaires, ministère de l'Économie et des Finances, de l'Industrie du Commerce, de la Science et de la Technologie et du ministère des Relations internationales

## MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Compte rendu des rencontres de briefing tenues à Québec en novembre 1996 réunissant les délégués du Québec à l'étranger avec les ministres et hauts fonctionnaires, ministère de l'Économie et des Finances, de l'Industrie du Commerce, de la Science et de la Technologie et du ministère des Relations internationales

Les rencontres tenues à Québec entre le 19 et le 22 novembre 1996 se résument en des séances de travail qui ont porté sur les grands chantiers en cours au Québec, l'organisation ministérielle, les modalités de fonctionnement, les ressources et sur la concertation interministérielle.

La synthèse de ces séances de travail est un document interne à l'administration du ministère pour lui permettre d'assurer les suivis.

**32. Rapport de l'étude réalisée par le ministère des Relations internationales avec les autres ministères sectoriels**

**TITRE : ÉTUDES RÉALISÉES PAR LE MRI CONCERNANT LES RELATIONS AVEC LES AUTRES MINISTÈRES SECTORIELS.**

Le ministère des Relations internationales n'a pas réalisé d'études concernant ses relations avec les autres ministères sectoriels.

Dans le cadre du processus de réaligement amorcé sous le gouvernement précédent, un comité avait réalisé une étude portant sur les relations entre l'ex-MAIICC et les ministères sectoriels.

Cette étude, réalisée au cours du printemps et de l'été 1994, portait sur les relations interministérielles et sur les clientèles du gouvernement. Elle visait à améliorer le service à ces clientèles et à clarifier les responsabilités des ministères et organismes en tenant compte de celles qui étaient confiées au MAIICC.

La grande majorité de ces recommandations ont été retenues lors de la mise en place du MRI.

**RAPPORT DU  
SOUS-GROUPE DE TRAVAIL  
SUR LES CLIENTÈLES SECTORIELLES**

**Groupe de travail sur le réalignement**



## **INTRODUCTION**

Le sous-groupe de travail sur les clientèles sectorielles a été mis sur pied le 25 mai 1994 par monsieur Norman Riddell, sous-ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Dans la note et le mandat (annexe 1) qu'il transmettait alors aux membres du sous-groupe <sup>1</sup> de travail, le sous-ministre soulignait que, *"dans le cadre du plan d'action sur le réalignement qui sera soumis au Secrétaire général du gouvernement, il y a lieu de poursuivre la réflexion sur les scénarios, favorisant à la fois les améliorations qui pourraient être apportées à certains produits et services et la possibilité d'en confier la production et la livraison à une autre instance"*. Le sous-ministre ajoutait que *"le BSM a déjà approuvé quatre mandats de travail proposés par le Groupe de travail sur le réalignement (GTR) sur certains grands aspects des produits et services du secteur AI (du MAIICC), dont l'un porte sur les clientèles sectorielles"*.

### **1. LE MANDAT DU SOUS-GROUPE DE TRAVAIL**

#### **Mandat initial**

Le mandat initial du sous-groupe de travail sur les clientèles sectorielles se libellait ainsi:

*"Le secteur AI du MAIICC est en relation avec trois principaux types de clients non gouvernementaux (milieux des affaires, de la recherche et de la culture) qui sont déjà desservis, sur d'autres plans, par des ministères sectoriels. Des produits et services complémentaires sont ainsi livrés par plusieurs ministères.*

*Aussi, tenant compte des critères d'efficacité, de non-dédoublement, de responsabilisation des ministères et organismes ainsi que de cohérence de l'action gouvernementale:*

- *Quel serait, de l'avis du sous-groupe de travail, le producteur optimal pour trois <sup>2</sup> des principaux produits livrés à chacun des trois types de clients?*
- *Quelles seraient les modalités possibles de livraison de ces mêmes produits?"*

#### **Mandat précisé et élargi**

Suite au dépôt (7 juillet) du rapport préliminaire (annexe 3) du sous-groupe sur les produits et services livrés aux clientèles des milieux de la recherche scientifique et de la culture, le sous-ministre a indiqué, lors d'une rencontre avec le sous-groupe, qu'il souhaitait que celui-ci attache une importance particulière à un aspect précis de son mandat et qu'il aborde un aspect non expressément mentionné dans le mandat initial.

---

<sup>1</sup> On trouvera la liste des membres du sous-groupe de travail sur les clientèles sectorielles à l'annexe 2

<sup>2</sup> Au cours des travaux du sous-groupe, il a été établi avec le sous-ministre que cette mention de "trois" produits se trouvait dans le mandat à titre purement indicatif et qu'il revenait au sous-groupe de présenter les cas pouvant avoir valeur d'exemples, de la façon et selon le nombre appropriés

En effet, dans le cadre de l'examen des relations du Ministère avec les clientèles gouvernementales (M/O), le sous-ministre a indiqué que le rapport préliminaire définissait de façon insuffisante les fonctions propres du MAIICC, en particulier dans son rôle horizontal. Compte tenu que les M/O ne perçoivent pas spontanément l'intérêt à ce que leurs activités internationales soient coordonnées par une agence centrale, en l'occurrence le MAIICC, le sous-ministre a souligné l'importance de définir des produits et services du Ministère qui soient complémentaires à ceux des M/O et qui rendent crédible et légitime l'intervention du Ministère.

En second lieu, le sous-ministre a invité le sous-groupe à donner son avis sur les responsabilités sectorielles du MAIICC, en particulier dans le domaine des affaires.

## 2. LES CLIENTELES ACTUELLES DU MAIICC

Dans le mandat qui lui est actuellement confié, le MAIICC a la responsabilité de desservir essentiellement quatre types de clientèles:

- l'État (incluant ses ministères et organismes);
- les exportateurs de biens et services et les milieux associés, suite à la fusion du MRI et du MCE en 1988;
- les investisseurs étrangers, surtout depuis la création du Bureau des Investissements étrangers en 1992;
- les immigrants et les communautés culturelles, suite à la fusion du MAI et du MCCI en 1994.

Dans le cas de l'État, le MAIICC agit plutôt comme *"agence centrale"*, alors que vis-à-vis des trois autres clientèles le MAIICC agit davantage comme *"ministère sectoriel"*.

## 3. LA DÉMARCHE DU SOUS-GROUPE DE TRAVAIL

Conformément à l'orientation générale sur laquelle s'appuie l'Opération réalignement, le sous-groupe a, dans son rapport préliminaire, conclu que l'étude des produits et services livrés aux clientèles sectorielles ne relevant pas du Ministère devrait se faire dans une perspective d'efficience, de simplification des procédures administratives et de responsabilisation des ministères sectoriels, le Ministère devant davantage agir comme organisme central responsable de la coordination et de la cohésion de l'action gouvernementale internationale.

Les précisions qui ont été apportées par le sous-ministre par rapport au mandat initial ont aussi grandement influencé la démarche de réflexion et d'analyse. Celle-ci s'est réalisée selon les étapes suivantes:

- a. L'examen des rapports avec les clientèles des milieux de la recherche scientifique, de la culture et des affaires
  - Dans les domaines de la recherche scientifique et de la culture, le sous-groupe a examiné trois cadres de coopération à partir desquels des conclusions générales ont été dégagées quant au rôle que le MAIICC joue et devrait jouer dans ces dossiers. Par ailleurs, pour la culture, le sous-groupe a aussi tenté de dégager la spécificité de l'action du MAIICC, compte tenu de la multiplicité d'intervenants gouvernementaux et, par voie de conséquence, de produits et services livrés à la clientèle.

\* *À la suite de l'examen des produits et services livrés à ces deux milieux, le sous-groupe a dégagé certaines conclusions qui se retrouvent dans le rapport préliminaire (annexe 3) présenté au sous-ministre. Les principaux éléments qui se dégagent de ces conclusions sont repris dans les recommandations du présent rapport.*

- Dans le domaine des affaires, le sous-groupe a centré sa réflexion sur les deux domaines sectoriels où intervient le MAIICC, soit les investissements étrangers et le commerce international. Par rapport au premier secteur, la réflexion du sous-groupe a porté sur les conditions de succès nécessaires à la promotion et la recherche d'investissements étrangers. Quant au commerce international, c'est davantage le fonctionnement de ce secteur qui a retenu l'attention du sous-groupe.

b. La définition du rôle du Ministère

En second lieu, le sous-groupe a examiné les fonctions et les moyens d'action propres du Ministère, en particulier en regard de sa mission horizontale.

c. L'arrimage du rôle du Ministère au sein de l'appareil gouvernemental

Le sous-groupe a enfin examiné les moyens favorisant l'arrimage du rôle du Ministère au sein de l'appareil gouvernemental, principalement en tant que ministère à vocation horizontale. Par voie de conséquence, il a dégagé certaines conditions nécessaires à l'établissement de relations harmonieuses et fonctionnelles entre le MAIICC et les M/O sectoriels.

#### 4. UN CHOIX DÉTERMINANT: UN MINISTÈRE AVEC OU SANS MISSION SECTORIELLE

Les problèmes et les malaises observés dans les relations entre le MAIICC et les M/O sectoriels sont partiellement dus à la confusion dans la perception des rôles du MAIICC, et ce autant au sein du Ministère que dans les autres M/O. Cette confusion provient en partie du fait que, dans les dossiers sectoriels de son mandat, le MAIICC se trouve dans une position à la fois de coordonnateur - comme "*agence centrale*" - et d'acteur, en tant que "*ministère sectoriel*".

Pour ces raisons et compte tenu de son mandat recentré et élargi, le sous-groupe a examiné les conséquences de la coexistence, au MAIICC, de fonctions horizontales et sectorielles, et ce d'un double point de vue:

- Le ministère ou organisme pouvant le mieux desservir la clientèle (le producteur optimal);
- l'efficacité (les modalités de livraison).

## **5. L'EXAMEN DU ROLE DU MAIICC DANS SES TROIS RESPONSABILITÉS SECTORIELLES**

### **a. Les investissements étrangers**

Considérant que, dans le contexte actuel, le Québec est peu performant dans ce secteur, le sous-groupe a examiné les conditions de succès nécessaires à la promotion et à la recherche d'investissements étrangers. Ces conditions, présentées plus en détails à l'annexe 4, peuvent se regrouper en fonction des éléments suivants:

- la légitimité (et apparence de légitimité);
- le pouvoir d'influence;
- l'imputabilité (et incitatifs à la performance);
- le pouvoir d'engager le gouvernement;
- la maîtrise d'oeuvre, la liberté d'action, l'autonomie;
- la crédibilité;
- la rapidité d'intervention;
- la masse critique des moyens d'intervention;
- le choix et l'allocation des ressources;
- la présence internationale.

De l'avis du sous-groupe, la pleine réalisation de ces conditions de succès implique la création d'un organisme, distinct et unique, responsable des investissements étrangers: une agence ou une société d'État. Cet organisme devrait avoir les caractéristiques suivantes:

- un haut degré d'autonomie;
- un rattachement à l'État, via un ministre de tutelle possédant un large mandat horizontal (ex.: le Premier ministre ou le ministre responsable des affaires internationales);
- un conseil d'administration composé de représentants du gouvernement et du secteur privé;
- un arrimage, à l'étranger, avec le réseau du MAIICC;
- un personnel non soumis à la Loi de la Fonction publique.

### **b. Le commerce international**

Le MAIICC, dont le mandat est d'aider les entreprises à l'exportation, a mis sur pied, à cette fin, une série de mesures qui s'ajoutent au soutien technique qu'il peut offrir en raison de l'expertise géographique qu'il a su développer. Parmi ces mesures, le Programme d'Aide pour la Promotion des Exportations (APEX) est sans doute celle qui est la plus connue et la plus utilisée par les entreprises exportatrices. Ces mesures d'aide, mises sur pied au cours des dernières années, fonctionnent très bien et sont appréciées par ceux qui y font appel.

Dans le secteur public, en plus du MAIICC, d'autres M/O sont des intervenants importants en commerce international:

- le ministère du Tourisme;
- le ministère de la Culture et des Communications;
- le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie;
- les sociétés qui relèvent du MICST;
- Hydro-Québec (HQ/HQI);
- SOGIC/SODEC.

En regard de cette responsabilité du MAIICC en matière de commerce international, le sous-groupe a dégagé les conclusions suivantes:

- le MAIICC exerce un rôle sectoriel en tant que gestionnaire de programmes d'aide au bénéfice de clientèles d'affaires;
- la coordination pose parfois problème, en raison notamment de la confusion entre le rôle du MAIICC et celui de certains autres ministères;
- les problèmes et les zones grises se retrouvent surtout entre le MAIICC et le MICST, deux ministères dont les fonctions sont interreliées.

Comme dans le cas des investissements, le sous-groupe s'est demandé si le MAIICC devait, oui ou non, conserver cette responsabilité sectorielle du commerce international. Face à cette question, deux thèses ont été examinées:

**Thèse A      La gestion des programmes d'aide financière et technique devrait demeurer au MAIICC**

Arguments en faveur de la thèse A:

- Les relations internationales reposent aujourd'hui sur deux dimensions incontournables et intimement interreliées, soit les relations diplomatiques (politiques) et les relations commerciales. Celles-ci, pour la majorité des États d'ailleurs, conditionnent très souvent les choix politiques et diplomatiques.
- Les liens que le Québec entretient dans plusieurs pays ont été à l'origine et sont, souvent encore, des liens commerciaux. Enlever au Ministère la dimension des programmes d'aide financière et technique contribue à le priver d'une capacité d'action qui touche l'un de ses mandats propres, soit l'accès aux gouvernements étrangers.
- Le retrait de ces programmes, en coupant le Ministère des clientèles d'affaires, le priverait de points d'appui concrets dans son action internationale et hypothéquerait sérieusement son rôle-conseil.
- Les clientèles d'affaires ou assimilées recherchent, dans leurs démarches à l'international, le support de spécialistes de la réalité internationale à laquelle ils sont confrontés. Ces spécialistes se trouvent actuellement au Ministère, dont l'une des spécificités est de développer une connaissance concrète de la réalité internationale. Le transfert des programmes précités aura pour effet de diriger les clients vers des spécialistes sectoriels ou d'obliger le ministère d'accueil à développer cette compétence sans que le client soit mieux servi.

**Thèse B      La gestion des programmes d'aide financière et technique devrait être transférée au MICST**

Arguments en faveur de la thèse B:

- A la lumière des fonctions horizontales qui lui sont confiées, telles que consignées au point 6 du présent rapport, le Ministère n'a pas pour vocation première de desservir une clientèle sectorielle spécifique, mais bien plutôt le gouvernement lui-même et l'ensemble de ses M/O.
- Dans la mesure où les programmes d'aide financière et technique ont été conçus expressément au bénéfice des producteurs québécois de biens et services (industriels, scientifiques et technologiques), la gestion de ces programmes d'aide pourrait tout aussi bien être exercée par le MICST <sup>3</sup>, dont la vocation naturelle est de rencontrer les attentes exprimées par cette clientèle particulière.
- Le ministère du Tourisme, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de la Culture et des Communications (par la SOGIC/SODEC) n'assument-ils pas déjà eux-mêmes une grande part de la dimension internationale de leur mandat spécifique, sans que cela ne mette en péril l'existence du Ministère?
- L'administration des programmes APEX accapare, en raison même de leur importance jugée stratégique, une part de plus en plus élevée des ressources humaines et financières du Ministère. Cette situation a comme effet de réduire considérablement le temps de travail et les disponibilités budgétaires consacrées à l'exercice d'autres fonctions pourtant jugées essentielles à la vitalité du Ministère.

Le sous-groupe n'a pu trancher, de façon unanime, en faveur de l'une ou l'autre de ces deux thèses. Il tient toutefois à souligner que, dans le cas de la deuxième hypothèse, soit celle du transfert, le MAIICC, en vertu de sa mission horizontale et comme pour tous les autres secteurs de l'activité gouvernementale, conserverait les fonctions suivantes:

- définir la politique économique et commerciale globale au plan international;
- assurer le monitoring des réalités économiques et commerciales à l'étranger;
- négocier les ententes et les règlements internationaux au plan commercial;
- diriger les opérations à l'étranger et, notamment, assurer la supervision administrative des conseillers économiques en poste.

---

<sup>3</sup> Dans le cas des industries culturelles, cette responsabilité, s'il y avait transfert, serait confiée à la SOGIC/SODEC.

c. L'Immigration et les Communautés culturelles

Le sous-groupe n'a pas examiné en détail ce volet du mandat du MAIICC. Il est cependant d'avis que, pour des raisons d'efficacité et de production optimale, il serait souhaitable que cette responsabilité sectorielle soit assumée par un ministère distinct.

\* \* \*

En conclusion de cet examen des responsabilités sectorielles du MAIICC, le sous-groupe convient des points suivants:

- la décision d'évoluer vers un ministère à vocation essentiellement horizontale ou de maintenir un ministère avec une ou plusieurs responsabilités sectorielles relève d'un choix politique;
- ce choix a un impact important sur la nature des relations que le ministère responsable des affaires internationales doit entretenir avec les autres M/O sectoriels;
- quel que soit le choix retenu à cet égard, une définition claire du rôle du Ministère en tant qu'organisme à vocation horizontale et un renforcement de ce rôle apparaissent essentiels;
- advenant le maintien de missions sectorielles au Ministère, celles-ci devraient, autant que possible, être distinguées de sa mission horizontale, en particulier aux plans administratif et budgétaire.

**6. LE ROLE DU MAIICC DANS SA MISSION HORIZONTALE**

Compte tenu de la confusion dans la perception des rôles du MAIICC, le sous-groupe a jugé nécessaire de préciser ce qui lui apparaît comme constituant les éléments principaux de la mission horizontale du Ministère, soit ses fonctions et ses moyens d'action propres.

a. Les fonctions:

- élaborer, à l'intention du gouvernement, la politique internationale et les stratégies afférentes;
- s'assurer de la mise en oeuvre et du respect de cette politique, de même que des stratégies retenues par le gouvernement;
- inciter les M/O à assumer la dimension internationale de leur responsabilité sectorielle et leur fournir, à cet effet, le conseil et le support nécessaires;
- diriger, à l'étranger, l'action du gouvernement ainsi que celle de ses M/O;
- établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- négocier et s'assurer de la mise en oeuvre des accords internationaux signés avec les gouvernements étrangers ainsi que ceux auxquels le gouvernement a souscrit en adhérant à une organisation internationale;
- conseiller le gouvernement en matière d'adhésion à des conventions internationales;
- promouvoir et défendre l'image du Québec à l'étranger.

b. Les moyens d'action propres:

- le réseau du MAIICC à l'étranger de même que les contacts et appuis qu'il permet;
- l'information stratégique internationale;
- l'accès aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales;
- l'expertise dans la négociation et la gestion d'ententes internationales.

En tant que ministère à vocation horizontale, le MAIICC agit fondamentalement pour et avec les diverses composantes de l'appareil gouvernemental. Par conséquent, les fonctions qui lui sont propres doivent être exercées de concert et avec la participation des M/O sectoriels. De plus, ses moyens d'action doivent être développés et organisés non seulement comme des moyens lui permettant de réaliser ses fonctions propres, mais également comme des moyens utiles et nécessaires aux autres M/O sectoriels dans le cadre de leurs activités internationales.

## 7. LES RELATIONS DU MAIICC AVEC L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL

C'est au ministère responsable des affaires internationales qu'il revient de conseiller le gouvernement en matière de politique internationale et de s'assurer de la mise en oeuvre de cette politique, c'est-à-dire d'imprimer vision, cohérence et efficacité à l'action internationale du gouvernement. Il va de soi que l'importance accordée par le gouvernement à cette fonction est, au départ, un facteur essentiel de réussite. Cependant, pour que son leadership soit reconnu en ce domaine, le sous-groupe est d'avis qu'il faut susciter le plus large consensus à l'endroit de ce rôle du Ministère et à l'endroit des orientations, stratégies et programmes qui composent cette politique. La confiance que lui porteront les ministères partenaires déterminera largement le succès ou l'échec de sa propre action.

Pour que cette confiance puisse être établie, il est essentiel que les M/O sectoriels soient convaincus que le rôle du MAIICC est un rôle:

- complémentaire à celui des M/O;
- essentiel à l'efficacité des M/O dans la conduite de leur action sectorielle en matière internationale;
- favorisant la responsabilisation des M/O concernés;
- pouvant s'ajuster aux circonstances et capable de tenir compte d'approches différentes entre les M/O.

Afin d'assurer l'exercice du rôle de coordination du MAIICC au sein de l'appareil gouvernemental ainsi qu'une gestion efficace des dossiers à dimension internationale, le sous-groupe propose les mécanismes suivants:

- Un rôle plus actif du Comité ministériel (CCAI) - prévu par la loi - qui, notamment, examinerait les dossiers majeurs à dimension internationale, se prononcerait sur les questions à caractère politique et ferait ses recommandations en matière de politique internationale.



- La mise sur pied d'un comité sous-ministériel, présidé par le sous-ministre du MAIICC et regroupant les sous-ministres des ministères les plus concernés par le domaine international. Ce comité:
  - . conviendrait des modalités d'exercice du rôle du MAIICC et établirait clairement la complémentarité, la légitimité et la pertinence des rôles respectifs;
  - . examinerait toutes les questions d'intérêt commun, telles que:
    - le développement des politiques,
    - les mécanismes de coordination et de collaboration,
    - les problèmes ad hoc, les litiges, les présentations de positions respectives,
    - les attentes des M/O;
  - . acheminerait au Comité ministériel (CCAI), après examen et avec recommandations, toute question nécessitant une décision politique.
- La désignation d'un fonctionnaire du MAIICC pour agir à titre de secrétaire à plein temps, à la fois du Comité sous-ministériel et du Comité ministériel (CCAI).

Par ailleurs, il serait important que l'ensemble du personnel du MAIICC soit associé à la démarche visant à préciser le rôle du Ministère et ses modalités d'exercice. A cette fin, le sous-groupe propose les étapes suivantes:

- Les recommandations du présent rapport devraient, dans un premier temps, être discutées avec le personnel cadre du Ministère.
- Par la suite, elles devraient être présentées et faire l'objet d'échanges avec l'ensemble du personnel du Ministère.
- Le Ministère devrait, dans un troisième temps, élaborer et mettre en oeuvre une politique de développement de ses ressources humaines, visant notamment:
  - . à permettre à chaque employé de bien comprendre et de faire siens le rôle et les moyens d'action du Ministère et d'en connaître les implications en regard de ses fonctions propres;
  - . à développer une approche de concertation et de service des diverses clientèles, en particulier les M/O;
  - . à veiller à ce que chaque employé possède les compétences requises dans sa fonction pour réaliser la mission du Ministère avec un maximum d'efficacité.

## **8. LES RECOMMANDATIONS DU SOUS-GROUPE DE TRAVAIL**

- 1- **Que, dans sa mission horizontale, le MAIICC exerce les fonctions principales suivantes en y consacrant toute l'attention et toutes les ressources nécessaires:**
  - . élaborer, à l'intention du gouvernement, la politique internationale et les stratégies afférentes;
  - . s'assurer de la mise en oeuvre et du respect de cette politique, de même que des stratégies retenues par le gouvernement;

- inciter les M/O à assumer la dimension internationale de leur responsabilité sectorielle et leur fournir, à cet effet, le conseil et le support nécessaires;
  - diriger, à l'étranger, l'action du gouvernement ainsi que celle de ses M/O;
  - établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
  - négocier et s'assurer de la mise en oeuvre des accords internationaux signés avec les gouvernements étrangers ainsi que ceux auxquels le gouvernement a souscrit en adhérant à une organisation internationale;
  - conseiller le gouvernement en matière d'adhésion à des conventions internationales;
  - promouvoir et défendre l'image du Québec à l'étranger.
- 2- Que le MAIICC laisse aux M/O sectoriels la responsabilité des liens à établir et des services à rendre aux clientèles de leurs secteurs respectifs en matière internationale, sauf dans un certain nombre de cas particuliers, tels que:
- dans les secteurs pour lesquels le MAIICC détient une mission sectorielle;
  - pour certains motifs politiques reliés aux intérêts supérieurs du Québec par rapport à l'étranger, notamment le respect d'engagements internationaux;
  - lorsqu'une intervention s'avère nécessaire pour amorcer une coopération internationale qui sera poursuivie, par la suite, par le ministère sectoriel concerné;
  - lorsque les clientèles sont multisectorielles et que le Ministère est le mieux placé pour agir.
- 3- Que la responsabilité sectorielle de l'immigration et des communautés culturelles soit confiée à un ministère distinct.
- 4- Que, pour améliorer les résultats en matière d'investissements étrangers, la responsabilité de ce domaine sectoriel soit confiée à une société d'État rattachée à un ministre de tutelle possédant un large mandat horizontal (ex.: le Premier ministre, le ministre responsable des affaires internationales,...).
- 5- Que la réflexion amorcée par le sous-groupe de travail sur l'avantage de maintenir ou non au MAIICC la gestion des programmes d'aide financière et technique relatifs au commerce international soit poursuivie.

- 6- Que, dans le cas où la gestion des programmes d'aide financière et technique relatifs au commerce international serait confiée à un autre ministère, le MAIICC conserve, en vertu de sa mission horizontale, les responsabilités suivantes, comparables à celles qu'il exerce pour les autres secteurs de l'activité gouvernementale:
- . définir la politique économique et commerciale globale au plan international;
  - . assurer le monitoring des réalités économiques et commerciales à l'étranger;
  - . négocier les ententes et les règlements internationaux au plan commercial;
  - . diriger les opérations à l'étranger et, notamment, assurer la supervision administrative des conseillers économiques en poste.
- 7- Qu'advenant le maintien de missions sectorielles au MAIICC, celles-ci soient distinguées autant que possible de sa mission horizontale, en particulier aux plans administratif et budgétaire.
- 8- Que le MAIICC s'engage avec les M/O partenaires dans une démarche visant à préciser son rôle en tant qu'agence centrale et à renforcer l'exercice de ce rôle au sein de l'appareil gouvernemental.
- 9- Que, dans l'exercice de sa mission horizontale, le MAIICC exerce ses fonctions de concert et avec la participation des autres composantes de l'État et que ses moyens d'action, en plus de lui servir à réaliser ses fonctions propres, soient conçus comme des moyens utiles et nécessaires aux autres M/O dans le cadre de leurs activités internationales.
- 10- Que le Comité ministériel (CCAI), prévu par la loi, joue un rôle plus actif, afin notamment d'examiner les dossiers majeurs à dimension internationale, de se prononcer sur les questions à caractère politique et de faire des recommandations en matière de politique internationale.
- 11- Qu'un comité sous-ministériel, présidé par le sous-ministre du MAIICC et regroupant les sous-ministres des ministères les plus concernés par le domaine international, soit mis sur pied en vue d'établir un consensus sur les modalités d'exercice du rôle du Ministère par rapport aux M/O, de définir les mécanismes efficaces de collaboration, de conseiller les autorités politiques - en particulier le Comité ministériel (CCAI) - et de discuter de toute autre question d'intérêt commun.
- 12- Qu'un fonctionnaire du MAIICC soit désigné pour agir à titre de secrétaire à plein temps, à la fois du Comité ministériel (CCAI) et du Comité sous-ministériel.
- 13- Que l'ensemble du personnel du MAIICC soit associé à la démarche visant à préciser le rôle du Ministère et ses modalités d'exercice et que cette démarche se situe dans le prolongement de la réflexion amorcée par le sous-groupe de travail. A cette fin, les étapes suivantes sont proposées:
- . les recommandations du présent rapport devraient, dans un premier temps, être discutées avec le personnel cadre du Ministère;

- par la suite, elles devraient être présentées et faire l'objet d'échanges avec l'ensemble du personnel du Ministère;
- le Ministère devrait, dans un troisième temps, élaborer et mettre en oeuvre une politique de développement de ses ressources humaines, visant notamment:
  - à permettre à chaque employé de bien comprendre et de faire siens le rôle et les moyens d'action du Ministère et d'en connaître les implications en regard de ses fonctions propres,
  - à développer une approche de concertation et de service des diverses clientèles, en particulier les M/O,
  - à veiller à ce que chaque employé possède les compétences requises dans sa fonction pour réaliser la mission du Ministère avec un maximum d'efficacité.

\* \* \*

27.09.94.

33. Copie du ou des plan(s) de développement des ressources humaines adopté(s) depuis le 29 janvier 1996

**TITRE : PLANS DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ADOPTÉS  
DEPUIS LE 29 JANVIER 1996**

Le Ministère a consacré un effort considérable à la formation des cadres et conseillers en affaires internationales, et ce en regard des connaissances et habiletés reliées à leurs fonctions. Le programme de formation en Relations internationales à l'intention des cadres et conseillers en affaires internationales que nous avons élaboré et dont vous trouverez ci-joint une copie, présente la programmation des activités hiver/printemps 1997.

Également, le Ministère a supporté la mise en place du bureau informatisé par des activités de formation à l'interne et a répondu à l'ensemble des autres demandes de formation qui ont été faites à la Direction des ressources humaines.

Au 31 mars 1997, on estime l'effort de développement 1996-1997 comparable à celui de 1995-1996, soit plus de 3 jours/personnes pour un coût global de 400 000 \$.

Programme  
de formation en  
Relations internationales  
à l'intention des cadres et  
conseillers en  
affaires internationales

**Programmation des activités  
Hiver / Printemps 1997**



Gouvernement du Québec  
**Ministère des Relations  
internationales**

## AVANT-PROPOS

La formation professionnelle est une priorité fondamentale du gouvernement du Québec. Elle l'est encore davantage au sein du ministère des Relations internationales, où, pour remplir efficacement notre mission, les cadres et les conseillers doivent constamment s'adapter aux réalités du monde contemporain. Elle est également un facteur de réussite du virage amorcé en juin dernier, par l'entrée en vigueur de la nouvelle structure administrative du Ministère.

La formation constitue un investissement, tant pour les employés que pour les unités administratives. Élément essentiel d'une gestion dynamique des ressources humaines, elle contribue à l'épanouissement individuel et élargit les perspectives de mobilité fonctionnelle et géographique des employés. En facilitant les échanges et la communication, elle améliore l'efficacité des services et permet le développement d'une culture commune qui renforce la cohésion de l'ensemble du personnel.

Dans cette perspective, la direction du Ministère a autorisé la diffusion, en septembre 1996, de la programmation automne 1996 du *"Programme de formation continue en relations internationales des cadres et des conseillers en affaires internationales"*. Bien qu'embryonnaire, cette première programmation a jeté les bases d'un développement durable des ressources humaines oeuvrant dans le domaine des relations internationales.

Vous trouverez ci-après la programmation des activités Hiver/Printemps 1997 du Programme de formation continue. Je vous invite à en prendre connaissance et à en discuter avec vos supérieurs et, bien sûr, à vous inscrire en grand nombre aux activités proposées.

J'attire votre attention sur la diffusion de trois nouvelles activités portant sur le perfectionnement de certaines habiletés professionnelles liées à l'exercice de la profession d'agent du service extérieur, soit: *"L'informatique, un outil essentiel à la pratique des relations internationales"*, *"L'analyse en relations internationales à partir de textes choisis"*, et *"La préparation d'un rapport au Conseil des ministres: un cas pratique"*. Les activités ont été développées spécifiquement pour le Ministère et ont été testées auprès d'un groupe restreint de cadres et de conseillers en relations internationales. Elles sont maintenant offertes en diffusion élargie et visent la majorité des cadres et des conseillers. Par ailleurs, deux nouvelles activités seront développées cet hiver, soit: *"La négociation en relations internationales"* et *"Les médias internationaux"*. Ces activités devraient être offertes en diffusion élargie à l'automne 1997.

Enfin, les cours intensifs de deux semaines ou semi-intensifs de quatre semaines en langue anglaise ou dans une autre langue étrangère seront dorénavant offerts de la mi-août à la fin septembre 1997. Ce faisant, nous croyons améliorer l'intérêt et la disponibilité des employés à y participer.

Bonne formation!

Gaston Gaudreau  
Directeur des Ressources humaines



**A) DÉVELOPPEMENT DES HABILETÉS PROFESSIONNELLES DES CADRES ET DES CONSEILLERS EN AFFAIRES INTERNATIONALES**

**Contexte**

L'apprentissage des habiletés professionnelles constitue un élément indispensable du parcours de tout agent du service extérieur. À cet égard, l'expérience de travail acquise au Ministère n'est pas toujours suffisante pour garantir le développement et le maintien des habiletés indispensables à l'exercice des fonctions.

Nous avons annoncé, lors de la programmation 1996, que trois sessions de formation visant le perfectionnement d'habiletés professionnelles spécifiques chez nos cadres et conseillers seraient développées et testées auprès d'un groupe pilote. Il s'agit de trois habiletés fondamentales pour l'agent du service extérieur, soit la recherche, l'analyse en relations internationales et la rédaction de notes et de rapports en relations internationales. Ces sessions ont été testées auprès de groupes pilotes composés essentiellement de cadres et de conseillers d'expérience. On peut dès maintenant confirmer que dans l'ensemble, les participants ont été très satisfaits et estiment que la majorité des cadres et des conseillers du Ministère ont intérêt à bénéficier de la formation.

**Méthode**

Diffusion, en collaboration avec des représentants du département des sciences politiques de l'Université de Sherbrooke, de trois sessions de formation.

**Session 1) L'informatique: un outil essentiel à la pratique des relations internationales**

Durée: 1 jour

Objectifs: Initier et familiariser les participants à l'utilisation du réseau Internet comme outil de recherche.

Explorer les différentes ressources (sites) utiles pour l'analyse des relations internationales.

Amorcer une réflexion sur l'utilité, les avantages et les risques de ce nouveau moyen d'information.

Commentaires des participants du groupe pilote lors de la diffusion de cette session:

*"Excellent"*

*"Très pertinent à nos activités"*

*"Tous les conseillers auraient intérêt à participer à cette activité"*

**Session 2) Bloc analyse**

**L'analyse en relations internationales à partir de textes choisis**

Durée: 2 jours

Objectifs: Procurer aux participants des instruments nécessaires à une meilleure compréhension des réalités internationales et à l'analyse des faits internationaux:

- sondage et construction d'un tableau interprétatif;
- explication sur la grille d'analyse pour savoir chercher, savoir interpréter et savoir recommander;
- analyse comparée.

Dégager l'utilité des grands paradigmes de la discipline dans la pratique des relations internationales:

- l'école classique;
- l'école du transnationalisme;
- l'école marxiste.

Commentaires des participants du groupe pilote lors de la diffusion de cette session:

*"Très intéressant et utile"*

*"La séance sur la Georgie a été des plus intéressantes et adaptée à la réalité du territoire"*

*"Excellent départ"*

**Session 3) Bloc exercice pratique**

**La préparation d'un rapport au Conseil des ministres; un cas pratique (La guerre du flétan)**

Durée: 2 jours

Objectifs: Permettre aux participants de mettre en pratique les connaissances acquises lors du bloc analyse:

- application de la grille d'analyse.

Participer aux principales étapes de la prise de décision, de l'analyse d'une question à la recommandation au Gouvernement d'une position et d'une stratégie:

- classification et hiérarchisation des principaux acteurs.

Utiliser les instruments, notamment de communication, et les méthodes de travail permettant d'améliorer notre efficacité:

- outils d'information et de communication utiles à la formulation et à l'opérationnalisation d'une décision gouvernementale.

Commentaires des participants du groupe pilote lors de la diffusion de cette session:

*"Le contenu du cours est très pertinent par rapport aux communications mais surtout par rapport aux relations internationales"*

*"Animateur dynamique et contenu très pertinent"*

### Échéancier

**Session 1) L'informatique: un outil essentiel à la pratique des relations internationales**

Dates de diffusion: 26 février 1997 (initiation)  
27 février 1997 (approfondie)  
26 mars 1997 (approfondie)  
27 mars 1997 (initiation)  
23 avril 1997 (approfondie)  
24 avril 1997 (approfondie)

**Session 2) Bloc analyse  
L'analyse en relations internationales à partir de textes choisis**

Dates de diffusion: 20 et 21 mars 1997  
17 et 18 avril 1997  
15 et 16 mai 1997

**Session 3) Bloc exercice pratique  
La préparation d'un rapport au Conseil des ministres; un cas pratique (La guerre du flétan)**

Dates de diffusion: 3 et 4 avril 1997  
1 et 2 mai 1997  
29 et 30 mai 1997

### Modalités

Vous devez vous inscrire en utilisant le formulaire en annexe.

## **B) FORMATION LINGUISTIQUE**

### **Contexte**

La maîtrise des langues, autres que le français, est essentielle à la compréhension des réalités étrangères et à la communication avec des étrangers. Les cadres et les conseillers en affaires internationales doivent donc être en mesure de travailler de manière fonctionnelle dans au moins une autre langue que le français, et ce, tant au niveau de l'oral que de l'écrit.

Compte tenu du poids des états anglophones sur la scène mondiale et de la prépondérance de la langue anglaise dans les contacts entre diplomates, la priorité de la formation sera accordée à l'anglais, sans négliger toutefois les autres langues.

### **Rappel des objectifs d'apprentissage**

- ⇒ Que d'ici septembre 1999, tous les cadres et les conseillers soient fonctionnels en langue anglaise.
- ⇒ Que d'ici septembre 1999, 50% des cadres et des conseillers soient fonctionnels dans une autre langue que l'anglais et le français.

### **Moyens d'apprentissage**

Plusieurs moyens d'apprentissage sont offerts sur une base volontaire aux cadres et aux conseillers:

- cours intensifs de deux semaines (60 heures);
- cours semi-intensifs de quatre semaines (60 heures);
- cours hebdomadaires à plage variable (3 heures/semaine), à raison de deux séances de 90 minutes par semaine;
- cours d'appoint pour le maintien des acquis (3 heures/mois);
- formation à l'externe (Université ou CÉGEP), et ce, en dehors des heures de bureau;
- cassetteothèque de formation (cassettes et CD Rom).

### **Échéancier 1997**

En lien avec les objectifs précités, des sessions intensives et semi-intensives vous seront à nouveau offertes de la mi-août à la fin septembre 1997 (anglais, espagnol, autre langue étrangère).

Cours intensifs (2 semaines/60 heures):

- du lundi 11 au vendredi 22 août 1997
- du lundi 25 août au lundi 8 septembre 1997
- du lundi 15 au vendredi 26 septembre 1997

Cours semi-intensifs (4 semaines/60 heures):

- du 11 août au 8 septembre 1997 (A.M.)
- du 2 au 29 septembre 1997 (A.M.)

**Modalités**

Les personnes intéressées à bénéficier d'une formation linguistique doivent s'inscrire en utilisant le formulaire en annexe.

**C) FORMATION GÉNÉRALE EN RELATIONS INTERNATIONALES**

**Contexte**

Dans le but de stimuler l'intérêt et de mettre à jour les connaissances des cadres et des conseillers pour l'environnement international, trois modules d'une demi-journée chacun sont offerts d'ici le printemps 1997.

**Méthode**

Chaque module est diffusé à un groupe d'au plus vingt personnes. Une formule de participation interactive est privilégiée avec, selon le cas, la participation du cadre responsable du secteur.

**Échéancier**

- **Bilan de 30 ans d'action internationale du gouvernement du Québec**

Conférencier: M. Louis Sabourin, professeur  
École nationale d'administration publique

Date: Le 27 février 1997

- **Problèmes actuels de la politique étrangère du Canada**

Conférencier: M. Ferry De Kerckhove, directeur des politiques  
Ministère des Affaires étrangères et du commerce international

Date: à préciser

- **Perception de la fonction internationale du gouvernement du Québec**

Conférencier: Gilles Lesage, chroniqueur au quotidien "Le Devoir"

Date: à préciser

**Inscription**

Les personnes intéressées doivent s'inscrire en utilisant le formulaire en annexe.

## D) MIDI-CONFÉRENCES

### Contexte

La Direction des ressources humaines continuera d'offrir des midi-conférences au cours desquels des intervenants ministériels, gouvernementaux ou extérieurs feront le point sur un événement significatif et son impact pour le Ministère. Rappelons que ces midi-conférences sont destinés aux cadres et conseillers en affaires internationales mais sont également ouverts à l'ensemble du personnel.

### Méthode

Un midi-conférence par mois sera offert.

### Échéancier

<b>Sujet:</b>	<b>Team Canada</b>
<b>Conférencier:</b>	M. Harold Mailhot, directeur général Amérique, Asie-Pacifique Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie
<b>Date:</b>	Février 1997
<b>Sujet:</b>	<b>Francophonie institutionnelle</b>
<b>Conférencier:</b>	M. Paul-André Boisclair, directeur général Institutions francophones et multilatérales
<b>Date:</b>	Mars 1997
<b>Sujet</b>	<b>Élections britanniques</b>
<b>Conférencier:</b>	à déterminer
<b>Date:</b>	Avril 1997

### Inscription

Aucune inscription n'est requise pour le moment. L'avis d'inscription sera diffusé environ deux semaines avant la tenue de l'activité.

N'hésitez pas à soumettre vos suggestions de thèmes pour les midi-conférences au Service du développement (Johanne Barbeau - 5189).

## **E) STAGE DE COURTE DURÉE**

### **Contexte**

Nous avons déjà annoncé que la programmation des stages de courte durée serait diffusée avec la programmation Hiver/Printemps 1997.

### **Méthode**

Pour la programmation Hiver/Printemps 1997, nous offrons huit stages de courte durée à Wilton Park, en Angleterre.

Wilton Park est un centre de discussions d'affaires internationales de premier plan. Au cours des dernières années, Wilton Park a maintenu son focus sur les relations européennes et atlantiques tout en abordant les autres parties du monde. Wilton Park offre un environnement confidentiel d'expression pour des leaders internationaux et donne accès au plus haut niveau d'information. L'établissement fait partie du "Foreign Office" et est supporté par des organisations internationales de première importance.

Les stages offerts sont ventilés de la façon suivante:

1. Asie-Pacifique
2. France
3. Europe
4. Institutions francophones et multilatérales
5. États-Unis
6. Amérique latine et Antilles / Afrique et Moyen-Orient
7. Politiques et relations fédérales-provinciales / Négociations internationales
8. Communications / Gestion de l'information et des inforoutes

### **Échéancier**

Vous trouverez ci-joint le calendrier des conférences 1997 de Wilton Park. Nous nous permettons d'attirer votre attention sur quelques conférences de ce calendrier:

- no WP-494 (10 - 14 mars 1997): "The Commonwealth in a changing world: new relationships and new directions";
- no WP-498 (12 - 16 mai 1997): Europe and latin America: closer links in a changing world;
- no WP-503 (21 - 25 juillet 1997): "Diplomacy: profession in peril?";
- no WP-505 (1 - 5 septembre 1997): "The Europe-Asia relationship: how could it be improved?";
- no WP-514 (24 - 28 novembre 1997): "Cultural diplomacy at the crossroads".



### **Inscription**

Il appartiendra au directeur général concerné d'identifier le stagiaire et le stage retenu. Il n'y a aucun frais d'inscription pour ces conférences. Il est bien entendu que le choix de stagiaires devra être appuyé sur quelques paramètres, tels que:

- la pertinence du stage en rapport avec les attributions;
- l'évaluation du rendement;
- l'impact du stage sur le cheminement de carrière;
- la capacité de réinvestir les acquis;
- l'habileté en langue anglaise.

Les demandes seront soumises à la Direction des ressources humaines qui s'occupera de la gestion de ce volet, afin d'éviter que deux employés participent à la même conférence.

## COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS

Les responsables de la mise en œuvre du programme de formation continue en relations internationales, messieurs Christopher Malone et André Prince demeurent à votre disposition pour tout commentaire ou suggestion. Pour toute information concernant la mise en œuvre de ce programme, veuillez communiquer avec madame Johanne Barbeau au 649-2400, poste 5189.

# FORMULAIRE D'INSCRIPTION

## A) DÉVELOPPEMENT DES HABILETÉS PROFESSIONNELLES (SESSIONS)

### IDENTIFICATION

NOM: \_\_\_\_\_

PRÉNOM: \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_

DIRECTION: \_\_\_\_\_

FONCTION: \_\_\_\_\_

### SESSIONS DE FORMATION

**COCHEZ**

**1) L'informatique : un outil essentiel à la pratique des relations internationales**

Dates : 26 février 1997 (initiation)	<input type="checkbox"/>
27 février 1997 (approfondie)	<input type="checkbox"/>
26 mars 1997 (approfondie)	<input type="checkbox"/>
27 mars 1997 (initiation)	<input type="checkbox"/>
23 avril 1997 (approfondie)	<input type="checkbox"/>
24 avril 1997 (approfondie)	<input type="checkbox"/>

Savez-vous déjà naviguer sur Internet? \_\_\_\_\_

**2) Bloc analyse : L'analyse en relations internationales à partir de textes choisis**

Dates : 20 et 21 mars 1997 (session pour employés expérimentés)	<input type="checkbox"/>
17 et 18 avril 1997 (session pour employés non expérimentés)	<input type="checkbox"/>
15 et 16 mai 1997 (session pour employés expérimentés)	<input type="checkbox"/>

**3) Bloc exercice pratique : La préparation d'un rapport au Conseil des ministres : un cas pratique (la guerre du flétan)**

Note : le bloc analyse est prérequis à l'inscription à cette session

Dates : 3 et 4 avril 1997 (session pour employés expérimentés)	<input type="checkbox"/>
1 <sup>er</sup> et 2 mai 1997 (session pour employés non expérimentés)	<input type="checkbox"/>
29 et 30 mai 1997 (session pour employés expérimentés)	<input type="checkbox"/>

\_\_\_\_\_  
Signature de l'employé(e)

\_\_\_\_\_  
Signature du supérieur immédiat

**S.V.P. Retourner ce formulaire dûment complété à la Direction des ressources humaines (Secteur développement) avant le 20 février 1997**

DRH-1997-02-11

# FORMULAIRE D'INSCRIPTION

## B) FORMATION LINGUISTIQUE

### IDENTIFICATION

NOM: \_\_\_\_\_

PRÉNOM: \_\_\_\_\_

DIRECTION: \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_

FONCTION: \_\_\_\_\_

LANGUES PARLÉES ET/OU ÉCRITES (Autres que le français)

Langue

Niveau atteint

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

### DÉLAIS DE LA DEMANDE

Langues ciblées (par ordre de priorité)

1. \_\_\_\_\_
2. \_\_\_\_\_
3. \_\_\_\_\_

Langues

\_\_\_\_\_

Moyens d'apprentissage:

Cours intensif (2 semaines/60 heures) :

du 11 au 22 août 1997

du 25 août au 8 sept. 1997

du 15 au 26 sept. 1997

☐  
☐  
☐

Cours semi-intensif (4 semaines/60 heures) :

- du 11 août au 8 sept. 1997 (AM)

- du 2 au 29 sept. 1997 (AM)

☐  
☐

Observations ou commentaires :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature de l'employé(e)

## OBSERVATIONS DU SUPÉRIEUR IMMÉDIAT

Quelles langues sont essentielles à l'exécution des fonctions de l'employé et le cas échéant, quels objectifs d'apprentissage retenez-vous pour l'employé?

Langues	Moyens d'apprentissage	Niveau à atteindre	Échéance
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

**NOTE:** Vous voudrez bien vous référer à la grille d'évaluation pour identifier les niveaux à atteindre.

Commentaires: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Approbation:**

\_\_\_\_\_  
Signature du supérieur immédiat

Page 2 de 2

S.V.P. retourner ce formulaire dûment complété à la Direction des ressources humaines (Secteur Développement) .

DRH-1997-02-11

# FORMULAIRE D'INSCRIPTION

## C) FORMATION GÉNÉRALE EN RELATIONS INTERNATIONALES

### IDENTIFICATION

NOM: \_\_\_\_\_

PRÉNOM: \_\_\_\_\_

DIRECTION: \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_

FONCTION: \_\_\_\_\_

### MODULES DE FORMATION

#### CHOIX DU MODULE

**COCHEZ**

Bilan de 30 ans d'action internationale du gouvernement du Québec : 27 février 1997 (PM)

Problèmes actuels de la politique étrangère du Canada : à préciser

Perception de la fonction internationale du gouvernement du Québec : à préciser

☐  
☐  
☐

\_\_\_\_\_  
Signature de l'employé(e)

\_\_\_\_\_  
Signature du supérieur immédiat

Ces modules se donneront à Québec, au salon d'accueil (1<sup>er</sup> étage) de 9 h à 12 h ou de 14 h à 17 h.

S.V.P. Retourner ce formulaire à la Direction des ressources humaines (Secteur développement)

DRH-1997-02-11

## **GRILLE DES NIVEAUX D'APPRENTISSAGE D'UNE LANGUE ÉTRANGÈRE**

[illegible]

NIVEAU	DÉFINITION DES OBJECTIFS
<p><u>Niveau IV</u></p> <p>INTERMÉDIAIRE-MOYEN</p> <p>NIVEAU FONCTIONNEL</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Capacité de comprendre une conversation avec précision, à vitesse normale. Peut comprendre des émissions de radio ou de télévision, suivre des réunions, assister à des colloques, à des conférences et en retirer l'essentiel. Il peut également s'exprimer en utilisant l'imparfait.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Peut commencer à participer activement à des réunions professionnelles, quoi que le débit soit encore un peu lent. Capacité de converser dans les assemblées, soirées à caractère social, réunions diverses. Peut utiliser beaucoup plus de temps de verbe, ainsi que le discours indirect, la voix passive et le gérondif. Capable d'utiliser les temps étudiés en concordance.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Peut lire le journal, des livres, revues, magazines spécialisés (de sa spécialité ou non).</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Peut rédiger ses propres lettres si elles sont simples (devront être révisées).</p>
<p><u>Niveau V</u></p> <p>INTERMÉDIAIRE-AVANCÉ</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Peut comprendre tout ce que comprend une personne pour qui c'est la langue maternelle à l'exception de certaines expressions idiomatiques, de certains proverbes et dictons. Peut avoir quelques difficultés si l'apprenant(e) doit comprendre quelqu'un ayant un accent très prononcé ou un accent qui ne lui est pas familier. Peut néanmoins suivre n'importe quelle conversation. Compréhension de la plupart des films, émissions, pièces de théâtre.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Capacité de s'exprimer sur tous les sujets généraux ou en rapport avec son travail. Le(la) participant(e) est capable d'utiliser des tournures usuelles. Il/elle peut utiliser certaines expressions idiomatiques.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle. Cependant, il peut avoir de la difficulté avec certaines expressions idiomatiques et des mots moins usuels.</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Doit pouvoir commencer à s'exprimer clairement par écrit sur des sujets connus (devra être relu).</p>
<p><u>Niveau VI</u></p> <p>AVANCÉ</p> <p>BILINGUE FONCTIONNEL</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Légèrement moins riche que dans sa langue maternelle. Il peut parler avec un accent.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle.</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Bonne mais a besoin d'un cours spécialisé en écrit, s'il/elle a comme objectif d'écrire toute sa correspondance en anglais sans révision.</p>

\*Note: Pour atteindre un niveau, on doit compter 100 heures d'apprentissage en cours de groupe (à l'exception de l'arabe, du mandarin et du japonais où il faut compter 1000 heures par niveau). Déduire 40% si cours privé. Cet objectif est réalisable à condition de respecter l'horaire établi par la firme d'enseignement.



GRILLE DES NIVEAUX D'APPRENTISSAGE D'UNE LANGUE ÉTRANGÈRE

NIVEAU	DÉFINITION DES OBJECTIFS
<div>Niveau I</div> <div>DÉBUTANT</div>	<div>Compréhension orale</div> <div>Compréhension limitée. Le participant a beaucoup de difficulté à comprendre une conversation simple au présent, à une vitesse plus lente que la normale.</div> <div>Expression orale</div> <div>Peut s'exprimer avec difficulté au présent, en utilisant des phrases courtes et très simples. Il peut se débrouiller au restaurant, à la banque ou pour demander son chemin. Connaît les jours/mois/nombres et l'alphabet.</div> <div>Compréhension écrite</div> <div>Peut lire des textes extrêmement simples, au présent.</div> <div>Expression écrite</div> <div>Très limitée. Peut écrire des messages simples.</div>
<div>Niveau II</div> <div>PRÉ-INTERMÉDIAIRE</div>	<div>Compréhension orale</div> <div>Capacité de comprendre une conversation simple à vitesse lente sur un sujet d'ordre général ou traitant d'un domaine que le participant connaît. Capable de comprendre les temps simples des verbes (présent, passé (en partie), futur).</div> <div>Expression orale</div> <div>Capacité de s'exprimer avec des structures simples et un vocabulaire général limité. Peut utiliser les temps simples des verbes. Peut tenir de petites conversations d'ordre général ou dans un domaine connu.</div> <div>Compréhension écrite</div> <div>Peut lire des articles de journaux, comptes rendus ou lettres de difficulté simple et en ressortir l'idée générale.</div> <div>Expression écrite</div> <div>Capacité d'écrire de petits résumés simples. Capable de prendre des notes au téléphone ou dans une réunion.</div>
<div>Niveau III</div> <div>INTERMÉDIAIRE</div> <div>NIVEAU SEUIL</div>	<div>Compréhension orale</div> <div>Capacité de comprendre une conversation sur un sujet connu ou d'ordre général à vitesse plus ou moins lente. Compréhension plus précise qu'au niveau II. Net accroissement du vocabulaire passif. Peut comprendre des émissions de télévision portant sur des sujets connus par l'étudiant.</div> <div>Expression orale</div> <div>Peut réutiliser les temps étudiés avec plus de spontanéité qu'au niveau II. Poursuit son apprentissage du passé. Accroissement du vocabulaire, notamment des verbes usuels irréguliers. Commence à utiliser les temps étudiés en concordance. Commence à intervenir dans une réunion et à participer à des discussions simples.</div> <div>Compréhension écrite</div> <div>Peut lire des articles de journaux simples, des revues traitant de sa spécialité, des lettres et comptes rendus avec une bonne compréhension générale.</div> <div>Expression écrite</div> <div>Capable d'écrire des lettres très simples et de donner des directives.</div>

NIVEAU	DÉFINITION DES OBJECTIFS
<p><u>Niveau IV</u></p> <p>INTERMÉDIAIRE-MOYEN</p> <p>NIVEAU FONCTIONNEL</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Capacité de comprendre une conversation avec précision, à vitesse normale. Peut comprendre des émissions de radio ou de télévision, suivre des réunions, assister à des colloques, à des conférences et en retirer l'essentiel. Il peut également s'exprimer en utilisant l'imparfait.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Peut commencer à participer activement à des réunions professionnelles, quoi que le débit soit encore un peu lent. Capacité de converser dans les assemblées, soirées à caractère social, réunions diverses. Peut utiliser beaucoup plus de temps de verbe, ainsi que le discours indirect, la voix passive et le gérondif. Capable d'utiliser les temps étudiés en concordance.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Peut lire le journal, des livres, revues, magazines spécialisés (de sa spécialité ou non).</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Peut rédiger ses propres lettres si elles sont simples (devront être révisées).</p>
<p><u>Niveau V</u></p> <p>INTERMÉDIAIRE-AVANCÉ</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Peut comprendre tout ce que comprend une personne pour qui c'est la langue maternelle à l'exception de certaines expressions idiomatiques, de certains proverbes et dictons. Peut avoir quelques difficultés si l'apprenant(e) doit comprendre quelqu'un ayant un accent très prononcé ou un accent qui ne lui est pas familier. Peut néanmoins suivre n'importe quelle conversation. Compréhension de la plupart des films, émissions, pièces de théâtre.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Capacité de s'exprimer sur tous les sujets généraux ou en rapport avec son travail. Le(la) participant(e) est capable d'utiliser des tournures usuelles. Il/elle peut utiliser certaines expressions idiomatiques.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle. Cependant, il peut avoir de la difficulté avec certaines expressions idiomatiques et des mots moins usuels.</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Doit pouvoir commencer à s'exprimer clairement par écrit sur des sujets connus (devra être relu).</p>
<p><u>Niveau VI</u></p> <p>AVANCÉ</p> <p>BILINGUE FONCTIONNEL</p>	<p><b>Compréhension orale</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle.</p> <p><b>Expression orale</b></p> <p>Légèrement moins riche que dans sa langue maternelle. Il peut parler avec un accent.</p> <p><b>Compréhension écrite</b></p> <p>Comparable à sa propre habileté dans sa langue maternelle.</p> <p><b>Expression écrite</b></p> <p>Bonne mais a besoin d'un cours spécialisé en écrit, s'il/elle a comme objectif d'écrire toute sa correspondance en anglais sans révision.</p>

\*Note: Pour atteindre un niveau, on doit compter 100 heures d'apprentissage en cours de groupe (à l'exception de l'arabe, du mandarin et du japonais où il faut compter 1000 heures par niveau). Déduire 40% si cours privé. Cet objectif est réalisable à condition de respecter l'horaire établi par la firme d'enseignement.

34. Liste des nominations d'attaché(e)s culturels en poste à l'étranger depuis le 29 janvier 1996

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**TITRE : Liste des nominations d'attaché culturel en poste à l'étranger depuis le 29 janvier 1996**

NOM	DÉLÉGATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
RENOSTO, Daniela	Italie	1996-08-01
AMANO, Kimi	Tokyo	1996-12-05

**SOURCE : DRH**

**QUESTION: RP34**

**PAGE 1 DE 1**

**DATE : 97-03-18**

35. Description du mandat conjoint ministère des Relations internationales et ministère de la Culture et des Communications portant sur les meilleures façons de représenter les intérêts culturels du Québec à l'étranger

**TITRE : MANDAT CONJOINT MRI-MCC**

Le MRI doit voir à planifier, organiser et diriger l'action internationale du gouvernement ainsi que celles de ses ministères et organismes. À ce titre, le ministère des Relations internationales élabore la politique d'ensemble et s'assure de sa mise en œuvre. Le MRI a donc la responsabilité de proposer, en collaboration avec le MCC, des orientations et des stratégies permettant d'assurer le rayonnement et le développement culturel du Québec à l'étranger.

Le MRI a également la responsabilité d'établir le cadre administratif et budgétaire de la coopération pouvant exister avec d'autres gouvernements. Les travaux préparatoires de chacune des tables de concertation établies dans le cadre de ces coopérations institutionnelles sont donc présidés par des représentants du MRI. Il appartient à ce dernier ministère de coordonner, en amont et en aval, les concertations requises auprès des ministères et organismes québécois concernés, et de veiller à la mise en œuvre de la programmation adoptée.

Il appartient cependant au ministère de la Culture et des Communications d'assurer les interfaces nécessaires auprès des clientèles québécoises dans la mise en œuvre des projets de coopération retenus dans les matières le concernant et d'en évaluer les résultats et les retombées pour ces clientèles.

Enfin, le MRI gère le réseau des délégations. Les personnes responsables des dossiers culturels dans ces représentations exercent leurs fonctions sous l'autorité du chef de poste.

Bien entendu, le ministère de la Culture et des Communications peut assurer auprès de ce personnel les relations fonctionnelles qui sont nécessaires pour offrir à ses clientèles les services dont ils ont besoin. Toutefois, l'allocation des ressources et budgets utiles à la mise en œuvre de ces services relève de la responsabilité du MRI.

36. Copie de la politique établie pour le transfert des dossiers et des actifs suite à la fermeture des délégations du Québec à l'étranger

## MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE :** Copie de la politique établie pour le transfert des dossiers et des actifs suite à la fermeture des délégations du Québec à l'étranger

Lors de la fermeture de plusieurs délégations à l'étranger, au début de l'exercice 1996-1997, le Ministère a mis en application la politique habituelle en ces matières. Il s'est agi d'appliquer les règles en vigueur dans un contexte requérant une saine rigueur et un contrôle minutieux. Ainsi :

- un comité ministériel permanent de suivi fut constitué de mars 1996 à juillet 1996, sous la direction des sous-ministres, aux fins de statuer quotidiennement au besoin, sur tout événement urgent ;
- les responsables administratifs, en matière de ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles, ont émis pour chaque délégation touchée les instructions applicables et suivi les gestes posés afin de rendre compte des impacts ;
- les responsables de chacun des territoires touchés ont pu superviser les gestes posés ainsi que leurs impacts et intervenir à tout moment ;
- le vérificateur interne a entrepris ses travaux dès le 4 avril 1996 et conclu en janvier 1997 au bon déroulement général des opérations.



**37. Prévisions et mandats relatifs aux futurs délégué(e)s itinérants**

**TITRE : DÉLÉGUÉS OEUVRANT À PARTIR DU QUÉBEC**

À compter de juin 1996, le gouvernement a commencé à déployer les mesures alternatives qui lui permettent de couvrir la plupart des territoires où des délégations avaient été fermées. D'abord aux États-Unis, puis en Europe et en Asie, le gouvernement a fait en sorte que les mandats commerciaux, culturels et politiques soient graduellement pris en charge par du personnel recruté localement, sauf dans un cas, Munich, où un professionnel du gouvernement a été nommé pour agir sur le territoire de l'Allemagne et de l'Autriche.

Parmi les mesures alternatives décidées par le gouvernement, l'une des plus innovatrices est la création de postes de "délégués oeuvrant à partir du Québec".

Ces délégués, nommés par le conseil des ministres, sont en fonction depuis novembre 1996. Ils sont en contact régulier avec les unités géographiques du ministère. Des plans de travail précis ont été élaborés par chacun de ces délégués, en concertation avec les unités géographiques concernées au sein du MRI et avec les ministères sectoriels, permettant ainsi de déterminer des objectifs, des priorités d'action, des priorités géographiques (pour les délégués couvrant tout un continent), un programme de travail précis et les résultats attendus dans le cadre des missions qui se dérouleront tout au long de l'année 1997. Ces plans de travail sont opérationnels pour tous les délégués, depuis février et, dans certains cas, l'échéancier prévoit déjà des missions sur le territoire dans la semaine du 10 mars 1997. Ajoutons, de plus, l'action complémentaire de représentations auprès de dignitaires étrangers en visite au Québec.

Il est évidemment trop tôt pour tracer un bilan, mais les premiers contacts établis avec les différents interlocuteurs à l'étranger, de même qu'avec les services des ambassades du Canada, nous permettent de croire que cette méthode de représentation sera extrêmement efficace, bien accueillie par la majorité de nos interlocuteurs étrangers, en plus d'être beaucoup moins coûteuse que la représentation permanente sur le territoire. Pour accroître son efficacité, le choix des priorités sera la clé du succès et c'est en ce sens que le Ministre a déterminé, sur la base de recommandations du Ministère, ces priorités pour 1997.

Rappelons brièvement le mandat de ces délégués, approuvé par le gouvernement par décret :

- agir à titre de représentant et de porte-parole officiel du gouvernement du Québec;
- faire connaître le Québec et les politiques du gouvernement du Québec;
- défendre les intérêts du Québec et intervenir auprès des décideurs de différents milieux;
- contribuer à renforcer la présence du Québec et à développer des conditions favorables à son endroit comme partenaire politique, économique et culturel.

Les délégués oeuvrant à partir du Québec exercent leur mandat et leurs diverses fonctions sous l'autorité de la Sous-ministre et en étroite concertation avec les unités géographiques du MRI et les ministères sectoriels. Le délégué participe à la définition des objectifs, des stratégies et des priorités du gouvernement sur les territoires dont il a la responsabilité.

38. Dépenses engagées et prévisibles relatives à la fermeture des treize délégations du Québec à l'étranger (déplacement ou abolition de postes, rupture de baux, remise en état des lieux, etc.) pour l'année 1996-1997 et 1997-1998. Économie projetée et réalisée en 1996-1997

# Ministère des Relations internationales

**TITRE:** Dépenses engagées et prévisibles relatives à la fermeture des treize délégations Québec à l'étranger (déplacement ou abolition de postes, rupture de baux, remise en état des lieux, etc) pour l'année 1996-1997 et 1997-1998). Économie projetée et réalisée en 1996-1997

Fermetures	Coût reconduction 96-97	Économies prévues 96-97	Budget 96-97	Dépenses 96-97	Économies réelles 96-97
1 Atlanta	555,8	151,0	404,8	239,4	316,4
2 Bogota	376,9	83,0	293,9	242,8	134,1
3 Boston	1 553,8	732,0	821,8	655,9	897,9
4 Le Caire	301,7	165,0	136,7	65,1	236,6
5 Caracas	372,3	209,7	162,6	232,3	140,0
6 Chicago	1 340,5	272,2	1 068,3	692,8	647,7
7 Düsseldorf	2 494,9	1 280,6	1 214,3	1 073,9	1 421,0
8 Hong Kong	3 856,3	652,4	3 203,9	2 392,8	1 463,5
9 Los Angeles	1 488,6	723,0	765,6	619,3	869,3
10 Milan				1 014,3	
11 Rome	2 003,8	658,6	1 345,2	75,0	914,5
12 Port-au-Prince	74,9	36,8	38,1	23,0	51,9
13 Séoul	418,7	182,2	236,5	112,6	306,1

**SOURCE:** DRFM      **QUESTION:** RP 38      **PAGE:** 1 de 1      **DATE:** 1997-04-10

39. Tableau descriptif des membres du personnel chargé de l'administration (siège et réseau) versus les trois autres directions du ministère

TITRE: TABLEAU DESCRIPTIF DES MEMBRES DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION (SIÈGE ET RÉSEAU) VERSUS LES TROIS AUTRES DIRECTIONS DU MINISTÈRE

PERSONNEL CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION*											PERSONNEL AUTRES DIRECTIONS					GRAND TOTAL MRI
HC	C	P	T	S	TOTAL ADMINISTRATION	RATIO	HC	C	P	T	S	TOTAL AUTRES DIRECTIONS	RATIO			
0	6	21	29	20	76	14%	10	45	198	54	166	473	86%			549

\* Incluant le FOGIQE

- C: Cadre
- H.C.: Hors cadre
- P: Professionnel
- S: Soutien
- T: Technicien

TABEAU DESCRIPTIF DES MEMBRES DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION (SIÈGE ET RÉSEAU)

		Cadres	Professionnels	Techniciens	Soutiens	TOTAL
	Unités administratives					
	Ressources humaines	2	4	8	7	21
	Ressources financières et matérielles*	2	4	8	10	24
	Gestion de l'information et des inforoutes	2	13	13	3	31
TOTAL		6	21	29	20	76

\* Incluant le Fogique

40. Ventilation détaillée des budgets alloués pour 1996-1997 et 1997-1998 à l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse et à l'Agence Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse



**TITRE : Ventilation détaillée des budgets alloués pour 1996-1997 et 1997-1998 à l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse**

En vertu de l'article 4 du protocole qui a créé l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et qui est annexé à la Loi sur l'OFQJ (L.R.Q., c. 0-5), les crédits nécessaires aux activités de l'Office sont versés chaque année par la partie française et la partie québécoise.

Le montant de la subvention québécoise à l'Office était de 2 000 000 \$ pour l'exercice 96-97. Il sera aussi de 2 000 000 \$ pour l'exercice 1997-1998.

L'exercice financier de l'Office étant établi selon l'année civile, le principe de versement de la subvention gouvernementale annuelle en deux tranches, une en janvier et l'autre en avril, a été retenu en 1991.

Pour 1997-1998, une somme de 1 738 300 \$ sera donc versée à l'OFQJ en avril, et une somme de 261 700 \$ en janvier 1998 (constituant une première tranche de la subvention de l'année budgétaire 1998 de l'Office) pour un total de 2 000 000 \$. La subvention de base sert à l'envoi d'un contingent d'environ 1 450 stagiaires québécois en France par année et à l'accueil au Québec d'un nombre similaire de jeunes Français.

Le budget total de l'Office est d'environ 3 100 000 \$, ses autres sources de revenus provenant surtout des contributions des stagiaires, de la Société québécoise de développement de la Main-d'œuvre (SQDM) et du Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Selon le budget 1996 présenté au Conseil d'administration de l'OFQJ de juin dernier, 59,7 % des budgets sont consacrés aux activités d'échanges (1 250 jeunes), 7,3 % aux stages effectués dans le cadre de l'entente avec le MEQ (200 jeunes) et 6,4 % à l'allocation Formation-emploi (SQDM). Les autres dépenses sont liées essentiellement aux frais d'administration (8,4 %), aux activités de conseil et information (12,1 %) et aux communications (6,1 %).

Les budgets consacrés aux activités d'échanges sont réparties comme suit entre les divers programmes de l'Office (selon le budget 1996) :

**Programmes réguliers**

- Culture	10,0 %
- Sciences et technologies	7,7 %
- Management	7,4 %
- Insertion	6,9 %
- Tourisme	6,3 %
- Commerce	4,9 %
- Communication	4,9 %
- Droit international	4,4 %
- Environnement	4,0 %
- Métiers	3,2 %
 Sous-total :	 59,7 %

<b><u>Programme de la CREPUQ</u></b>	7,3 %
<b><u>Allocation Formation et Emploi</u></b>	6,4 %
<b><u>Conseil et information</u></b>	12,1%
<b><u>Communications</u></b>	6,1%
<b><u>Frais d'administration</u></b>	8,4%

<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>
--------------	---------------

# MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

**TITRE : Ventilation détaillée des budgets alloués pour 1996-1997 et 1997-1998 à l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse et à l'Agence Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse**

## BUDGET ALLOUE A L'AQWBJ

### ANNEE 1996-1997

En 1996-1997, le Ministère a versé à l'Agence les sommes suivantes :

- subvention de fonctionnement 565 600,00 \$
- téléphonie (pris en charge par le MRI) 28 000,00 \$

### TOTAL

La subvention de base sert : à l'envoi d'un contingent d'environ 350 stagiaires québécois en Communauté française de Belgique (CFB) par année et à l'accueil au Québec d'un nombre similaire de jeunes de la CFB; au salaire et aux charges sociales des employés de l'Agence; au loyer, aux dépenses générales du Secrétariat (photocopieur, frais de poste, frais de représentation, assurances, comptabilité, papeterie, etc).

Depuis la création de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse, le ministère des Relations internationales accordait annuellement une subvention de fonctionnement à l'Agence qui excluait le salaire du Secrétaire exécutif associé, ce dernier étant lié par contrat avec le Ministère. Lors de l'engagement récent d'un nouveau Secrétaire exécutif associé, les autorités du Ministère ont décidé de modifier son statut dans le sens suivant : le contrat lie dorénavant le Président de l'Agence et le Secrétaire exécutif associé, faisant de ce dernier un employé de l'Agence et non du Ministère.

### ANNEE 1997-1998

Pour l'année 1997-1998, le Ministère versera les sommes suivantes :

- subvention de fonctionnement 565 600,00 \$
- téléphonie (pris en charge par le MRI) 22 000,00 \$

### TOTAL

La subvention sera utilisée pour assurer la réalisation d'un volume d'activités semblables à l'année précédente et assumer les frais relatifs à la gestion de l'Agence.

41. Ventilation, pour les cinq dernières années, des contributions financières du Québec à toutes les instances de la Francophonie

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

TITRE: Ventilation, pour les cinq dernières années, des contributions financières du Québec à toutes les instances de la Francophonie

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Fonds multilatéral unique	2 361,5	2 390,0	2 135,5	2 255,5	2 491,0
ACCT (Statutaire incluant PSD)	878,5	697,0	766,5	1 110,0	1 059,5
CONFEMEN	72,0	66,0	21,0	20,0	22,6
CONFES	99,5	95,0	46,0	50,5	40,3
TV5	738,0	754,0	733,0	1 010,5	897,5
AUPELF	190,0	190,0	190,0	200,0	200,0
FICU	40,0	40,0		40,0	40,0
CAMES	6,5	1,5			64,9
Forum francophone des affaires					
Associations et événements francophones	92,5	88,5	83,5	151,5	49,5
Matériel didactique					
Revue environnement	332,0				
Jeux de la francophonie	28,5	18,0	134,5	12,5	105,2
Radios rurales					
Soutien aux archives du Sud					
Classes bilingues au Viêt-nam				75,0	49,5
Centre communautaire béninois				250,0	
Fondation de l'entrepreneursip Bénin				8,5	
Site Internet Bénin				9,0	
Annuaire électronique des organisations internationales francophones				15,0	
Formation des travailleurs du Sud à l'épargne				50,0	
TOTAL	4 838,5	4 340,0	4 110,0	5 258,0	5 020,0

42. Crédits engagés et services par le gouvernement du Québec à titre de rapporteur officiel du prochain Sommet de la francophonie qui se tiendra à Hanoi en novembre 1997 (déplacements, rencontres, prêts de services, plans d'interprètes, mandats donnés au personnel, etc.). Le ministre des Relations internationales entend-il laisser une marque visible de son passage à Hanoi, à l'instar du centre culturel de Cotonou ?

**TITRE : Crédits engagés et services par le gouvernement du Québec à titre de rapporteur officiel du prochain Sommet de la francophonie qui se tiendra à Hanoi en novembre 1997**

Il faut d'abord préciser que les diverses responsabilités du Sommet de Hanoi (membres du bureau, rapporteur, présentation des sujets de délibération, etc.) n'ont pas encore été attribuées. D'autre part, il ne faut pas confondre la tâche de rapporteur de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) avec celle de rapporteur du Sommet.

Le Québec est effectivement rapporteur de la CMF depuis la session qui a eu lieu à Bordeaux en février 1996. Il a rempli cette fonction à la CMF de Marrakech en décembre dernier et il fera de même à la CMF préparatoire au Sommet qui aura lieu à Hanoi quelques jours avant le Sommet lui-même. La CMF aura lieu les 11 et 12 novembre et le Sommet les 14 et 15 du même mois. Il faut ajouter que cette responsabilité n'engendre pas de coûts particuliers puisqu'elle est remplie par les membres de la délégation qui accompagnent le premier ministre au Sommet.

La fonction de rapporteur est une fonction-clé dans le cadre d'une Conférence ministérielle. Responsable de la préparation du rapport de la Conférence, le rapporteur a également pour tâche de résumer la délibération en séance au terme de la CMF. Il assiste de plus à la conférence de presse qui suit la Conférence.

43. Ventilation détaillée des dépenses de transfert effectuées dans le cadre du programme spécial de développement de l'ACCT en 1996-1997 (liste des projets, montant de la subvention pour chaque projet)

**TITRE : Ventilation détaillée des dépenses de transfert effectuées dans le cadre du Programme spécial de développement (PSD) de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) en 1996-1997.**

Le PSD a été créé en 1975 par les pays membres de l'ACCT qui se sont ainsi donnés un instrument souple de programmation continue et d'exécution rapide, capable de répondre à des besoins urgents par des actions ponctuelles: projets d'assistance technique, d'études techniques et de perfectionnement des ressources humaines (en complément des autres programmes de l'Agence et des coopérations bilatérales et multilatérales). Le PSD vise à appuyer et promouvoir le développement scientifique et technique, économique et social, culturel et éducatif des pays membres, prioritairement des plus démunis.

Le PSD a aussi pour vocation de promouvoir la coopération horizontale, les échanges Sud/Sud, dans des domaines aussi variés que l'enseignement, la recherche, la santé, l'environnement, l'administration, l'agriculture, la petite industrie, les technologies appropriées de l'information.

Le programme du PSD est financé par des contributions annuelles volontaires qui constituent un fonds dont l'utilisation est déterminée par un comité de direction. Depuis la Conférence ministérielle qui a eu lieu à Bordeaux en février 1996, le PSD fait désormais partie d'une nouvelle Direction générale de l'ACCT «Solidarité et développement». Le Québec a versé 30 000 \$ à ce programme en 1996-1997. Pour l'année 1996, le budget du PSD s'établissait à 12 M FF (environ 3,2 M\$) provenant principalement des contributions du Cameroun, de la Communauté française de Belgique, du Canada (qui verse près de 60 % des contributions, via l'ACDI) du Nouveau-Brunswick et de l'Agence de la Francophonie.

Les actions du PSD, au cours de l'exercice 1996, ont porté prioritairement sur les PMA francophones: Burkina Faso, Guinée Bissau, Guinée, Mali, Madagascar, Haïti, Vietnam, Comores, Tchad, Laos, Cambodge, Congo, Mauritanie.



44. Projets et sommes engagées par le ministère des Relations internationales visant à améliorer le contenu en français sur les autoroutes de l'information

**TITRE : PROJETS ET SOMMES ENGAGÉES PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES VISANT À AMÉLIORER LE CONTENU EN FRANÇAIS SUR LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION**

**PROBLÉMATIQUE : LES ENJEUX LINGUISTIQUES DES AUTOROUTES**

La croissance extrêmement rapide des autoroutes de l'information, et en particulier du réseau Internet qui en est actuellement le principal acteur, ne peut masquer le fait que de nombreux obstacles, de nature diverse, entravent l'accès des usagers potentiels aux services disponibles. Un constat s'impose donc : l'accès aux services d'information n'est pas garanti de façon égale pour tous.

De nombreux pays, notamment francophones, ainsi qu'une partie importante de la population au sein même des sociétés industrialisées, sont exclus ou peuvent tirer difficilement parti de ce nouvel eldorado pour des raisons d'ordre économique, d'infrastructure de télécommunication insuffisante, de manque d'acculturation informatique et télématique, d'inadaptation des services actuels aux besoins réels des utilisateurs ou d'accessibilité à des contenus dans leur langue d'origine.

On constate par ailleurs que le développement de cette nouvelle infrastructure mondiale de l'information, qui s'étend aujourd'hui à 154 pays, s'appuie sur un réseau, à savoir Internet, dont les caractéristiques techniques limitent considérablement les usages qui peuvent en être faits, en particulier lorsqu'ils nécessitent de pouvoir traiter les informations dans un environnement multilingue.

Actuellement, et malgré un nombre croissant de services non anglophones sur le Web, Internet est encore très fortement marqué par l'origine américaine de ses choix techniques qui ne permettent de représenter, en toute circonstance et dans toute son intégrité, que la langue anglaise et par le fait même les savoir-faire, les pratiques et les modes de pensée d'origine anglo-saxonne. En ce sens, Internet porte la marque d'un manque d'attention grave aux besoins de communication multilingue.

Les francophones ne sont pas les seuls à avoir effectué ce constat. En effet, les participants au premier congrès international de la langue espagnole, tenu en avril 1997 à Zacatecas (Mexique), déploraient la faible présence de leur langue sur Internet et la dégradation de la position culturelle et économique qu'une telle situation engendrait pour la communauté hispanoaméricaine.

Alors que s'accroît la mondialisation des échanges et que se mettent en place de véritables autoroutes électroniques, la place des langues et des cultures dans ce monde de la numérisation interpelle donc l'ensemble des gouvernements des pays de langues autres que l'anglais, y compris, naturellement, de la francophonie, qui souhaitent éviter l'uniformisation culturelle et favoriser l'harmonie des langues et des cultures.

Cette préoccupation correspond en outre à un enjeu complémentaire : il s'agit de s'assurer que le français puisse non seulement être présent mais aussi être véhiculé de façon intégrale et efficace dans toutes les technologies de l'information, en particulier sur les autoroutes de l'information. Une langue non numérisée ne pourra prendre sa place dans le monde de la communication qui est en train de se bâtir.

C'est ainsi que l'action menée par le ministère des Relations internationales dans ce secteur majeur d'intervention vise non seulement à améliorer l'offre de contenus en langue française sur les autoroutes de l'information mais à s'assurer que les conditions techniques sont réunies pour le respect intégral de toutes les caractéristiques du français. Elle est conduite principalement avec la France, avec laquelle le Québec a initié une coopération axée sur la promotion de la diversité culturelle et du pluralisme linguistique.

Le MRI souhaite partager cette coopération avec l'ensemble de ses partenaires francophones et l'étendre aux autres gouvernements soucieux de la préservation de leur spécificité culturelle et linguistique. Elle pourrait s'élargir à l'ensemble de la Francophonie dès cette année avec la tenue à

**TITRE : PROJETS ET SOMMES ENGAGÉES PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES VISANT À AMÉLIORER LE CONTENU EN FRANÇAIS SUR LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION**

**Montréal de la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes qui a pour objectif de préparer le plan d'actions multilatérales qui sera adopté lors du Sommet francophone de novembre qui aura lieu à Hanoï.**

**LA COOPÉRATION AVEC LA FRANCE**

Lors de la rencontre des Premiers ministres de juin 1996, la France et le Québec convenaient d'une déclaration d'orientation où ils affirmaient, entre autres, leur volonté de « stimuler le développement de contenus d'intérêt commun en français en suscitant la création d'un volume important de produits et services de qualité ». **En 1997, le MRI consacre une somme de plus de 220 000 \$ à la coopération avec la France en matière de technologies de l'information et d'inforoutes.** Un volet spécifique est consacré à l'aspect proprement linguistique de la problématique des inforoutes.

**Les orientations de la coopération franco-québécoise en matière d'autoroutes de l'information touchent six secteurs**, soit la langue française, la culture et les communications, l'éducation, la formation et la recherche, la santé et les affaires sociales, la modernisation des administrations publiques et le développement des technologies et des services. Toutes les actions mises de l'avant dans ces secteurs visent à créer un environnement favorable au déploiement des inforoutes et à faciliter l'accès des produits et services de langue française aux réseaux internationaux.

Comme on peut le constater, c'est l'ensemble des activités poursuivies dans le cadre de la coopération qui permettront au français de prendre la bretelle des inforoutes même si des objectifs spécifiques se rattachent à l'aspect linguistique. Ceux-ci consistent essentiellement à promouvoir la place du français dans la société de l'information, c'est-à-dire sur les inforoutes, d'assurer le respect des caractéristiques de la langue française dans tous les traitements informatiques, enfin de veiller à ce que les conditions soient remplies pour que se développent des produits et des services en français et dans toutes les langues.

**Les principales actions prévues en 1997 sont les suivantes :**

- la poursuite des travaux du groupe franco-québécois NoTIAL sur la normalisation et la francisation des technologies de l'information et des inforoutes, dont la mission sera de mettre en oeuvre des stratégies de renforcement de la présence d'experts francophones dans les instances internationales de normalisation et de promouvoir des normes techniques permettant le respect de la langue française à travers des actions de sensibilisation et de veille;
- le développement d'hyperliens entre les serveurs et les sites Internet des organismes responsables des questions de langue et de terminologie;
- la réalisation, en collaboration avec d'autres partenaires francophones, d'un vocabulaire des technologies de l'information et d'un recensement des besoins dans le domaine des ressources linguistiques écrites et orales;
- l'étude de l'application des législations linguistiques françaises et québécoises dans la société de l'information;
- l'observation de l'évolution des produits et services de traitement informatique du langage disponibles sur le marché et
- une réflexion sur la mise en place d'un processus de labélisation et d'une méthodologie d'évaluation pour les outils de recherche documentaire traitant la langue française.

**TITRE : PROJETS ET SOMMES ENGAGÉES PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES VISANT À AMÉLIORER LE CONTENU EN FRANÇAIS SUR LES AUTOROUTES DE L'INFORMATION**

De plus, se poursuivront les projets de recherche en ingénierie linguistique engagés en 1996, de même que la mise en réseau des banques de terminologie françaises et québécoises et le développement de passerelles reliées aux industries de la langue. Dans le domaine de la toponymie, l'établissement de ponts entre les banques de données françaises et québécoise fera également l'objet des efforts des deux partenaires.

**Sur le plan économique, le MRI procède selon la formule éprouvée des rencontres industrielles et institutionnelles.** Celles-ci permettent le partage des expertises, la création de partenariats et la réalisation conjointe de produits et services en français destinés aux inforoutes qui sont à se mettre en place de part et d'autre de l'Atlantique.

**Trois éditions de ces rencontres industrielles ont eu lieu jusqu'à présent. Leur bilan est des plus positifs. On peut relever à ce jour une trentaine d'accords qui ont été signés ou sont en négociation depuis la tenue des premières rencontres, sans compter la signature de 7 ententes de distribution; 16 autres sont envisageables à moyen terme et dans plusieurs cas, les relations sont bien engagées et les négociations se poursuivent toujours. Un bilan complet est en préparation en vue de la prochaine rencontre des Premiers ministres.**

Au-delà des impacts économiques immédiats, elles auront surtout permis d'accréditer l'expertise technologique et la capacité créatrice d'une industrie québécoise en pleine effervescence; elles auront également permis l'accès de bon nombre de PME québécoises innovatrices à un marché francophone essentiel à leur essor économique. Enfin, elles ont contribué à un rapprochement entre opérateurs français et québécois impliqués dans le développement et l'élaboration des contenus des futures inforoutes tant en France qu'au Québec.

**Les percées d'entreprises comme Alis Technologies avec son fureteur multilingue « Tango », Machina Sapiens avec le Correcteur 101 et son logiciel Infoscan, Documensa dans le domaine de la recherche documentaire et de la gestion de bases de connaissances, de même que les partenariats établis par le CRIM et le CEFRIO sur les évolutions des inforoutes ne sont pas étrangères à la tenue de ces rencontres bilatérales.**

**LA COOPÉRATION AVEC LA FRANCOPHONIE INSTITUTIONNELLE**

**L'action du MRI au sein de la Francophonie institutionnelle est en train de se restructurer autour des propositions qui seront mises de l'avant lors de la conférence des ministres francophones chargés des inforoutes, dont le Québec est l'un des coprésidents. Le MRI joue un rôle actif dans la préparation de cette conférence. Il faut noter également son rôle de coordination de l'action gouvernementale impliquant d'autres organismes responsables de l'action multilatérale francophone dans le domaine de la langue tels le RIOFIL ou le RINT. Mentionnons finalement son implication dans des actions multilatérales comme celles de l'Observatoire du traitement avancé du français (OTAF).**

Ainsi, le MRI collabore à la définition du plan d'action qui sera discuté lors de la conférence ministérielle de Montréal en mai et soumis aux chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de Hanoï. Les mêmes objectifs exposés plus haut dans le cadre de la coopération avec la France sont mis de l'avant dans les rencontres préparatoires à la conférence: des actions propres à la promotion du français tels le développement et la promotion de logiciels pour faciliter l'accès en français aux inforoutes, la présence active des francophones dans les instances décisionnelles internationales afin d'assurer la prise en compte des intérêts francophones, notamment en matière de normalisation, la production et la diffusion de produits et services en français sur les inforoutes ou encore l'instauration d'une coopération avec des partenaires d'autres langues et cultures. Ajoutons également des actions dans les domaines clés d'intervention des États tels le développement culturel, social et économique, la formation et la recherche.

45. Sommes engagées et prévisions pour la tenue de la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes qui se tiendra à Montréal en juin 1997

**TITRE : SOMMES ENGAGÉES ET PRÉVISIONS POUR LA TENUE DE LA  
CONFÉRENCE DES MINISTRES FRANCOPHONES CHARGÉS  
DES INFOROUTES QUI SE TIENDRA À MONTRÉAL EN MAI 1997**

Du 19 au 21 mai prochain, le Québec sera l'hôte de la Conférence des ministres francophones chargés des inforoutes. Il organise cette manifestation conjointement avec l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et le gouvernement fédéral.

La contribution québécoise se compose d'une somme de 200 000 \$ versée à l'ACCT, provenant du Fonds de l'autoroute de l'information (FAI).